

LA PLACE DE FÉNELON

dans l'histoire des doctrines économiques

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue publiquement le 19 Avril 1934

PAR

DAVID - J. ZERMATI

né le 9 Juin 1908

à SÉTIF

JURY

MM. GAFFIOT	Président.
ROUSSIER	Suffragants.
FAÛRE DE CÉRIS	



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA PLACE DE FÉNELON

DANS L'HISTOIRE DES DOCTRINES
ÉCONOMIQUES

David-J. ZERMATI



LA PLACE DE FÉNELON

**DANS L'HISTOIRE DES DOCTRINES
ÉCONOMIQUES**



ALGER
Imprimerie SOLAL
10, RAMPE DE LA PÊCHERIE

1934

UNIVERSITÉ D'ALGER

FACULTÉ DE DROIT

MM. MILLIOT, I. 	Doyen, Professeur de Droit Musulman.
PELTIER, *, I. 	Professeur d'Histoire générale du Droit français.
MALLARMÉ, I. 	Professeur de Droit administratif, en congé.
BIENVENÛE, 	Professeur de Droit public.
CHAUVEAU	Professeur de Droit commercial.
GAFFIOT	Professeur d'Economie politique.
VIARD	Professeur de Pandectes.
BRETON	Professeur de Droit civil.
BERGER-VACHON	Professeur de Droit criminel.
BOUSQUET	Agrégé.
ROUSSIER	Agrégé.
RODIÈRE	Agrégé.
FAÛRE DE CÉRIS I. 	Chargé des fonctions d'agrégé.
DELVOLÉ	Chargé des fonctions d'agrégé.
DROUILLAT	Chargé de fonctions d'agrégé.
GÉRARD, I. 	Professeur honoraire.
TESTAUD, I. 	Professeur honoraire.

JURY DE LA THÈSE :

MM. GAFFIOT	Président.
ROUSSIER	} Suffragants.
FAÛRE DE CÉRIS	

NOTA. — La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



MEIS ET AMICIS

LA PLACE DE FÉNELON

DANS

L'HISTOIRE DES DOCTRINES ÉCONOMIQUES

INTRODUCTION

Le titre de cet ouvrage — si prudent qu'il soit — peut surprendre : Fénelon est beaucoup plus connu comme théologien, pédagogue, politique et surtout moraliste que comme économiste. Cependant il a abordé les questions qui touchent à la richesse. L'économie politique, cela est surtout vrai pour l'époque où vit notre auteur, n'est pas une science distincte, enfermée en quelque sorte dans une tour d'ivoire, et qui se suffit à elle-même. Des rapports très étroits la lient aux diverses branches de l'activité sociale. Or, Fénelon a traité maints sujets. Il est normal que son esprit curieux ait accordé quelque attention à cette science dont on attribue la paternité à Adam Smith. Cependant, son œuvre économique est loin d'être aussi considérable que son œuvre politique, éthique ou pédagogique, et on la trouve éparsée dans de nombreux ouvrages dont aucun n'est consacré à étudier de façon dogmatique la production de la richesse, sa répartition ou

sa circulation. A la vérité, elle se manifeste plutôt sous un aspect accidentel et occasionnel.

Mais, dira-t-on, quel peut être l'intérêt des opinions et des écrits économiques de Fénelon ? L'histoire répondra pour nous. Et si on la consulte attentivement, elle enseigne que les doctrines, ou plus modestement les opinions économiques de notre auteur constituent pour lui moins la solution de problèmes théoriques que l'affirmation de principes d'action.

En 1689, le Duc de Beauvilliers, nommé gouverneur du Duc de Bourgogne, eut à désigner un précepteur pour l'enfant confié à sa garde. Il fixa son choix sur Fénelon (1), qui se prit d'une vive affection pour son auguste élève et qui s'efforça d'en faire « un bon prince », capable de gouverner sagement. Mais, au moment où le prélat allait gagner la faveur du Roi, l'affaire du *Quiétisme* provoqua son discrédit et son exil à Cambrai. La publication du *Télémaque*, faite à son insu d'ailleurs, consumma définitivement sa disgrâce. Il continua néanmoins ses relations avec le « petit troupeau » (2) demeuré à Versailles, qui comprenait outre le duc de Bourgogne, les ducs de Beauvilliers, de

(1) « En peine de choisir un précepteur, il (le Duc de Beauvilliers) « s'adressa à Saint-Sulpice où il se confessait depuis fort longtemps, « et qu'il aimait et protégeait fort. Il y avait déjà ouï parlé de l'abbé « de Fénelon avec éloge. Ils lui vantèrent sa piété, son esprit, son « savoir, ses talents. Enfin ils le lui proposèrent ; il le vit, il en « fut charmé ; il le fit précepteur. » Saint-Simon : *Œuvres Complètes*. Tome I. Page 273.

(2) L'expression est de Saint-Simon qui l'emploie à diverses reprises. Voir notamment *Œuvres Complètes* : Tome I. Pages 275, 298. Tome VIII, Pages 423, 425. Et passim.

Chevreuse et le terrible duc de Saint-Simon. En 1711, M. de Cambrai concerte avec le duc de Chevreuse des *Plans de Gouvernement*, connus également sous le nom de *Tables de Chaulnes* et destinés à être appliqués plus tard par le Duc de Bourgogne, devenu entre temps l'héritier du Trône. La mort prématurée du Dauphin, en 1712, anéantit brutalement toutes les espérances de Fénelon et les *Plans* demeurèrent platoniques. Or le *Télémaque* et les *Plans* contenaient des idées qui constituent une vive critique de l'Absolutisme et du Colbertisme, dont ils laissent deviner l'étroite dépendance. Le Mercantilisme est plus en effet qu'une simple doctrine économique. Il est aussi et surtout une doctrine politique et sociale, et il serait faux d'y voir seulement, comme Adam Smith, quelques préceptes économiques destinés à faciliter l'introduction sur le territoire national de la plus grande quantité possible de métaux précieux, ou comme List, une simple politique économique telle que le Protectionnisme (1).

Tandis que dans la première période du règne de Louis XIV, — la période de splendeur, — on attribue la gloire et les triomphes au régime absolutiste, que Bossuet se livre à l'apologie de la Monarchie absolue, en dégage et en admire la magnifique unité et donne à la doctrine royale sa formule définitive, les maux qui dévastent la France au déclin du XVII^e siècle, soulèvent les protestations, engendrent la réaction. Les souffrances du

(1) Voir Mazan : *Les Doctrines Economiques de Colbert*, page 6.

peuple provoquent la sympathie apitoyée des penseurs de la nouvelle génération qui se rendent compte du mauvais fonctionnement de la machine politique. Vauban et Boisguillebert, en particulier, décrivent la misère générale, soulignent la gabegie financière et mettent en lumière la mauvaise assiette, la mauvaise répartition et la mauvaise perception de l'impôt. Plus hardi qu'eux, Fénelon ne craint pas de faire supporter à l'Absolutisme le poids de la responsabilité du désordre économique. Il assure que la « France est aux abois » (1) , « qu'il paraît une banqueroute universelle de la Nation » (2). Et parce qu'il est ému du spectacle des paysans ahuris par l'indigence, et qui sont contraints pour vivre de gratter le sol, afin d'y découvrir d'hypothétiques racines, parce qu'il voit le commerce frappé à mort, il demande au Prince d'énergiques réformes dans la constitution politique et économique du pays.

Est-ce à dire que Fénelon soit hostile à la souveraineté absolue ? Certes non. Mais il sépare nettement absolutisme et despotisme. Or, c'est au despotisme qu'aboutit en fin de compte le gouvernement de Louis XIV. Il le dit, et à maintes reprises, il manifeste son aversion pour une souveraineté aveugle et sans limites. Combien il diffère de Bossuet, à cet égard du moins, de Bossuet qui englobe dans une même admiration et confond dans le même culte

(1) *Lettre à Louis XIV*, Tome III, p. 429.

(2) *Mémoire sur la situation déplorable de la France en 1710*. Tome III, p. 405.

le concept de l'absolutisme, la personne et le gouvernement de Louis XIV. Le Roi-Soleil n'attend point d'ailleurs les thuriféraires, et il glorifie lui-même sa propre omnipotence en ces termes : « C'est à lui seul (au Roi) que s'adressent tous les vœux, lui seul reçoit tous les respects, lui seul est l'objet de toutes les espérances. On ne poursuit, on n'attend rien que pour lui seul. Tout le reste est rampant, tout le reste est impuissant, tout le reste est stérile » (1). On lui prête cette formule qu'il n'a peut-être pas prononcée : « L'Etat, c'est moi », mais on trouve dans ses mémoires la même idée exprimée en des phrases significatives, — et qui résument le caractère de son règne — : « Quand on a l'Etat en vue, on travaille pour soi. Le bien de l'un fait la gloire de l'autre. » (2). Il ne discrimine pas ses intérêts propres des intérêts de ses sujets, qui, cependant, ne sont pas toujours conformes aux intérêts personnels du souverain auquel, pense-t-il, les sujets doivent une obéissance aveugle et complète. Il se soucie moins d'assurer l'existence et de favoriser le développement de la société que de s'en servir pour accroître sa puissance personnelle. Sans doute, il déclare qu'il doit considérer le bien des particuliers bien plus que le sien propre, mais en voulant ne faire qu'une seule chose de son propre bonheur et du bien de l'Etat, il a trop tendance à confondre l'Etat avec lui-même et à l'absorber

(1) Œuvres de Louis XIV. *Mémoires*. Tome I, p. 16. Ed. Dreysst.

(2) Œuvres de Louis XIV. *Mémoires historiques*. Réflexions sur le métier de Roi. Jouir du succès. Réparer les fautes. Edition de 1806, tome II, p. 467.

dans sa propre personne (1). Locke définit clairement cette attitude en écrivant qu'entre une ferme et un royaume, il n'y a, pour le roi, de différence que du plus grand au plus petit. Bossuet, sans détours, identifie entièrement l'Etat et le Roi et conclut que servir le Prince, c'est servir l'Etat, qu'attaquer l'un, c'est attaquer l'autre (2). Cet Etat omnipotent qui écrase l'individu, n'est pas sans ressemblance à première vue avec cet Etat également tout-puissant, que Mentor institue à Salente. Cependant, la différence est certaine et considérable. L'Etat de Bossuet, qui se confond avec la personne du Roi, n'agit que dans l'intérêt de celui-ci; l'Etat de Mentor est représenté par un monarque qui ne travaille que pour le bien de la Communauté, c'est-à-dire l'ensemble des citoyens et toute mesure qui paraît préjudiciable à l'un d'eux pris isolément se révèle au contraire particulièrement heureuse si on l'envisage dans ses conséquences à l'égard du corps social tout entier. Ainsi, tandis que pour l'Aigle de Meaux, l'individu n'a d'autre rôle que d'accroître le pouvoir royal, Mentor l'asservit à la Nation et subordonne son intérêt à l'intérêt social.

La notion de monarchie absolue, si on l'entend comme Louis XIV, engendre inéluctablement la vocation à la Monarchie universelle. La guerre avec les Etats étrangers doit donc exister en permanence. Et c'est bien ce

(1) Voir A. Thierry : *Essai sur le Tiers Etat*. Tome I, p. 232.

(2) *Politique tirée de l'Ecriture Sainte*. Livre III, art. 1, 1°, 2°, 3°. Propositions. p. 373 et suivantes.

qui se passe dans la réalité. Mais la puissance politique, pense-t-on, ne saurait se développer si elle n'est pas assise sur la puissance économique : la conquête du Monde suppose des réserves d'hommes et des réserves de numéraire. Ainsi s'explique l'importance du commerce, plus précisément du commerce extérieur, pour les mercantilistes et la nécessité d'une intervention de l'Etat. En effet, seul le commerce extérieur permettra l'importation de métaux précieux et l'accroissement du stock déjà existant sur le territoire national, à condition que le Prince prohibe toute sortie de numéraire. D'autre part, le commerce extérieur s'alimente des produits des manufactures nationales qui veulent, pour subsister et se développer, la présence d'une population nombreuse.

Tels sont les principes directeurs de la Société. Fénelon va leur faire subir quelques vives attaques et aérer d'un souffle de libéralisme toute l'atmosphère sociale. Il s'en prend surtout aux idées politiques, mais, par répercussion, il atteint les principes économiques considérés jusqu'alors comme sacro-saints. Notre auteur ne sape pas les fondements de la société monarchique, comme le fait l'auteur anonyme des *Soupirs de la France esclave*. Au contraire, il reconnaît, et il proclame avec force l'origine divine de l'autorité : « Le droit qu'ont une ou plusieurs personnes de gouverner préalablement aux autres ne vient que de l'ordre exprès de Dieu » (1). Et il exprime cette

(1) *Essai philosophique sur le Gouvernement Civil*. Ch. VI. De la source de l'autorité souveraine. P. 559. T. III.

idée que la subordination légitime est une condition fondamentale de l'existence de la société : « Violenter les droits de la subordination établie est donc un crime de lèse-majesté divine. Vouloir renverser la supériorité des rangs, réduire l'homme à une égalité imaginaire, envier la fortune et la dignité des autres, ne se point contenter de la médiocrité et de la bassesse de son état, c'est blasphémer contre la Providence, c'est attenter sur les droits du souverain père de famille qui donne à chacun de ses enfants la place qui lui convient » (1). Pour éviter que soient indéfiniment remises en question les décisions, cette autorité doit juger sans appel, en dernier ressort. Les faits naturels justifient cette autorité souveraine. Si elle n'existait pas, les hommes dominés par leurs passions, vivraient dans une continuelle anarchie. Sans elle, il y aurait autant de gouvernements arbitraires qu'il y a de têtes. Elle seule peut maintenir l'ordre et la paix. Quelle que soit la forme des gouvernements, l'autorité doit être absolue ; il existe en effet plusieurs formes possibles de gouvernement : « Le but de tous les systèmes politiques est de régler l'autorité souveraine de façon à éviter ces deux inconvénients : le pouvoir arbitraire et l'anarchie, le despotisme des souverains ou celui de la populace. Les uns ont cru que la souveraineté est un trésor trop vaste pour le confier à une seule personne, les autres que c'est un dépôt trop précieux pour le laisser

(1) *Essai philosophique*. Ch. VI. P. 360. T. III.

à la disposition de la populace » (1). De là, l'origine et la distinction des gouvernements démocratiques, aristocratiques, monarchiques et mixtes. Dans le régime démocratique, le gouvernement est populaire : « Le peuple se soumet à un certain nombre de magistrats qu'il a le droit de choisir et de changer quand il n'est pas content de leur administration » (2). Le gouvernement aristocratique est celui où l'autorité souveraine est confiée à un conseil suprême et permanent, un Sénat, qui se recrute par cooptation. « Le gouvernement monarchique est celui où la souveraineté réside tout entière dans une seule personne » (3). Comme ces diverses formes de gouvernement sont susceptibles de donner naissance aux mêmes abus, on a pensé qu'il fallait partager la souveraineté entre le Roi, les nobles et le peuple, « afin que chacune de ces puissances étant balancée par l'autre, elles restent toujours dans un juste équilibre » (4).

Fénelon est très hostile à la souveraineté originaire du peuple. « Le consentement libre ou forcé, exprès ou tacite d'un peuple libre à la domination d'un ou plusieurs peut bien être un canal par où découle l'autorité suprême, mais il n'en est pas la source » (5). Notre auteur ne croit pas à l'existence d'un contrat entre le peuple et le souverain. Le Contrat Social est imaginaire. Fénelon ne recon-

(1) *Essai philosophique*. Tome III, P. 368.

(2) id. id.

(3) id. id.

(4) id. id. P. 369.

(5) id. Ch. VI. Tome III, P. 360.

naît pas aux sujets le droit de modifier le régime en vigueur. La forme du gouvernement une fois établie, on ne doit pas y toucher, « car il n'y a pas de règle fixe, pour arrêter l'inconstance de la multitude et l'ambition des sujets turbulents qui entraînent sans cesse la population sous le prétexte spécieux de réformer et de corriger les abus » (1). D'ailleurs, les particuliers n'ont pas les lumières suffisantes pour juger les actions du Prince, et Fénelon, pas plus que Bossuet, n'admet la révolte. L'aigle de Meaux soutient qu'aucune raison ne peut justifier l'action populaire et qu'on doit toujours servir et respecter les rois, qu'ils soient bons ou méchants (2). Fénelon, s'il n'admet pas la révolte, constate cependant qu'on ne saurait endiguer la colère de la foule. Le Roi doit éviter de jeter au peuple un criminel défi, sinon les conséquences seront terribles. Si théoriquement la révolte n'est jamais permise, pratiquement rien ne saurait l'empêcher. « Le peuple se révoltera tôt ou tard et Dieu s'en servira comme d'un instrument de sa justice pour punir les méchants princes » (3). Aussi le Prince doit-il renoncer au despo-

(1) *Essai philosophique*. Ch. VII. De l'Origine des Sociétés Civiles. T. III, p. 360.

(2) *Politique tirée de l'Ecriture Sainte*. Liv. VI, art. 2. Prop. 4, p. 377 et suivantes.

(3) *Essai philosophique*. Tome III, p. 368 :

« Quand les souverains s'accoutument à ne connaître d'autres lois que leurs volontés absolues ils sapent le fondement de leur autorité. Il viendra une révolution soudaine et violente, qui sous le prétexte de ramener dans son cours naturel cette puissance débordée, souvent l'abattrà sans ressource. Le peuple se révoltera tôt ou tard, et Dieu s'en servira comme un instrument de sa jus-

tisme et soumettre son autorité à certaines règles. L'amour du peuple s'impose au Roi ; c'est là une loi fondamentale, antécédente à tout contrat. « Ce n'est pas pour lui-même que Dieu l'a fait Roi ; il ne l'est que pour être l'homme des peuples » (1). Ainsi, Fénelon est amené à faire une distinction entre les intérêts personnels du Prince et les intérêts de ses sujets, qui ne sont pas toujours solidaires, qui sont parfois même opposés. En cas de conflit, quelle doit être l'attitude du souverain ? Lequel doit l'emporter dans son esprit, du souci du bien public ou de sa puissance personnelle ? Aucune hésitation n'est possible. De même qu'il a pour mission de faire fléchir l'intérêt particulier devant l'intérêt général, de même il doit faire passer son propre intérêt, qui n'est qu'un intérêt particulier, après l'intérêt de ses peuples. Et qu'il se garde bien, pour le faire triompher à toute force, de le baptiser

tice pour punir les méchants princes. Mais ces dérèglements funestes, que Dieu ne fait que permettre, seront-ils la règle fixe et constante des sages et des bons citoyens ? D'un côté, les monarques doivent savoir que le despotisme tyrannique entraînera inévitablement la ruine de leur pouvoir. D'un autre côté, les sujets doivent reconnaître que c'est le devoir de tout bon citoyen de souffrir plutôt que de se révolter, quand il ne peut pas empêcher l'abus de l'autorité souveraine sans courir risques de renverser toute subordination, et de réduire tout à l'anarchie par la rébellion. »

(1) *Essai philosophique*. Ch. V. T. III, p. 359. Dans le *Télémaque* la même idée est encore exprimée :

« Ce n'est point pour lui-même que les Dieux l'ont fait Roi ;
« il ne l'est que pour être l'homme des peuples... C'est au peuple
« qu'il doit tout son temps, tous ses soins, toute son affection et
« il n'est digne de la royauté qu'autant qu'il s'oublie lui-même
« pour se sacrifier au bien public. » Livre V, p. 97 et 98.

du nom de « bien public ». Il ne doit point appeler « nécessité de l'Etat ce qui ne sert qu'à flatter (son) ambition comme une guerre pour faire des conquêtes ou pour acquérir de la gloire » (1).

Le Roi doit respecter également les droits des princes voisins. Notre auteur pose en principe qu'il existe une justice internationale, qui veut que les princes se comportent au sein de la communauté internationale comme leurs sujets sur leurs propres territoires. C'est dire, par conséquent, que Fénelon ne tolère pas la vocation à la monarchie universelle, et qu'il condamne toute politique de conquêtes. À ses yeux, il n'y a de différence entre le larcin commis par un particulier et la conquête d'un pays qu'une différence de grandeur. Mais l'un et l'autre sont des rapines (2). Aussi, c'est une erreur, selon lui, de

1) *Examen de Conscience sur les devoirs de la Royauté*. Article 3, T. III, p. 338 :

« Si vous aviez des prétentions personnelles pour quelque succession dans les Etats voisins, vous deviez soutenir cette guerre sur votre domaine, sur vos épargnes, sur vos emprunts personnels ou du moins ne prendre, à cet égard, que les secours qui vous auraient été donnés par la pure affection de vos peuples et non pas les accabler d'impôts pour soutenir des prétentions qui n'intéressent point vos sujets ; car ils n'en seront pas plus heureux quand vous aurez une province de plus. »

(2) *Examen de Conscience*. Article 3. T. III, P. 341 :

« N'avez-vous point fait quelque injustice aux nations étrangères ? On pend un pauvre malheureux pour avoir volé une pistole sur un grand chemin dans un besoin extrême ; et on traite de héros un homme qui fait la conquête, c'est-à-dire qui subjugué injustement le pays d'un état voisin. Prendre un champ à un particulier est un grand péché, prendre un grand pays à une nation est une action innocente et glorieuse. Où sont donc les idées de justice !... Des millions d'hommes, qui composent une nation sont-ils moins nos frères qu'un seul homme !... »

croire la guerre nécessaire. Rien ne vaut une bonne et constante paix. A la communauté internationale correspond la notion de division du travail international. « Aidez-vous les uns les autres » doit être la maxime de tous les gouvernements.

En conséquence, le commerce ne doit plus être considéré comme une quantité constante, tel que ce que l'un gagne, un autre le perde. Loin d'être un instrument de lutte qui entredéchire les états, il devient un moyen de relation de peuple à peuple. Plus de barrières douanières, ou du moins, le moins possible. Tolérance, voilà le mot d'ordre du prince raisonnable. Ou, plus exactement, Tolérance et Agriculture. L'importance des métaux précieux, nerf de la guerre, s'atténue. Désormais, on ne doit plus les considérer comme la richesse par excellence. Ils ne sont que des instruments d'achat. La source véritable de la richesse, c'est le travail ; et l'agriculture, c'est le travail par excellence. D'où résulte l'importance du facteur population dans la production. Du même coup se trouvent jetées à bas du piédestal sur lequel on les avait placées, les industries dont la mission essentielle était d'accroître la quantité de numéraire existant sur le territoire national.

Fénelon est d'autant plus hostile à l'industrialisme que les industries les plus en faveur étaient les industries de luxe qui permettaient l'exportation de grandes valeurs sous un volume restreint et de multiplier ainsi les créances de la France sur l'Etranger. Or, Fénelon combat le luxe

qui gâte l'homme et l'éloigne de la saine nature. Dans son œuvre, il lui réserve une place importante, mais il exagère peut-être son influence néfaste en l'accusant d'innombrables méfaits dont le plus cruel à ses yeux est de provoquer la ruine de la France. Parfois son indignation et ses déclamations outrancières prêtent à rire. En tout cas, qu'il s'occupe de l'éducation des jeunes filles, ou qu'il prodigue des conseils à Télémaque par le truchement de Mentor, jamais le souci de l'éthique ne l'abandonne. Avant tout, notre auteur est un moraliste. Et à travers les discours fleuris de Mentor, il est possible de discerner son adhésion à l'école du moralisme économique, dont Morelly et surtout Rousseau sont les adeptes les plus illustres.

Bien mieux, Fénelon se sert du plan d'une société pour conclure à une leçon de morale et il se révèle bâtisseur de cités idéales en même temps d'ailleurs que socialiste à la manière des philosophes socratiques. Ce dernier aspect platonicien de l'œuvre économique de Monsieur de Cambrai est le plus connu. C'est comme père de Salente, -- pure construction de l'esprit sur le modèle de la République, -- que Fénelon retient surtout l'attention des auteurs de traités d'Economie politique ou de Doctrines économiques. Salente cependant n'est pas une Cité communiste comme la République du disciple favori de Socrate. Et tandis que la plupart des réformateurs utopiques s'en prennent violemment à la propriété privée Fénelon, lui, la respecte. Cette différence essentielle entre notre auteur

et un Platon, un Morus ou un Campanella, on ne peut la comprendre que si on connaît les vues de M. de Cambrai sur l'origine et le rôle social de la propriété privée.

En définitive, le plan que nous nous proposons de suivre dans la présente étude, comme nous paraissant le plus logique, est le suivant :

PREMIERE PARTIE

FÉNELON ADVERSAIRE DU MERCANTILISME

Chapitre I. — Les Sources de Richesse.

Chapitre II. — Les Idées de Fénelon sur la Population.

Chapitre III. — Les Idées de Fénelon sur l'Agriculture.

Chapitre IV. — Les Idées de Fénelon sur le Commerce.

DEUXIEME PARTIE

FÉNELON MORALISTE ÉCONOMIQUE

Chapitre I. — La Théorie du Moralisme Economique.

Chapitre II. — Les Idées de Fénelon sur le Luxe.

TROISIEME PARTIE

FÉNELON SOCIALISTE UTOPIQUE

Chapitre I. — Les Idées de Fénelon sur la Propriété.

Chapitre II. — L'Organisation de la Cité Idéale. Des Théories sociales de Mentor appliquées à Salente.

CONCLUSION

Nous n'avons fait allusion au cours de la présente Introduction qu'au *Télémaque* et aux *Plans de Gouvernement*. Cependant, nous n'avons pas borné là notre examen des

œuvres de Fénelon. Et nous jugeons utile d'indiquer plus complètement nos sources. Outre le *Télémaque* (1699) et les *Plans de Gouvernement* (1711), nous avons analysé le *Traité de l'Education des Filles* (1687), les *Fables*, les *Dialogues des Morts* (dont 4 furent publiés en 1700, 45 en 1712, enfin 65 en édition posthume par les soins du Chevalier de Ramsay), la *Lettre à Louis XIV*, écrit anonyme mais dont l'authenticité est indiscutable, et qui date vraisemblablement de 1694, divers *Mémoires Politiques*, qui se situent entre 1701 et 1712, l'*Examen de Conscience sur les Devoirs de la Royauté* (1702), enfin l'*Essai Philosophique sur le Gouvernement Civil*, ouvrage posthume, qui n'est pas de la main de Fénelon, mais qui a été rédigé d'après ses notes et selon ses indications par le Chevalier de Ramsay. Celui-ci qui ne trahit jamais la pensée de l'Archevêque de Cambrai, publia l'*Essai* en 1725.

PREMIERE PARTIE

Fénelon adversaire du mercantilisme

CHAPITRE PREMIER

Les sources de richesse

L'identification de l'Etat et du Roi d'une part, de l'Etat et de la Nation d'autre part, conduit les mercantilistes à cette idée que l'or et l'argent constituent la richesse par excellence. La confusion qu'ils commettent entre le Gouvernement et la collectivité des individus ne leur permet pas de discerner la richesse de l'Etat de celle de la Nation. Si l'on considère l'Etat comme personne morale, comme personne administrative, si on l'envisage dans son économie privée, il est juste de prétendre que les métaux précieux constituent la richesse : ils lui permettent de satisfaire par l'échange à tous ses besoins. S'agit-il au contraire de la Nation, rien de plus faux que cette conception, car ils ne peuvent donner satisfaction qu'à

une partie seulement de ses besoins : une société économique se trouve dans la nécessité d'avoir à sa disposition une certaine quantité d'instruments d'échange. Mais l'or et l'argent ne sont qu'une richesse relative. Or, à force de rechercher les métaux précieux pour acquérir des biens consommables, on finit par perdre de vue leur véritable nature. Et d'une question monétaire, on fait une théorie de l'enrichissement de la nation par l'abondance des métaux précieux. La notion de supériorité des métaux précieux se forme lentement, se dégage et se cristallise, et l'on aboutit à cette idée qu'ils sont la richesse en soi, celle qui permet d'acquérir toutes les autres. Aussi va-t-on s'efforcer d'accumuler sur le territoire national la plus grande quantité possible d'or et d'argent.

Une autre raison milite en faveur de cette conception, détermine l'attitude des mercantilistes à l'égard des métaux précieux : tandis que les denrées sont essentiellement périssables, leur durée est presque indéfinie.

D'autre part, ils trouvent toujours preneurs. Ils s'échangent partout et immédiatement, tandis que le troc des denrées est parfois difficile. D'où, pense-t-on, de même qu'un particulier a intérêt à l'accumuler dans son coffre, de même la nécessité s'impose au Souverain de posséder sur son territoire force monnaie métallique. Plus il y en aura, mieux cela vaudra. Car la puissance d'une nation se mesurera en définitive à son stock de numéraire.

En conséquence, tous les moyens sont bons pour attirer et retenir l'argent. La politique mercantiliste est

toute entière tendue vers ce but. Mais elle a subi au cours des temps une certaine évolution et elle est passée par une double phase (1).

(1) On peut citer parmi les mercantilistes les plus connus à l'étranger, en Angleterre tout d'abord, Miles au XVI^e siècle, Arms-trong, Wheler, Raleigh, Mun, Culpeper, Child, Temple, etc... En Italie, Marc-Antoine de Santis, Biblia, Lunetti, Bocchi, Zuccolo, Serra, Piazzoli, Turbolo, etc... au XVII^e siècle ; en Espagne, Ortiz à la fin du XVI^e siècle, De Castaneres, Lison y Viedma, Vallagera Mardones, Gonzalvo de Ayala, Perez Manrique, Carranza, etc... au XVII^e siècle. En France, J. Bodin, B. Laffemas donnent à la politique mercantiliste son expression doctrinale. De même Antoine de Montchrétien qui écrit un *Traité d'Economie Politique*, mais celui-ci s'il estime fort importants les métaux précieux, ne les considèrent pas cependant comme l'unique richesse : « l'or est le plus estimé pour le prix, dit-il, mais le fer le doit être davantage pour l'usage. » (*Traité d'Economie Politique*. Edition Funck-Brentano. Livre I, p. 51). Et il soutient que les richesses naturelles sont préférables aux richesses métalliques : « Ces sources ou plutôt vraies mines de richesses naturelles sont le blé, le vin, le sel, les laines, les toiles au lieu que les minières étrangères se vident en peu d'années, celles-ci durent et se renouvellent d'elles-mêmes tous les ans. » (Livre II, page 239). Cependant il est partisan de la thésaurisation. « Il ne faut point douté que l'argent acquis, conservé et dépendu judicieusement aux occurrences, apporte aux états de grandes et signalées commoditez. » Tandis que Montchrétien est un industrialiste, Sully est à la fois un champion du bullionisme et de l'agrarianisme. En effet, pour empêcher la sortie de numéraire, il pratique le surhaussement des monnaies, mais en même temps, c'est par l'exportation des produits agricoles qu'il veut accroître le stock des métaux précieux. « Le plus grand et légitime gain et revenu des peuples procède principalement du labour et culture de la terre qui leur rend s'il plaît à Dieu, à usure, le fruit de leur travail, en produisant grande quantité de blés, vins, graines, légumes et pâturages. De quoi non seulement, ils vivent à leur aise, mais en peuvent entretenir le trafic et commerce avec nos voisins et pays lointains et tirer d'eux or et argent et tout ce qu'ils ont en plus grande abondance que nous. » *CEconomies Royales*, pages 96 et 97.

La première révèle des dispositions d'esprit un peu simplistes. On la baptise « bullioniste », car on s'en prend directement aux métaux eux-mêmes, au moyen du système dit « de la Balance des Contrats » (1). Obligation est faite aux marchands nationaux qui s'en vont trafiquer à l'étranger de rapporter dans leur patrie la monnaie provenant de leurs opérations de vente, et il leur est défendu, sous peine des châtimens les plus sévères, de la convertir en marchandises sur le lieu de la vente. Inversement les marchands étrangers qui viennent vendre leurs produits sur le territoire national ne peuvent emporter en retour de la monnaie et doivent faire sortir du royaume des objets acquis en échange des marchandises liquidées par eux.

Parfois même on a recours à des procédés encore plus simples, encore plus directs, mais plus brutaux, et des

(1) Cette politique de la Balance des Contrats a été appliquée avec une particulière rigueur par l'Angleterre. Ce passage d'un manuscrit conservé à la Bibliothèque Nationale (F. Français) sous le numéro 3.881 nous en administre la preuve : « les Français sont tenus de donner caution en Angleterre, d'employer en achat de marchandises, audit lieu les deniers provenant de la vente de leurs marchandises, dedans trois mois à prendre du jour qu'ils ont déchargé, sous peine de forfaiture d'autant que se montent les deniers non employés ». De même dans le *Débat des Héraults d'armes de France et d'Angleterre*, le Hérault d'Angleterre déclare qu'il « y a une ordonnance qui permet d'emporter tout ce qu'on veut de marchandises en dehors de l'Angleterre, mais qui défend de sortir de l'argent ; que les marchands étrangers importent ou les laisse vendre, mais avec l'obligation d'acheter les marchandises anglaises ».

prohibitions d'exportation d'or, d'argent ou de monnaies nationales sont édictées.

Enfin, on se préoccupe, puisque l'or et l'argent sont des minerais, de se procurer des mines, et l'on s'engage dans une politique de conquêtes coloniales.

Ces procédés employés, cette politique suivie en vue de multiplier ce que l'on croit être la richesse, se révèlent pleins de dangers. Ils provoquent des réactions et des représailles de la part des autres nations. En même temps, on se rend compte que la possession des mines de métaux précieux ne suffit pas à assurer la fortune d'un pays. L'Espagne, malgré ses galions chargés d'or, perd progressivement son rang de grande nation, car elle a renoncé au travail et à la production. Cet état de choses détermine des modifications dans la politique économique qui se transforme. Désormais la phase bullioniste est résolue. Elle entre dans le passé tandis que se fait jour la théorie dite de la « Balance du Commerce » d'après laquelle il faut produire pour vendre à l'étranger plus qu'on ne lui achète.

Comme le flux et le reflux des métaux précieux est provoqué par les mouvements du commerce extérieur, le grand point est d'arriver à une somme de créances supérieure à la somme des dettes internationales. Pour avoir une balance du commerce favorable, c'est-à-dire un solde créditeur, il faut empêcher les importations et développer les exportations. Une politique douanière in-

quisitoriale et tracassière est alors nécessaire, et on l'inaugure. Elle se présente sous de multiples aspects. Parfois on prohibe purement et simplement l'entrée de certaines marchandises sur le territoire national. Parfois on les frappe de droits si élevés que pratiquement l'importation en est impossible ou tout au moins très ralentie. Or, comme ce sont les produits de luxe qui sont les plus chers, et partant les plus susceptibles de provoquer une grande sortie de numéraire, c'est surtout à eux qu'on en a.

Inversement, on s'efforce d'accroître les exportations, soit par des primes à l'exportation, soit par l'abaissement des droits de sortie du royaume.

Mais les exportations intensives supposent une production nationale du même caractère. Il faut produire à plein débit. Une question surgit alors. A quelle sorte de production doit-on consacrer le travail et le capital nationaux ? Encouragera-t-on l'agriculture ou la manufacture ? Pour cette raison que les produits fabriqués peuvent attirer plus d'argent que les produits agricoles, on leur donne la préférence : sous un plus faible volume, ils possèdent une valeur plus considérable.

Ce premier choix opéré, il faut que les produits manufacturés pulssent concurrencer victorieusement les produits étrangers. Il importe alors que leur prix de revient soit aussi bas que possible. C'est pourquoi on laisse entrer librement ou à peu près les matières premières des-

tinées à être réexportées sous la forme d'objets finis, en même temps que l'on prohibe les exportations de blé, sous prétexte d'abaisser le prix des subsistances et partant le taux des salaires. Le Souverain, d'autre part, se soucie de la qualité, et il réglemente sévèrement la fabrication des produits.

Notons enfin que la politique coloniale change de sens. Il ne s'agit plus maintenant de se procurer des mines, mais des matières premières et surtout des débouchés. Ces préoccupations donnent naissance au « Pacte Colonial ».

Or, à la fin du XVII^e siècle, un concert de plaintes dans lequel on reconnaît des voix différentes, s'élève contre ce système. Une réaction assez forte se fait sentir contre le Mercantilisme, dont Colbert avait fait un tout cohérent. On lui reproche d'avoir acculé la France à la faillite, et notre auteur n'est pas le moins énergique. Il dénonce la confusion faite par les théoriciens mercantilistes entre les métaux précieux et la richesse, confusion dont la plus néfaste conséquence a été l'inutile sacrifice de l'agriculture au commerce et à l'industrie. En effet, la situation de l'industrie et du commerce n'est guère plus brillante à la fin du règne de Louis XIV que celle de l'agriculture.

Fénelon proteste avec force contre la conception mercantiliste de la richesse qu'il juge erronée. La richesse n'est pas, à son avis, constituée par les métaux précieux, par la monnaie d'or et d'argent, car il ne distingue pas

le métal de la monnaie et il envisage le métal dans sa fonction monétaire. Que Fénelon se soit occupé uniquement de la monnaie métallique, il n'y a rien là qui puisse surprendre. Le XVI^e et le XVII^e siècles n'en connaissaient pas d'autres. Il est difficile toutefois d'affirmer que les critiques de Fénelon dépassent le principe « chrysohédronique » (1), et qu'il soit un adversaire de l'inflationnisme-papier, forme moins brutale mais certaine du mercantilisme. Cependant son contemporain Boisguillebert s'en prend seulement au principe métalliste et, tout en soutenant cette idée que la monnaie n'est pas la richesse, admet la substitution possible d'une monnaie faite d'une autre matière à la monnaie métallique.

Donc, affirme notre auteur (2), en soi, l'or ni l'argent n'ont de valeur, ou du moins elle est fort restreinte, car par eux-mêmes, ils ne procurent qu'une jouissance minime. Encore cette jouissance là est-elle condamnable ! Les métaux précieux ne sont pas les vraies richesses : à la différence des vraies richesses, ils sont incapables de satisfaire les vrais besoins qui sont en petit nombre. Le métal ne se mange point. On peut mourir de faim à côté d'un trésor : « Les pistoles sont de mauvaise digestion » (3). L'or et l'argent sont donc à cet égard aussi

(1) Selon l'expression de M. Gonnard. Voir notamment son *Histoire des Doctrines Economiques*, page 48.

(2) *Télémaque*, l. III, p. 70 et passim.

(3) *Fables*. Fable XIV, « Le Dragon et les Renards », T. II, page 525.

« inutiles que du sable » (1). Aussi les gens de la *Bétique*, qui sont des parangons de sagesse et de vertu, n'accordent-ils d'attention aux métaux dits précieux que dans la mesure où ils sont susceptibles de remplir l'usage généralement dévolu au fer, et de servir à la fabrication de socles de charrue.

Cependant la monnaie est une invention utile (2) : elle permet et elle facilite le commerce qui s'analyse en une succession d'échanges d'objets de consommation. « Tout périt si l'argent manque » (3), car les richesses ne peuvent plus circuler. La monnaie est commode et pratique en tant qu'elle permet à son détenteur de se procurer en tout lieu et à toute heure la quantité d'aliments nécessaires à sa subsistance. Mais elle n'est qu'un bien imaginaire grâce auquel on peut mesurer et comparer entre eux les vrais biens. Aussi qu'on ne la fasse pas sortir de son rôle qui, dirait Fénelon, s'il était familier du langage scientifique et économique, est celui d'un instrument des échanges des valeurs d'usage.

Or les hommes se sont abusés sur le caractère réel de la monnaie. A force d'acquérir par elle les vraies richesses, on l'a prise pour la vraie richesse. Et Fénelon le regrette. On a oublié qu'elle n'était qu'un moyen pour en faire une fin. Trompés par son éclat emprunté, les hom-

(1) *Télémaque*, livre III, page 70.

(2) *Télémaque*, livre XIV, page 309.

(3) *Correspondance*, tome III, page 648.

mes ne proposent plus d'autre but à leur activité économique que l'accumulation de l'argent. Désormais la monnaie devient « un présent funeste » (1), car cette conception nouvelle de la monnaie engendre des conséquences néfastes tant au point de vue de la morale que de l'économie. Elle provoque la cupidité, stimule l'avarice. Dès qu'on idolâtre l'argent, le faste apparaît, et la corruption des mœurs, son inséparable compagne, le suit. Et surtout, — et ceci est plus grave, — l'homme se détourne du travail.

Aussi notre auteur critique-t-il véhémentement cette politique qui consiste à conquérir des régions minières dans l'espoir de se croiser les bras ensuite. « Pour leurs mines, écrit-il à propos des habitants de la *Bétique*, ils n'eurent aucune peine à les abandonner. Elles leur étaient inutiles. Il leur paraissait que les hommes n'étaient guère sages d'aller chercher par tant de travaux ce qui ne peut les rendre heureux, ni satisfaire à aucun vrai besoin » (2). Fénelon songe ici visiblement à l'Espagne, qui forte de ses possessions d'outre-Atlantique, truffées de mines de métaux précieux, crut pouvoir impunément renoncer à toute activité économique, ou plutôt la réduisit aux travaux d'extraction des minerais. Le résultat de cette attitude fut qu'elle périt de mort lente, économiquement parlant, au cours du XVI^e siècle.

(1) *Télémaque*, livre XIV, page 309.

(2) *Télémaque*, livre VII, page 155.

Mais alors si les métaux précieux ne constituent pas la richesse, il est inutile de creuser la terre, « pour y aller chercher des richesses trompeuses » (1). Sans doute les travaux d'extraction des minerais sont du travail, et en définitive toute richesse provient du travail de l'homme. Mais il y a des degrés dans la productivité du travail. Quelques pénibles qu'ils soient, les travaux d'extraction ne produisent pas directement la richesse. Ils ne permettent d'y arriver que par un détour : le but final de toute activité économique, c'est l'acquisition de denrées comestibles. A quoi bon forer des puits et percer des galeries au sein de la terre alors qu'il faut et qu'il suffit de la labourer. « Vous en tirerez des fruits qui valent mieux que l'or et l'argent puisque les hommes ne veulent l'or et l'argent que pour en acheter les aliments qui soutiennent la vie » (2). Ainsi Fénelon réhabilite le travail et affirme, avant Adam Smith, qu'il est la source de toute richesse. Il proclame en outre que le travail le plus utile, c'est le travail agricole, et il s'efforce de rendre, nous le verrons plus loin, à l'agriculture la place qu'elle devrait occuper dans les occupations des hommes, c'est-à-dire la première. D'autre part, la quantité de travail qu'il est possible d'incorporer à la terre dépend du nombre des hommes, d'où résulte la nécessité pour un pays de posséder une population abondante adonnée à l'agriculture.

(1) *Télémaque*, livre VII, page 155.

(2) *Télémaque*, livre VII, page 155.

En résumé, pour Fénelon, la richesse est composée de l'ensemble des objets de consommation qui donnent satisfaction aux vrais besoins, à l'exclusion des superfluités qui exacerbent plutôt qu'elles ne les satisfont les besoins engendrés et multipliés par une civilisation frelatée. En bref, « la richesse, ce n'est ni l'or ni l'argent, ce sont les champs couverts d'une blonde moisson, les hommes nobles, breux, vigoureux et sains » (1).

Il faut donc faire rentrer la monnaie métallique dans son rôle qu'elle n'aurait jamais dû quitter. A cette condition on peut et on doit en posséder une certaine quantité.

En premier lieu, les nécessités du commerce l'exigent. Elle servira à l'acquisition des marchandises qui manquent dans le pays. « Encore serait-il à souhaiter, ajoute Fénelon, qu'on laisse tomber le commerce à l'égard de toutes choses qui ne servent qu'à entretenir le faste, la vanité et la mollesse » (2). Cette restriction montre assez que Fénelon ne veut pas d'un stock de numéraire énorme. D'autre part, il ne fait pas allusion au commerce intérieur. Est-ce à dire qu'il voudrait voir renaître l'âge du troc ? Celà est impossible. Si Fénelon précise le « commerce extérieur », c'est qu'il veut montrer que la monnaie métallique constitue la monnaie internationale par excellence.

(1) *Télémaque*, livre VII, page 155.

(2) *Télémaque*, livre XIV, page 310.

Une autre raison commande la constitution d'une réserve monétaire : l'argent est le nerf de la guerre. « Il faut en avoir toujours à sa disposition pour les guerres inévitables qu'on a à soutenir au dehors » (1). Il est curieux de constater que cette même préoccupation explique en partie la doctrine mercantiliste à laquelle est hostile Monsieur de Cambrai.

Fénelon ne consacre pas à ces idées les longs développements qui sont une partie importante, sinon essentielle, de l'œuvre de Pierre Lepesant de Boisguillebert. Dans le *Factum de la France*, dans le *Détail* et surtout dans la *Dissertation sur la nature des richesses*, celui-ci argumente longuement contre le principe chrysohédonique déjà mis à mal par notre auteur. La pensée de Monsieur de Cambrai et celle du Lieutenant Général du baillage de Rouen sont très voisines. Chacun des deux écrivains pourrait prendre à son compte les conceptions de l'autre, et sans faire crier, on pourrait attribuer à Fénelon les raisonnements de Boisguillebert et inversement. La parenté du fond est telle que parfois la forme s'en ressent, et certaines images de Boisguillebert ne seraient pas déplacées dans le *Télémaque*. Il est difficile de préciser lequel de ces deux contemporains, qui furent liés d'amitié, a fait partager à l'autre sa manière de voir. Nous inclinons pour notre part à croire que le grand prélat a beaucoup appris en la compagnie de Boisguillebert, au point

(1) *Télémaque*, livre XIV, page 310.

de vue économique s'entend. Malgré la langue bizarre, hérissée de propositions construites selon une syntaxe douteuse, qui véhicule sa pensée, Boisguillebert possède une netteté et une vigueur logique, qu'on ne trouve pas au même degré chez Fénelon. Parfois certaines considérations émises par lui sur la monnaie semblent échappées de la plume d'un Adam Smith ou d'un J. B. Say, tandis que Fénelon s'embarrasse en général dans la brousse de formules littéraires un peu vagues, un peu floues. L'explication de cette différence souffre peu de difficulté : les idées sur la richesse du précepteur du Duc de Bourgogne sont dispersées dans le *Télémaque*, les *Fables* et les *Dialogues des Morts* qui ne se présentent pas, tant s'en faut, sous cette allure de traités dogmatiques qui caractérisent les ouvrages du petit neveu du grand Corneille.

Boisguillebert déclare sans ambages que l'argent n'est pas la richesse en soi, et il donne à l'appui de cette affirmation péremptoire le même argument que Fénelon : il ne peut satisfaire directement à aucun besoin. « En effet, l'argent dont on fait une idole depuis le matin jusqu'au soir... n'est absolument d'aucun usage par lui-même, n'étant propre ni à se nourrir ni à se vêtir » (1). Si les hommes le recherchent avec avidité, ce n'est point pour le garder. Ils ne sont portés dans cette poursuite de l'argent « qu'afin de s'en dessaisir aussitôt pour s'en procu-

(1) *Dissertation sur la nature des richesses*, page 374.

rer les besoins de leur état et de leur subsistance » (1). Si le métal précieux ne peut pas être échangé contre un morceau de pain, il n'a pas plus de valeur que la pierre du chemin. Un verre d'eau tendu à un malheureux perdu dans le désert le réjouira plus que le don d'un noble à la rose. En réalité l'argent qui provient de la vente des denrées n'est qu'un moyen d'acquérir des denrées. Il n'a d'autre rôle que celui de faciliter les échanges. Il apparaît comme un gage de la tradition future. Voilà sa seule utilité, mais elle est grande : le commerce étant constitué par une succession d'échanges, si pour une raison particulière, un des co-échangistes se trouvait momentanément dans l'impossibilité absolue de livrer la contre-partie, qu'advierait-il du contrat si l'argent n'existait pas. Inconnu sous l'empire du troc, il apparaît lorsque le commerce de la main à la main s'est révélé impossible par suite de l'agrandissement du marché. A quoi bon s'inquiéter de la quantité plus ou moins grande de métaux précieux que recèle le territoire national. La prospérité d'un pays ne se mesure pas d'après elle. Elle n'est pas en fonction directe de la masse d'or et d'argent. Au contraire, semble dire Boisguillebert. Un pays peut d'autant mieux se passer d'espèces qu'il est plus riche, « puisqu'il y a plus de monde à l'égard de qui elles peuvent être représentées sous la forme d'un billet de change » (2).

(1) *Dissertation sur la nature des richesses*, page 374.

(2) *Détail de la France*, page 198.

Boisguillebert souligne ainsi l'importance du crédit que ne voit pas Fénelon.

Mais les hommes se sont abusés sur la valeur de la monnaie métallique. Et l'argent qui ne devrait être que le très humble valet du commerce en est devenu le tyran.

Or, on a doublement tort d'accorder aux métaux précieux une telle importance. Tout d'abord ils ne constituent pas nécessairement la matière de la monnaie. Le cuivre, le bronze, le cuir, les coquillages peuvent, le cas échéant, les remplacer dans cet usage. Les billets, les parchemins, la parole peuvent également remplir les mêmes fonctions que les métaux précieux. Ainsi Boisguillebert ne croit pas impossible l'existence de la monnaie fiduciaire. Ce'a indique bien que c'est le principe chrysohédonique qu'il attaque. Cependant il déclare que la quantité d'or et d'argent ne doit pas descendre au-dessous d'un certain niveau « pour soutenir les prix contractés pour les denrées nécessaires à la vie » (1).

En conclusion les métaux précieux, — hors le cas où ils sont une matière première échangeable, — ne sont pas la richesse qu'ils se bornent à faire circuler. Et Boisguillebert définit la richesse en ces termes : « Une jouissance entière non seulement des besoins de la vie, mais même de tout le superflu et de tout ce qui peut faire plaisir à la sensualité sur laquelle la corruption du cœur

(1) *Factum*, page 259.

invente et raffine tous les jours » (1). Boisguillebert se montre plus large que Fénelon qui ne fait pas entrer dans sa propre conception de la richesse les produits de luxe, tandis qu'il se rapproche davantage de Cantillon pour qui la richesse n'est autre que la nourriture, les commodités et les agréments de la vie. Mais comme notre auteur, il arrive à cette conclusion que le travail est la condition nécessaire de l'existence de la société. « Le meilleur terroir ne diffère en rien du mauvais s'il n'est pas cultivé » (2). C'est le labeur humain que l'on trouve à l'origine de tous les biens consommables.

Quant à Vauban, en déclarant que « la vraie richesse d'un royaume consiste dans l'abondance des denrées dont l'usage est si nécessaire au soutien de la vie des hommes qui ne sauraient s'en passer » (3), il est également très proche de Fénelon.

Si Melon est hostile à Fénelon sur la question du luxe, il estime au contraire comme lui que l'or et l'argent ne sont autre chose que « le gage, l'équivalent, la commune mesure de tout ce qui sert à l'usage des hommes » (4), c'est-à-dire non pas la richesse, mais un instrument au service de la richesse. Cependant il faut se garder de l'abondance comme de la disette de la monnaie. Et s'il faut choisir, la disette est moins néfaste que l'abondance.

(1) *Dissertation sur la nature des richesses*, page 374.

(2) *Détail de la France*, page 183.

(3) *Dîme Royale*, page 50.

(4) *Essai sur le Commerce*, p. 712.

Pour le démontrer, Melon se sert d'une comparaison empruntée à la physiologie. Il assimile le corps politique au corps humain et l'argent au tissu sanguin. « Si le sang manque et qu'il ne soit pas en mouvement, le corps languit dans une léthargie mortelle. Si le sang est trop abondant ou dans un trop grand mouvement, la fièvre ardente le fait périr. La trop grande quantité d'argent ou de gage quelconque des échanges serait encore plus nuisible que l'insuffisance de ce gage. Si le gage manquait, le crédit public pourrait le remplacer. Mais si l'argent devenait commun comme les pierres ou comme le fer, il ne pourrait plus être comme une mesure parce qu'il serait donné sans mesure ; il faudrait revenir à un autre gage moins commun, et en attendant les conventions générales là-dessus que la nécessité rendrait promptes, le commerce recommencerait par échanges des marchandises comme dans les premiers temps ou chez les sauvages » (1).

(1) *Essai sur le Commerce*, page 764.

CHAPITRE II

Les idées de Fénelon sur la population

Puisque, selon Fénelon, le travail constitue la source essentielle de toute richesse, on conçoit que la question démographique l'ait vivement préoccupé, et qu'il conclut à la nécessité d'un nombreux peuplement. Il partage à cet égard l'opinion des auteurs mercantilistes, favorables au développement de la population, et qui pensent à peu près tous comme Bodin « qu'il ne faut jamais craindre qu'il y ait trop de sujets ou trop de citoyens, vu qu'il n'y a de richesse et de force que d'hommes » (1). Le

(1) Bodin : *La République*.

spectre de la disette ne les hante pas. A condition de ne pas vider étourdiment les greniers nationaux au profit de l'étranger, la France est largement capable, affirment les vieux écrivains, d'assurer la subsistance de ses habitants.

La forme industrialiste revêtue par le colbertisme devait logiquement conduire Colbert à des conclusions populationnistes : l'industrie exige pour pouvoir prospérer la présence d'une population dense qu'elle est d'autre part susceptible de faire vivre. Aussi n'est-il pas étonnant que le Ministre bourru de Louis XIV se soit efforcé d'organiser la nation de façon telle qu'elle puisse fournir à l'Etat beaucoup d'hommes qui l'enrichissent.

Par une première série de mesures, Colbert s'attache à éviter et à empêcher la diminution de la population. De même qu'il prohibe l'exportation des grains, de même dans un ordre d'idées analogue, il interdit toute émigration des Français hors de leur pays, et prévoit pour sanctionner cette défense des peines pouvant aller jusqu'à la mort (1). Pensant que la misère constitue une cause de dépopulation, il tente de la réduire en réformant l'impôt des tailles dans les campagnes et en fondant les hôpi-

(1) Arrêt qui défend aux protestants de sortir du royaume. P. Clément : *Lettres, Instructions et Mémoires*, tome VI, page 158. N° 2. Edits portant défense, sous peine de confiscation corps et biens, de prendre service ou de s'habituer à l'étranger. Isambert, tome XVIII, page 336.

taux (1). Comme la piété sert de paravent à la désertion de quantité de sujets, il réglemente les pèlerinages (2). D'autre part, par des mesures positives, il tâche de multiplier le nombre des habitants du royaume qu'il ouvre largement aux étrangers (3). Il favorise également les mariages en supprimant dans la révision de la taille, en 1666, l'article qui soumettait à cet impôt tout individu marié, quel que fut son âge ; et en outre, en exemple, tout individu qui se mariait avant 20 ans (4). Par ailleurs, le célibat religieux lui paraît nuisible au progrès de la population. Aussi propose-t-il au Roi de diminuer « insensiblement les moines de l'un et l'autre sexe qui ne produisent que des gens inutiles dans ce monde et souvent des diables dans l'autre » (5). Comme il veut que

(1) Edit de juin 1662 portant « qu'il sera établi un hôpital en chaque ville et bourg du royaume pour les pauvres malades, mendiants et orphelins » en vue de la répression du vagabondage et de la mendicité. Isambert, tome XVIII, pages 18 et 20.

(2) *Lettres, inst. et mem.* : tome II, page 2 ; page 568, n° 152 ; page 621, n° 211 ; page 638, n° 227 ; page 708, n° 299. « Règlement du Roi qui défend, sous peine d'être puni comme vagabond, d'aller en pèlerinage sans passeports qui ne pourront être expédiés que sur le consentement des père et mère, ou en cas de décès des deux plus proches parents, donné par acte authentique », 25 juillet 1665. Isambert, tome XVIII, p. 59.

(3) *Lettres, inst. et mémoires*, tome II, pages 523, 669, 674, 586, 678 ; tome VI, page 440.

(4) Edit de novembre 1666, portant concession de privilèges et exemptions à ceux qui se marient avant ou pendant leur vingtième année jusqu'à 25 ans et aux pères de famille ayant 10 et 12 enfants. Isambert, tome XVIII, page 90.

(5) Montesquieu reprendra plus tard cette idée et soutiendra que les pays catholiques sont moins peuplés que les pays pro-

les richesses de certaines filles n'empêchent pas les autres de trouver époux, il conçoit le projet d'unifier la dot. Mais il n'eut en cette matière aucun succès. Enfin, en novembre 1666, il prévoit de véritables primes à la procréation par l'allocation de certains privilèges et de l'exemption de l'impôt des tailles aux pères de famille de 10 et 12 enfants. Mais les résultats de cet édit déçoivent Colbert et, dès 1683, il est rapporté en raison des difficultés pratiques et des fraudes qu'il suscitait (1).

Comme Bodin et comme Montchrétien, — et en des termes d'ailleurs fort semblables (2), — notre auteur soutient çà et là et plus particulièrement dans le *Télémaque* où il expose d'une façon d'ailleurs un peu décousue ses vues sur la population, que la puissance du souverain doit se mesurer non « par l'étendue des terres » (3), mais « par le nombre d'hommes qui habitent ces terres » (4). A ses yeux, le roi n'est roi qu'autant qu'il a des peuples à gouverner. Il n'accorde pas grande valeur à l'argent

testants à cause du célibat ecclésiastique. « Dans la religion protestante, tout le monde est en droit de faire des enfants : elle ne souffre ni prêtres, ni dervis, etc... Les pays protestants sont et doivent être plus peuplés que les catholiques. » *Lettres persanes*, lettre CXVIII. Usbeck à Rhedi, p. 243 et 244.

(1) Déclaration de l'édit du 13 janvier 1683 portant révocation de l'édit de 1666 concernant les privilèges des pères de famille qui ont 10 et 12 enfants. Isambert, tome XIX, p. 413.

(2) *Télémaque*, livre X, page 349 : « C'est le nombre du peuple et l'abondance des aliments qui font la vraie force et la vraie richesse d'un royaume ».

(3) *Télémaque*, livre X, page 198.

(4) *Télémaque*, livre X, page 198.

(nous avons vu au chapitre précédent qu'il se souciait de le faire rentrer dans son véritable rôle) ; cependant il estime préjudiciables à la prospérité publique les trop grandes pertes monétaires. Mais il déplore plus encore les pertes d'hommes qu'il estime quasi irréparables parce qu'elles épuisent le pays et le vident de ses principes actifs. A maintes reprises, il attribue la prospérité dont jouissent certains pays traversés par Mentor et Télémaque à leur nombreuse population. C'est le cas de la Crète, par exemple, où règne l'abondance parce que les hommes sont innombrables (1).

Aussi il n'est pas surprenant de voir Monsieur de Cambrai s'inquiéter du déclin de la population française au couchant du Grand Siècle. Il le constate en particulier dans sa fameuse *Lettre à Louis XIV*, sur l'authenticité de laquelle furent émis — à tort d'ailleurs — certains doutes (2). Notre auteur en recherche les causes, et avec une rare franchise de langage, il marque combien troublent l'essor démographique les guerres incessantes, le faste insensé du Roi-Soleil et les famines qui en résultent. Mais ces causes sont des causes immédiates, qui sont issues du despotisme et en fin de compte, c'est le

(1) Voir *Télémaque*, livre V, pages 95 et suivantes.

(2) On a en effet longtemps douté de l'authenticité de cette lettre tant elle est hardie, violente et même irrespectueuse pour le roi. Mais la découverte du manuscrit autographe dont M. Renouard, libraire, a fait l'acquisition le 24 février 1826, a dissipé tous les doutes.

despotisme que Fénelon rend responsable de la diminution de la population du royaume. Les souverains trop absolus « prennent tout et ruinent tout » (1), et pour alimenter leurs dépenses militaires et somptuaires, ils ne craignent pas d'accabler leurs sujets sous le fardeau d'impôts hors de proportion avec leurs ressources. Or, cet accroissement continu et déraisonnable des taxes interdit aux citadins et plus spécialement aux habitants du plat pays, de posséder même le plus strict nécessaire. Il les accule à la misère qui, selon l'image hardie du Marquis de Mirabeau, « sèche dans la racine le germe de nouveaux citoyens » (*L'Ami des Hommes*). La faim tenaille les hommes qui, ne pouvant plus vivre, s'évadent par la porte des tombeaux.

En outre, la guerre en elle-même « ravage et dépeuple les pays » (2). Elle opère de larges moissons parmi la jeunesse et, remarquons-le, fauche les hommes au moment où ils sont le plus aptes à procréer.

Quant au luxe, Fénelon, s'il l'estime néfaste à cause des dépenses qu'il entraîne et qui se traduisent par une pauvreté accrue chez le paysan, il n'a pas conscience de son influence directe sur le nombre des naissances. Pourtant, l'expérience enseigne qu'il engendre le goût du célibat. Celui qui y est accoutumé renoncera difficilement

(1) *Télémaque*, livre X, page 217.

(2) *Examen de Conscience*, tome III, page 342.

aux satisfactions qu'il procure et il ne se privera pas des joies qu'il lui doit pour entretenir une famille.

Les doléances de Fénelon sont confirmées par de nombreux documents contemporains qui certifient le fléchissement du chiffre de la population et l'attribuent en général à la famine. La mortalité dans les provinces atteint parfois des proportions considérables. Dans la généralité de Lyon, la population est réduite d'un sixième. Deux commissaires chargés d'une enquête dans la généralité d'Orléans signalent le même fait dans un rapport adressé au roi, et parlant des hommes, ajoutent que la misère les a « dissipés ». En Flandre, dit quelqu'un, « il y avait autrefois dix fois plus de peuple » (1). C'est là une affirmation sans doute exagérée, mais significative et qui donne à penser sur la faible densité des hommes en cette contrée. Dans les élections de Périgueux et de Sarlat, il meurt « plus de 60.000 personnes, y compris les petits enfants, depuis un an » (2). Le Limousin « voit tous les jours mourir un si grand nombre de peuple qu'il y aura des paroisses où il ne restera pas le tiers des habitants ». Basville, dans une lettre au Contrôleur Général datée du 2 août 1699, se plaint que dans le diocèse d'Albi, les terres soient abandonnées par suite du manque d'hom-

(1) Boislile, *Correspondance des Contrôleurs généraux*, tome I, page 294.

(2) Boislile. Monsieur de Bezons, Intendant à Bordeaux, au Contrôleur Général, tome I, page 340.

mes (1). Monsieur Sanson, Intendant à Montauban, écrit au Contrôleur Général : « La stérilité des deux mauvaises années qui ont précédé celle-ci a fait mourir dans beaucoup de paroisses jusqu'à la moitié et aux deux tiers des habitants » (2). L'année 1709 où sévit la mémorable et terrible famine, les hommes périssent comme les mouches à la fin de l'été. Le curé Barrois certifie « à tous qu'il appartiendra que toutes les personnes qui sont nommées dans le présent registre (Etat-Civil) sont toutes mortes de faim, à l'exception de Monsieur Descrots et de sa fille » (3). En un mot, la France est un « grand Hôpital désolé » (4).

Fénelon s'effraie de cet état de choses et il a soif d'exactes informations. De concert avec le Duc de Beauvilliers, Gouverneur du Duc de Bourgogne, et le Maréchal de Vauban, il rédige en 1697 un questionnaire aux Intendants qui a pour but d'informer le Roi « sur l'état de ses provinces au dedans de son royaume » et se préoccupe du problème de la population. Il portait que devait être en particulier recherché « nombre de villes, nombre d'hommes à peu près en chacune, nombre de villages et de hameaux, total des paroisses et âmes de chacune. Consulter les registres pour voir si le peuple a été autrefois plus

(1) Boislile, Monsieur de Basville, Intendant en Languedoc, tome I, page 536.

(2) Boislile, tome I, Lettre du 28 mai 1695, page 391.

(3) Registre de la Paroisse de Molinet.

(4) *Lettre à Louis XIV*, tome III, page 427.

nombreux qu'aujourd'hui » (1). Les mémoires qui répondirent à ce questionnaire datent des années 1698, 1699 et 1700. Quoique d'inégale valeur, ils peuvent être considérés comme un essai officiel de statistique. Fénelon, nous insistons sur ce point, attache une grande importance à la statistique, ou mieux dans le langage de son temps aux dénombrements qui constituent véritablement pour lui la lumière de l'économie politique. Si le Prince doit savoir le passé, étudier les anciennes coutumes, remonter jusqu'à leur source le cours de l'évolution historique des institutions nationales, il lui faut aussi et surtout connaître le présent, c'est-à-dire, dans l'esprit de notre auteur, les ressources de son pays, sur quoi est fondée sa puissance.

Or les dénombrements sont les moyens d'investigation susceptibles de le renseigner sur ce point. Comme son ami Vauban, Fénelon affirme l'intérêt qu'il y a pour le prince à procéder à de telles opérations. L'assimilant à un berger qui ne peut pas ignorer le nombre de moutons confiés à sa garde (2), il demande d'abord au Prince d'ordonner des recensements généraux destinés à préciser le chiffre total de la population. « Savez-vous le nombre

(1) Boislile, *Mémoires des Intendants sur l'état des généralités*, dressé pour l'instruction du Duc de Bourgogne, tome I. Introduction, page XIX et pages 150 et 151.

(2) Voir *Examen de conscience*, tome III, page 336, et *Télémaque*, livre X, page 217 et passim.

d'hommes qui composent votre nation? » (1). Mais une évaluation purement numérique serait insuffisante. Aussi des sondages plus poussés permettront de connaître la composition de la population par sexe, par profession, par état social et même le naturel des habitants de chaque région. Il est primordial que le Prince n'ignore pas combien la multitude « comprend d'hommes, de femmes, de laboureurs, combien de commerçants, combien de prêtres et combien de religieux, combien de nobles et combien de militaires » (2). A cette condition, il peut s'assurer si l'équilibre des forces productives de la nation est respecté, c'est-à-dire « s'il y a assez de laboureurs, s'il y a à proportion trop d'autres artisans, trop de praticiens, trop de militaires à la charge de l'Etat » (3). Cet examen implique une intervention subséquente et plus ou moins directe de l'Etat dans le choix des vocations. Il lui appartient « de redresser ce qui est de travers » (4); de faciliter l'entrée dans certaines professions, d'éviter l'encombrement de certaines carrières, la désertion de certains autres, en un mot de diriger l'activité humaine aux fins les plus utiles à la collectivité. Ainsi le Prince, semblable à un mosaïste, s'efforcera de faire de son royaume un tout harmonieusement composé. Fénelon se révèle socia-

(1) *Examen de conscience*, tome III, page 336.

(2) *Examen de conscience*, tome III, page 336.

(3) *Examen de conscience*, tome III, page 336.

(4) *Examen de conscience*, tome III, page 336.

liste au même titre que Mentor (1) et, quoique très épris de la liberté, il y renonce si elle a pour conséquence et pour résultat l'abandon de la terre, l'agriculture étant considérée par lui comme la richesse suprême du souverain.

Monsieur de Cambrai n'impose pas au roi l'obligation d'un recensement annuel de ses sujets, au contraire de Vauban qui prétend l'établir selon un formulaire détaillé (dont il se servira pour bâtir sa *Dîme Royale*). Ce dernier divise notamment la population en décuries comme en Chine (2), dit-il, ou par compagnies à l'instar des régiments français, et il crée des capitaines de paroisses qui ont sous leurs ordres autant « de lieutenants qu'il y aurait eu de fois cinquante maisons ou environ, lesquels seront pareillement sous-ordonnés au commandant des lieux où il y en aura » (3). Fénelon, lui, ne précise pas comment et suivant quels procédés seront élaborées les statistiques. Il semble même n'avoir pas eu conscience des difficultés pratiques que soulève leur établissement. Il se borne à

(1) *Mémoire sur la situation déplorable de la France en 1710*, tome III, page 404. « Quand on bâtit une maison, quoique les maçons, les charpentiers, les plombiers, les menuisiers, les serruriers, etc... travaillent bien chacun pour son métier, le gros de l'ouvrage va mal, s'il n'y a pas un homme principal qui les dirige tous dans une même fin, qui ait dans sa tête les ouvrages de tous les différents ouvriers pour les proportionner les uns aux autres et pour en faire un tout avec justesse. »

(2) Voir *Dîme Royale*, page 120.

(3) *Dîme Royale*, page 135.

affirmer que c'est là une tâche facile pour le roi. Celui-ci n'a « qu'à vouloir » (1).

Enfin, notre auteur veut que cette méthode des dénombrements soit appliquée non seulement aux hommes, mais aussi aux choses, aux fonds, à l'agriculture et à toutes les branches de l'économie. Un des premiers soins de Mentor à son arrivée à Salente est de « rechercher combien les terres portent dans les années médiocres de blé, de vin, d'huile et des autres choses utiles, etc... » (2).

Ces vues, quelque imparfaites et incomplètes qu'elles soient, permettent cependant à notre avis de ranger Fénelon parmi les précurseurs de la statistique.

Le questionnaire précité se soucie particulièrement du sort des protestants. Une des causes essentielles de la dépopulation subie par la France à la fin du règne de Louis XIV fut en effet la révocation de l'Edit de Nantes. Les Intendants doivent nettement répondre à cette question : « S'il y a des Huguenots (dans leur province respective s'entend) et combien il en est sorti » (3). Mais Fénelon n'apprécie nulle part les répercussions économiques et politiques de cet acte et il ne l'envisage pas en homme d'Etat comme Vauban : il le réprouve au nom

(1) *Examen de Conscience*, tome III, page 336.

(2) *Télémaque*, Livre X, page 206.

(3) *Mémoires des Intendants*, Art. 1V, page 151.

de la tolérance et de la liberté de pensée (1). Certes, il reconnaît au souverain le droit d'empêcher la célébration publique de certains cultes, mais tenter de modifier les convictions religieuses des individus par la force lui paraît un procédé odieux et au demeurant assez inefficace. Les sujets soumis aux dragonnades pourront bien, s'ils veulent échapper à la douleur physique ou à la torture morale, simuler une foi ardente et sacrifier sur les nouveaux autels, mais ils ne renonceront pas dans le secret de leur cœur aux anciens Dieux. Aussi Monsieur de Cambrai conjure-t-il le prince de ne point contraindre ses sujets à changer de religion. Le prosélytisme n'est pas affaire royale : « Nulle puissance humaine ne peut forcer le retranchement impénétrable de la liberté du cœur. La force ne peut jamais persuader les hommes ; elle ne fait que des hypocrites. Quand les rois se mêlent de religion, au lieu de la protéger, ils la mettent en servitude. Accordez à tous la tolérance civile, non en approuvant tout comme indifférent, mais en souffrant avec patience tout ce que Dieu souffre, et en tâchant de ramener les hommes par une douce persuasion » (2). Chargé de répandre la bonne parole parmi les égarés, Fénelon se rend compte des difficultés, de la quasi impossibilité

(1) *Essai philosophique sur le Gouv. Civ.*, ch. VI. De la source de l'autorité souveraine, T. III, page 359 « la liberté intérieure de la créature demeure parfaite, absolue, indépendante... de tout arrangement qui la contraint et la détruit. »

(2) *Supplément à l'Examen de Conscience*, tome III, page 351.

même d'une conversion générale, et dans cette tâche il échoue en Saintonge, comme à Montpellier Bourdaloue. Mais si notre auteur stigmatise la révocation, il ne la mentionne pas spécialement comme une cause de dépopulation, au moins dans son œuvre personnelle. Peut-être l'inclut-il, nous inclinons à le croire, dans ce phénomène plus général, le despotisme qui conduit le monarque à s'emparer non seulement des biens mais aussi des esprits et des cœurs de ses sujets.

Quoiqu'il en soit de ce point, l'exode protestant commence et s'amplifie presque au lendemain de l'Edit funeste. Dès 1687, d'Avaux écrit de Hollande qu'on y constate la présence de 75.000 Français émigrés. En 1687, on compte dans le Dauphiné 10.000 départs (1). D'une façon générale, il semble que l'on exagère l'importance numérique de l'émigration huguenote. Les vides causés dans le royaume par la fuite des « parpaillots » sont certains, mais non aussi considérables qu'on l'a parfois affirmé. Quelques auteurs chiffrent à un million le nombre des persécutés qui, dans la période s'étendant de 1680 à 1720, abandonnèrent la France (2). Cette supposition ne laisse pas que d'apparaître comme assez invraisemblable, si l'on songe que la population globale du royaume ne dépassait

(1) Lavisce, *Histoire de France*. Tome VII, 1^{re} partie, page 343.

(2) Consulter notamment Schöne : *Histoire de la Population française*, page 176. — Duc de Noailles: *Mémoires de Madame de Maintenon*, Paris 1848, 4 vol., T. II, pages 524-525. — Claude : *Plaintes des Protestants*, Ed. F. Puaux, page 73.

pas 20 millions. En réalité, il semble que les pertes en hommes gravitent autour de 250.000 à 300.000 âmes. Les provinces les plus atteintes furent celles du Sud et du Sud-Ouest. D'après l'évêque de Montauban, trois ans après la révocation de l'Edit de Nantes, il ne restait plus dans le Bas-Armagnac que le tiers de la population primitive (1).

Si l'on considère au contraire la question sous un aspect qualitatif, on peut écrire que la décision de Louis XIV désempara la France. Les fugitifs faisaient partie de l'élite de la nation. Ceux que les troupes royales pourchassaient comme des malfaiteurs et qui, plutôt que de renoncer à leur croyance, préféraient quitter le royaume — ou la vie — étaient des intellectuels, des commerçants, des industriels, dont le départ préjudiciait à l'économie nationale. Vauban assure que la révocation a détruit notre commerce : « La plus grande partie des marchands et commerçants qui étaient religionnaires et les plus riches, ont passé dans les pays étrangers, en sorte que ceux qui restent ne sont pas en possession de le rétablir » (2). A Lille, l'industrie de la sayetterie disparaît quasiment. Les ouvriers drapiers désertent Douai. Le commerce de Lyon et de Marseille entre en sommeil. Les exportations françaises se ralentissent, et la France se voit parfois con-

(1) Voir Levasseur : *Histoire de la Population française*, Tome I, page 197.

(2) *Dîme Royale*, page 47.

trainte d'acheter à l'étranger des produits dont elle détenait auparavant le monopole de fabrication. En effet, les Etats protestants accueillent avec enthousiasme les émigrés qui donnent parfois à leur industrie une impulsion inespérée, et les font s'enrichir à nos dépens. L'Angleterre et la Hollande profitent largement de l'erreur de Louis XIV, et plus qu'elles le Brandebourg, dont le Prince — le Grand Electeur — se réjouit de l'invasion pacifique des Huguenots dans ses Etats.

Que Fénelon se soit étendu sur l'aspect national, français de la question démographique, quoi de plus normal ! Le lecteur ne doit pas cependant en inférer que notre auteur ait eu uniquement en vue la France, — et la France de la fin du XVII^e siècle. Monsieur de Cambrai prétend en effet donner aux idées qu'il énonce une allure universelle. De l'examen des faits particuliers qu'il a sous les yeux, il s'efforce d'aboutir à des conclusions et à des lois générales, et de bâtir si faire se peut, une vaste théorie de la population. Le divorce avec la tradition mercantiliste commence ici. Le souci qui anime un Montchrétien par exemple se révèle comme d'inspiration purement nationale. Peu lui importe le sort des Anglais, des Hottentots ou des Hollandais. Son effort n'a qu'un but : la France de 1615.

Une nouvelle divergence de vues avec les mercantilistes apparaît encore dans la conception nouvelle que se fait notre auteur du problème de la population. Il l'étudie sous

l'angle économique et se préoccupe vivement des conséquences qui résultent pour le développement de la richesse d'un pays de l'existence d'une nombreuse population. Avant lui au contraire, le côté politique surtout était mis en lumière. Sans doute d'ailleurs des écrivains comme Jean Bodin ou Antoine de Montchrétien n'ont pas négligé l'économique au profit du politique, mais d'une façon générale, on pensait qu'une nation, pour ne pas être exposée à perdre son indépendance, devait avoir beaucoup d'hommes. On redoutait pour un pays l'infériorité numérique qui, le cas échéant, l'empêcherait de résister victorieusement aux attaques de l'étranger. Fénelon ne méconnaît pas la nécessité de posséder des soldats vigilants, et nous montrerons plus loin comment Mentor entend sauvegarder la paix en préparant la guerre. Mais les hommes intéressent Monsieur de Cambrai moins à cause de leur aptitude à brandir l'épée que parce qu'ils sont capables de manier la pioche ou de diriger la charrue. Or, plus ils sont nombreux, plus ils multiplient les fruits de la terre qui sont les véritables richesses, mieux sont susceptibles d'être mises en valeur les campagnes, plus grande est la prospérité nationale. « Cette multiplication si douce et si paisible (des produits du sol) augmente plus un royaume qu'une conquête » (1). Il ne suffit donc pas que la population soit nombreuse, il faut encore qu'elle soit travailleuse, « infatigable dans le tra-

(1) *Télémaque*, Livre XVI, page 349.

vail », dit Mentor (1). Que si elle se compose uniquement d'oisifs, elle dessert l'intérêt du pays, et elle est au surplus condamnée à périr.

Fénelon entrevoit avant Smith les avantages de la division du travail au moins par âge et par sexe (2). Le laboureur cultivera plus soigneusement son champ s'il n'est pas obligé de garder son troupeau ou de confectionner ses vêtements ou d'accomoder son repas. Le même individu, lorsqu'il n'est plus contraint de se livrer tout seul à des tâches différentes, subit une certaine spécialisation qui accroît son rendement. Son ouvrage est mieux fait. Donc, plus le travail est divisé, plus il est productif. Or, la division du travail qui en augmente la valeur est d'autant plus poussée que la population est plus dense, si bien qu'en définitive la productivité du travail est en raison directe du chiffre de la population : « plus les laboureurs ont d'enfants, plus ils sont riches si le prince ne les appauvrit pas, car les enfants, dès leur plus tendre jeunesse, commencent à les secourir. Les plus jeunes con-

(1) *Télémaque*, Livre XVI, page 349.

(2) Fénelon est beaucoup moins précis que Montchrétien qui voit assez nettement certains avantages de la division du travail, notamment la rapidité plus grande de production, l'habileté plus considérable de l'ouvrier résultant de la spécialisation et la perfection de l'objet ainsi produit, et qui ne veut pas qu'un individu s'occupe à diverses tâches à la fois, car, dit-il « l'esprit se fait moindre s'appliquant avec attention à divers sujets, et ne peut avoir le temps, ni la force de trouver ce qu'il cherche et ce qu'il y a de bon quand il est détourné par nécessité ou curiosité. » *Traité de l'Economie Politique*, page 38.

duisent les troupeaux dans les pâturages, les autres qui sont plus grands mènent déjà les grands troupeaux, les plus âgés labourent avec leur père. Cependant la mère de famille... a soin de traire ses vaches et ses brebis... »(1); Adam Smith tirera plus tard de cette idée cette conséquence que la « division du travail est nécessairement bornée par l'étendue du marché » (2). Le travail en effet ne peut se diviser de plus en plus qu'à la condition de trouver des débouchés toujours plus nombreux puisque l'origine de la division du travail réside dans la faculté d'échanger. En choc en retour, toute diminution dans l'étendue du marché entraîne le recul de la division du travail et l'arrêt des progrès de l'industrie.

Que le Prince s'efforce d'accroître la population de son pays est donc dans l'esprit de l'Archevêque de Cambrai une chose de suprême importance. Mais il se rend compte que les décisions prises en conseil n'ont qu'une influence dérisoire sur le nombre des naissances et il ne partage pas les conceptions arbitraires de ses devanciers et plus spécialement de Colbert. Pour lui, il ne suffit pas de décréter la multiplication de l'espèce humaine. Il faut ne pas l'entraver et ne pas contrarier la nature. Qu'est-ce à dire ? Notre auteur constate la force du principe de population. Les hommes ont une tendance innée à procréer et à se multiplier. « Presque tous... ont l'inclination de

(1) *Télémaque*, Livre X, page 213.

(2) *Richesse des Nations*. Tome I, Livre I, ch. III, p. 36.

se marier » (1). Mais ils sont arrêtés par un obstacle qu'à l'instar de Malthus, nous appellerons préventif : la misère qui agit d'une façon brutale en elle-même, et psychologiquement par la crainte qu'elle inspire (2). Or cette misère provient essentiellement des impôts qui chargent les sujets. Les charges fiscales sont le poids qui accable le plus lourdement le ressort de la population. Le prince commet une erreur funeste en les exagérant, car ainsi il grignote et finit par détruire sa véritable richesse : l'homme, ou du moins, si l'on ose dire, il en ralentit la production.

En conséquence, Fénelon conjure le souverain d'alléger les taxes qui, en l'écrasant, empêchent le développement du peuple. « Si vous ne les chargez point d'impôts, ils vivront sans peine avec leur femme et leurs en-

(1) *Télémaque*, Livre X, page 213.

(2) *Télémaque*, Livre X, page 218. « En même temps la ville et les villages d'alentour étaient pleins d'une belle jeunesse qui avait languì longtemps dans la misère, et qui n'avait osé se marier, de peur d'augmenter leurs maux. Quand ils virent qu'Idoménée prenait des sentiments d'humanité et qu'il voulait être leur père, ils ne craignirent plus la faim et les autres fléaux par lesquels le ciel afflige la terre. On n'entendait plus que des cris de joie, que les chansons des bergers et des laboureurs qui célébraient leurs hyménées. » A rapprocher de ce passage de Malthus : « La difficulté de se nourrir est un obstacle toujours subsistant à l'accroissement de la population humaine : cet obstacle doit se faire sentir partout où les hommes sont rassemblés et s'y présenter sans cesse sous les formes variées de la misère et du juste effroi qu'elle inspire. » *Essai sur le Principe de Population*, Livre I, ch. I, page 6.

fants » (1). Bien au contraire, le monarque doit s'efforcer d'améliorer le sort des masses —, et plus spécialement des paysans, — par des lois et des règlement d'état (2). C'est à quoi tendaient d'ailleurs en partie les réformes des tailles effectuées par Colbert.

Cependant, les destinées de la population dépendent étroitement de l'état des subsistances. Fénelon met ce point en lumière. Il précise qu'il existe un rapport constant entre le chiffre de la population et l'état des subsistances; que l'extension démographique est subordonnée à l'accroissement des aliments et limitée par lui. Mais à la vérité, il ne croit pas que cette limite soit fixe et stationnaire. On peut la reculer à l'infini et le développement de la population suivra fidèlement la multiplication de la nourriture (3). Il ne tient qu'aux hommes, à condition que le Prince ne les décourage pas à plaisir, d'accroître la somme des subsistances. La nature est indifférente, mais elle n'est pas hostile à l'homme. Elle ne se pique pas de générosité. Elle ne donne rien pour rien. Mais elle n'est pas avare et elle n'est pas ingrate. Elle nourrit toujours de ses fruits ceux qui la cultivent avec ardeur : « Elle ne refuse ses biens qu'à ceux qui craignent de

(1) *Télémaque*, Livre X, page 213.

(2) *Télémaque*, Livre X, page 197 et 198 : « Appliquez-vous à les mettre dans l'abondance pour faciliter les mariages. »

(3) *Télémaque*, Livre X, page 214 : « La nature tirerait de son sein fécond tout ce qu'il faudrait pour un nombre infini d'hommes modérés et laborieux. »

lui donner leurs peines » (1). Si l'homme travaille sans cesse, il n'a pas à craindre la famine car la terre est inépuisable. Ainsi le progrès des subsistances précède le progrès de la population, mais en retour, « plus il y a d'hommes dans un pays, pourvu qu'ils soient laborieux, plus ils jouissent de l'abondance » (2).

Fénelon a le mérite de dégager la cause profonde et générale des mouvements démographiques, de montrer qu'ils ne dépendent pas d'ordonnances plus ou moins impératives, et de souligner qu'ils sont fortement liés au sort de la prospérité publique. D'autre part, à la différence des mercantilistes qui voient dans la population seulement une cause de richesse, notre auteur estime qu'elle est à la fois une cause et un effet de l'état économique du pays.

Fénelon pense donc que deux conditions commandent l'extension presque indéfinie de la population : la faiblesse des taxes et les traditions laborieuses. Et loin de redouter son essor, il le souhaite. Il n'éprouve pas, comme plus tard Malthus, la crainte de voir périr les hommes en une disette universelle. D'ailleurs il souligne que la terre est trop vaste pour eux (3). A l'époque où il écrit, son attitude n'a rien que de très naturel. La pléthore de la population, qui pouvait la redouter au spectacle des

(1) *Télémaque*, Livre X, page 213.

(2) *Télémaque*, Livre V, page 96.

(3) *Télémaque*, Livre XVI, page 345.

maux affreux qui la décimaient ? Des maladies terribles comme la peste et la variole alimentaient sans répit les cimetières. L'insalubrité tuait les adultes. La mauvaise hygiène ravageait la petite enfance. La guerre surtout qui régnait à l'état endémique, se chargeait d'anéantir les inquiétudes et les angoisses sur le sort futur de l'humanité. En déclarant que les hommes se perdent dans un monde trop grand pour eux, Fénelon partage l'opinion générale de son temps qui croyait notre planète jadis plus peuplée. Certains écrivains, sur la foi d'on ne sait quels documents, élaborèrent et établissent des statistiques fantaisistes et arrivent, tel Richard Cumberland, atteint vraisemblablement de la superstition du chiffre 3, — à cette conclusion curieuse que 340 ans après le déluge, notre vieux globe supportait 3.333.333.330 individus (1).

Fénelon ajoute que la population d'un pays pourra être accrue grâce au moyen mécanique de l'immigration, et dans ses *Plans de Gouvernement*, il ouvre largement les portes du royaume à tous les étrangers désireux de venir habiter la France et il s'efforce de hâter leur naturalisation en simplifiant les formalités administratives et en les plaçant sur un pied d'égalité avec les indigènes (2).

(1) Montesquieu croit également « qu'il y eût dans la plupart des contrées d'Europe plus de peuple qu'il n'y en a aujourd'hui ». « Je citerai, ajoute-t-il, les prodigieuses armées des croisés, composées de gens de toute espèce. Monsieur Puffendorf dit que sous Charles IX il y avait 20.000.000 d'hommes en France. ». *Esprit des Lois*, Livre XXIII, ch. 24, page 399.

(2) *Plans de Gouvernement*, Tome III, page 435. Additions au

Si notre auteur n'est pas hanté outre mesure par la crainte d'une surpopulation exagérée, il prévoit cependant un remède à une multiplication par trop intensive des hommes : la colonisation. En celà, il suit la tradition mercantiliste qui attache une grande importance à la possession de colonies. Les avantages qu'il lui attribue sont nombreux et surtout politiques. Le refoulement d'une partie de la population en des territoires dépendant de la métropole aura pour résultat de la décongestionner tout d'abord, d'étendre ensuite le pouvoir du souverain et d'accroître l'importance de son Etat. « Si les terres venaient à manquer, on ferait des colonies qui augmenteraient la puissance de l'Etat », dit Mentor (1). De même Fénelon écrit encore : « Télémaque leur proposa ensuite de donner à Diomède la campagne d'Arpine pour y fonder une colonie. Ce nouveau peuple vous devra son établissement dans un pays que vous n'occupez point. Souvenez-vous qu'il faut bien avoir des voisins, et qu'il vaut mieux en avoir qui vous soient obligés de leur établissement » (2). Le caractère du remède qu'il propose, jure un peu avec l'allure générale que Monsieur de Cambrai prétend donner à sa théorie. Il s'agit là d'un remède pure-

§ 6 : « Permettre à tout étranger de venir habiter en France, et y jouir de tous les privilèges des naturels et régnicoles, en déclarant son intention au Greffe du Baillage Royal, sur le certificat de vie et de mœurs qu'il apporterait et le serment qu'il prêterait, etc... le tout sans frais. »

(1) *Télémaque* : Livre X, page 216.

(2) *Télémaque* : Livre XVI, pages 345 et 346.

ment local, et qui se révélerait sinon impossible à appliquer, du moins singulièrement inefficace en cas de crise universelle. Où répandre le trop-plein d'un pays si le monde entier se trouve affecté du même mal? L'émigration coloniale, soupape de sûreté, Monsieur Rossi, dans son cours d'Economie Politique, l'envisage avec ironie (1). Lui empruntant une comparaison, nous assimilerons Fénelon à ces médecins qui envoient leurs malades mourir au loin pour s'en débarrasser. En outre l'homme ne se déplace pas facilement. Ce fait méconnu par notre auteur a retenu l'attention d'Adam Smith : « Il paraît démontré par l'expérience, écrit celui-ci, que de toutes les sortes de bagages, l'homme est le plus difficile à transporter » (2).

Par ailleurs, Fénelon soutient cette thèse que le prince ne doit pas considérer ses sujets uniquement comme des instruments passifs et inertes de sa puissance politique et économique, mais comme des êtres doués de raison et de sentiment. Le devoir lui incombe de se faire aimer d'eux (3). Et pour arriver plus sûrement à ce résultat, il lui faut les aimer comme ses propres enfants. Aussi, qu'il ne s'occupe pas seulement de leur quantité, mais

(1) *Cours d'Economie Politique* (sur l'Emigration considérée comme remède à l'excès de population). Tome I, p. 354 et suivantes.

(2) *Richesse des Nations*. Tome I. Livre I, ch. VIII, p. 162.

(3) *Télémaque*, Livre X, page 198 : « Faites que vos peuples vous aiment : vous êtes plus puissant, plus heureux, plus rempli de gloire que tous les conquérants qui ravagent tant de royaumes ». Ou encore, Livre III, page 96 : « Il faut gagner les cœurs ».

d'assurer en même temps leur bonheur, et par de sages mesures de faire régner à la fois la joie et l'abondance » (1). « Le bonheur du peuple est la fin de tout gouvernement » (2). C'est là une idée que Melon développera plus longuement et avec plus de précision dans son fameux *Essai*.

Mais l'abondance ne risque-t-elle pas de corrompre le peuple et de fortifier en lui des idées de révolte ? (3). Cette inquiétude, Fénelon estime qu'elle est un mauvais prétexte dont usent les princes qui désirent accroître les charges fiscales des contribuables. D'ailleurs, « cette abondance sera fortement diminuée par la facilité des mariages et par la grande multiplication des familles » (4). La nuptialité et la natalité accrues grâce à elle contraindront les hommes à un travail quasi perpétuel, et ils n'auront ni le loisir ni le goût de fomenter des complots contre la sûreté du Prince. « C'est la mollesse

(1) *Télémaque*, Livre II, page 51 : « Heureux le peuple qui est conduit par un sage roi; il est dans l'abondance, il est heureux et il aime celui à qui il doit tout son bonheur... Aimez vos peuples comme vos enfants. Goûtez le plaisir d'être aimé d'eux; et faites qu'ils ne puissent jamais sentir la paix et la joie sans se ressouvenir que c'est un bon roi qui leur a fait de riches présents. »

(2) *Essai philosophique sur le Gouvernement civil* Tome III, ch. X, page 367.

(3) *Télémaque*, Livre X, page 215 : « Mais quand les peuples seront ainsi dans la paix et dans l'abondance, les délices les corrompront, et ils tourneront contre moi les forces que je leur aurai données. »

(4) *Télémaque*, Livre X, page 216.

et l'oisiveté qui rendent les peuples insolents et rebelles » (1).

Au fur et à mesure que l'on pénètre la pensée de Fénelon, on se rend compte que les maillons qui le rattachent à la chaîne mercantiliste sont bien fragiles. A bien des égards, plus qu'elle ne rappelle le passé, sa doctrine (le mot est à la vérité un peu gros) annonce l'avenir et fait pressentir Malthus. Celui-ci, comme Monsieur de Cambrai, reconnaît la tendance constante qui se manifeste dans tous les êtres vivants à accroître leur espèce (2). Comme lui, il admet que le développement de la population est nécessairement limité par les moyens de subsistance. Mais il ne partage pas l'optimisme de notre auteur. Tandis que Fénelon croit à une extension presque infinie du stock des subsistances, Malthus, au contraire, arrive à cette conclusion que les hommes gagnent de vitesse les aliments, et il s'effare de la disproportion fatale qui existe entre la progression géométrique de la population et la progression arithmétique des subsistances. Le défaut de nourriture doit inéluctablement détrui-

(1) *Télémaque*, Livre X, page 216.

Rapprocher ces citations du *Télémaque* de ce fragment du dialogue entre Romulus et Numa Pompilius. *Dialogues des Morts* X, Tome II, page 559 : « Ma garde était l'amitié des citoyens qui me regardaient tous comme leur père. Un roi ne peut-il pas confier sa vie à un peuple qui lui confie ses biens, son repos, sa conservation ? La confiance est égale des deux côtés. »

(2) *Essai sur le Principe de Population*, Livre I, ch. I, page 6.

re les individus en surnombre (1). Aussi comprend-on que, de ces deux écrivains, l'un voit d'un bon œil les encouragements au mariage alors que l'autre, au contraire, estime insuffisants les obstacles qui s'opposent à l'essor démographique, et qu'il veuille les doubler de ce sentiment de responsabilité qu'il appelle la contrainte morale, et qui se traduit par l'abstinence du mariage jointe à la chasteté. Malgré ces obstacles qui sont la guerre, la famine, la maladie, etc..., « il y a très peu de pays où l'on n'observe pas cet effort de la population pour croître au-delà des moyens de subsistances » (2). Cet effort tend constamment à plonger dans la détresse les classes inférieures de la société et interdit toute espèce d'amélioration de leur état. En effet les naissances, en se multipliant, augmentent la misère. Les mariages alors se raréfient. Mais en même temps, par suite des efforts de la production, les subsistances se font plus abondantes. Aussitôt, l'obstacle à la population disparaît de nouveau. Aussi peut-on dire qu'un accroissement de la population suit rapidement tout excédent de subsistances. Ricardo se servira de ces idées pour élaborer cette loi fameuse que Lasalle baptisa « Loi d'airain des salaires », dont Monsieur Stangeland, un économiste américain, affirme dé-

(1) *Essai sur le Principe de Population* : « Les plantes et les animaux suivent leur instinct, sans être arrêtés par la prévoyance des besoins qu'éprouvera leur progéniture. Le défaut de place et de nourriture détruit dans les deux règnes, ce qui naît au delà des limites assignées à chaque espèce. » Livre I, ch. I, p. 6.

(2) *Essai sur le Principe de Population*, Livre I, ch. II, page 16.

couvrir le germe dans le *Télémaque* : Fénelon admet en effet que la population s'accroît d'elle-même quand elle n'est pas empêchée par la misère ou une circonstance quelconque engendrant un obstacle préventif. Avec la prospérité, la population se développe de façon telle que les besoins vont plus vite que le travail et que l'abondance s'atténue considérablement (1).

Vauban se trouve d'accord avec Fénelon lorsqu'il attribue à l'excès des charges fiscales la misère qui s'oppose à la génération des hommes. Or il pense fortement et il rappelle avec notre auteur qu'il « est constant que la grandeur des Rois se mesure sur le nombre de leurs sujets. C'est en quoi consiste leur bonheur, leurs richesses, leur fortune, et toute la considération qu'ils ont dans le monde » (2). Aussi ils ne doivent négliger nulle peine pour conserver et augmenter ce « peuple si cher ». L'intérêt de tout pays est de nourrir autant d'habitants qu'il en est capable. Or la France —, car le point de vue de Vauban reste exclusivement national à la différence de Fénelon, — peut faire subsister 22 ou 23 millions d'habitants, alors qu'il n'en existe en réalité que 19 millions environ. Cet écart fâcheux pour sa puissance, le Prince a quelque chance de le combler s'il veut bien mettre en œuvre le plan fiscal que Vauban lui propose dans sa *Dîme Royale*, et qui a pour but, grâce à une meilleure

(1) Stangeland : *Prémalthusian doctrines of population*, p. 178.

(2) *Dîme Royale*, page 47.

répartition et une meilleure perception des impositions, « de remettre le royaume dans une abondance parfaite d'hommes et de biens : car quand les hommes ne seront plus si oppressés, ils se marieront plus hardiment, ils se vêtiront et se nourriront mieux; leurs enfants seront plus robustes et mieux élevés. Ils prendront un plus grand soin de leurs affaires, enfin ils travailleront mieux et avec plus d'ardeur, quand ils verront que la principale partie du profit qu'ils y feront, leur demeurera » (1).

Boisguillebert, s'il n'aborde pas directement la question, se montre favorable à une nombreuse population. mais il la croit possible à cette seule condition : la suppression des entraves mises à l'agriculture. Les hommes ne peuvent se multiplier que si le fonds des subsistances augmente. Or cette augmentation dépend de la liberté de la culture et du commerce des blés. A condition de faire confiance à la nature, il estime peu probable une surpopulation hors de proportion avec les moyens de subsistance. Il dénonce également le mauvais système d'impositions qui s'oppose à un développement normal de la population.

Monsieur Stangeland déclare qu'en dépit des différences qui les séparent, on peut ranger sous la même rubrique Melon et Fénelon. De fait, le premier comme le second souligne que les hommes seuls augmentent les forces productives de l'Etat; et qu'il y a intérêt à les

(1) *Dîme Royale*, page 121.

voir se multiplier. Pour cela, il faut surtout songer à maintenir les peuples dans l'abondance. Comme notre auteur, il dégage la corrélation entre ces deux termes : population et subsistances, et il croit également que les ressources de la terre sont illimitées à condition qu'on veuille s'appliquer à la bien cultiver. Cependant, pour favoriser le développement de la population, il réclame une intervention de l'Etat, plus active que celle qui consiste à alléger seulement les charges fiscales. Il voudrait que le célibat soit entravé et il préconise l'encouragement au mariage sous forme de secours aux pères de familles nombreuses. A l'instar de Colbert, il condamne l'état monastique, tout au moins avant 25 ans, et il vitupère contre l'oisiveté, germe de crimes et de séditions. On trouve sous sa plume un panégyrique assez inattendu de l'esclavage. Enfin la théorie de Melon comporte cet élément nouveau que nous avons signalé chez Fénelon, à savoir que le Prince ne doit pas se soucier seulement de multiplier les hommes, mais s'occuper de les rendre aussi heureux que « leur misérable condition doit le permettre » (1). Il préconise également comme remède à la surpopulation, la colonisation. Lorsqu'un pays possède la quantité de soldats nécessaires à sa conservation, que toutes les terres sont cultivées, que les manufactures ont une main-d'œuvre surabondante, le surplus des citoyens doit aller peupler de nouveaux pays et y établir « une nou-

(1) *Essai Politique sur le Commerce*, page 818.

velle domination toujours subordonnée à celle qui leur a procuré cet asile » (1). Le défrichement des nouvelles terres équivaut à la conquête d'une contrée nouvelle avec cet avantage que le sang humain n'est pas répandu.

(1) Melon : *Essai Politique*, page 718.

CHAPITRE III

Les idées de Fénelon sur l'agriculture

Agriculture, ce mot revient comme un leit-motiv dans l'œuvre de Fénelon dont la sympathie pour ce mode d'activité économique s'explique par de nombreuses et diverses raisons. Il réjouit, nous le montrerons plus tard, le moraliste. La noblesse un peu fruste des travaux agricoles enchante le poète. Avec quelle complaisance il décrit les charmes de la vie champêtre, les verts pâturages, les moutons paisibles, les brebis capricieuses, les chèvres bondissantes, « les vastes campagnes couvertes de jaunes épis, riches dons de la féconde Cérès, enfin les

montagnes ornées de pampres et de grappes d'un raisin déjà coloré, qui (promet) aux vendangeurs les doux présents de Bacchus pour charmer les soucis des hommes. » (1).

Mais surtout l'agriculture plaît à l'économiste. Sa conception de la richesse pousse l'Énelon à assigner à la terre le premier rang : elle seule produit la vraie richesse qui s'analyse en l'abondance des choses nécessaires à la vie. Aussi insiste-t-il sur l'importance primordiale de la culture du sol (2). Et il se refuse à appeler trésor un lingot de métal précieux, car il estime que seul mérite ce nom « un champ fertile et bien cultivé ». (3).

Or, quel aspect présente à la fin du XVII^e siècle le plus beau royaume qu'œillade le soleil ? (4).

La plus farouche désolation y règne. Les documents contemporains sont nombreux qui signalent la misère des campagnes. Dans les registres de la Paroisse de Molinet par exemple, on trouve, sous la signature du Curé Barrois, ces phrases d'une sécheresse terrible : « L'an 1709, il n'y eut ni blé, ni vin dans tous les pays voisins. Les pauvres peuples ont vendu tout ce qu'ils avaient pour avoir quelques pains d'orge ou de sarrazin. On a mangé

(1) *Télémaque*, Livre V, page 95.

(2) *Télémaque* : « L'agriculture est le fondement de la vie humaine et la source de tous les vrais biens. » Livre XII, p. 310.

(3) *Télémaque*, Livre XII, page 311.

(4) L'expression est de A. de Montchrétien.

les charognes mortes depuis 15 jours, les femmes ont étouffé leurs enfants de crainte de les nourrir » (1).

Fénelon constate amèrement que la culture des terres est abandonnée et que « la moitié des forces réelles au dedans de l'Etat » est détruite (2). L'intendant de la généralité de Toulouse confirme ces dires en déclarant lui aussi que les terres en friche prennent chaque jour plus d'étendue dans les limites de sa circonscription, que les élevages végètent et que la culture se ralentit progressivement faute d'argent et de bras. De même, vers 1715, les procès-verbaux de visite de l'élection de Limoges attestent qu'un cinquième des fermes et des métairies sont absolument incultes et abandonnées. Dans le Languedoc, « il y a beaucoup de terres en non valeur et qui ne sont point cultivées... le courage des paysans est fort abattu » (3). Le diocèse d'Albi souffre de mauvaises récoltes, d'épidémies. La mortalité des bestiaux se fait particulièrement sentir dans la région des montagnes « où 41.000 arpents sur 148.000 sont incultes et abandonnés » (4). C'est un fait, nous dit enfin Boisguillebert, « que plus de la moitié de la France est en friche ou mal culti-

(1) Registres de la Paroisse de Molinet.

(2) *Lettre à Louis XIV*, Tome III, page 427.

(3) Lettre de M. de Basville, Intendant en Languedoc, au Contrôleur général. Boislille. *Corresp.*, Tome I, page 153. Voir également, page 336.

(4) Lettre de M. de Basville, Intendant en Languedoc, au Contrôleur général. Boislille. *Corresp.*, Tome I, page 536.

vée, c'est-à-dire, beaucoup moins qu'elle ne devrait être. » (1).

Or qui accuser ? A quoi s'en prendre ? Peut-on attribuer à la pauvreté du terroir, la situation misérable de l'Agriculture ? « La terre ici ne demande qu'à enrichir ses habitants » (2), répond Fénelon. La plupart des auteurs corroborent cette opinion et reconnaissent que la nature a richement doté la France (3). Tous estiment qu'elle peut nourrir une population bien supérieure à celle qu'elle possède. On la croit en général capable de faire subsister 40.000.000 d'individus au lieu des 20.000.000 qui y vivent, et encore, fait-on remarquer, une partie de ces 20.00.000 est-elle exposée, une année sur trois, à se nourrir d'herbes, de racines, d'écorces d'arbre.

La fertilité du territoire national étant hors de cause, on peut écrire que le délabrement des campagnes tient à ce que l'Agriculture est devenue une véritable galère. Fénelon donne à l'appui de cette affirmation des raisons telles qu'il semble que les doctrines économiques officielles, les institutions, les événements et les mœurs conspiraient pour la discréditer et vouer au mépris universel la profession de cultivateur.

En premier lieu, les idées économiques mises en pra-

(1) *Détail de la France*, page 178.

(2) *Télémaque*, Livre X, page 212.

(3) Vauban, Boisguillebert en particulier.

tique par les gouvernants de l'époque sont peu favorables au développement de la culture et la condamnent à la stagnation. Colbert — dont les successeurs ne pénétreront pas toujours l'intime pensée — sacrifie l'agriculture aux intérêts présumés primordiaux de l'industrie. Sans doute, il ne le fait pas délibérément, sans doute il ne méconnaît pas sciemment l'importance de la terre, — après tout mère nourricière du royaume —, mais les mesures qu'il prend en faveur des manufactures lèsent gravement par répercussion les travailleurs des champs. Mais surtout il croit fermement que l'agriculture n'a pas à proprement parler besoin d'encouragements. Il estime en effet, que le seul élément de la productivité de l'agriculture est la fertilité naturelle du sol. L'homme, pense-t-il, ne peut agir que faiblement, et il ne se soucie pas de détourner les capitaux et le travail de l'industrie pour les diriger vers la terre. Il ne s'occupe pas de provoquer le progrès de l'Art agricole et de trouver aux produits des champs des débouchés rémunérateurs. Or Fénelon repousse cette théorie erronée. Pour lui il faut accorder autant, sinon plus de sollicitude à l'agriculture qu'à l'industrie, lui apporter des capitaux abondants et lui fournir du travail en grande quantité. Avant notre auteur, le rôle de la nature faisait passer au second plan le rôle de l'homme, et même le dissimulait complètement. Fénelon pense au contraire que si la nature a un grand mot à dire en pareille matière, l'abondance des récoltes dépend aussi largement de l'homme, qui tient ainsi son propre sort

dans ses mains. En d'autres termes, la productivité de l'agriculture dépendrait en premier lieu, avant tout, mais non uniquement de la fertilité du sol, qui est très grande.

Mais les campagnes « naturellement fertiles et agréables » (1) peuvent produire de mauvaises récoltes, si elles sont trop peu ou mal cultivées. Le travail, voilà la seconde condition de la productivité de l'agriculture. La fertilité de la terre, limitée par l'étendue du sol, peut être considérablement augmentée grâce au travail humain. Aussi la fécondité de la terre s'accroît en raison « du nombre de ses habitants qui ont soin de la cultiver » (2). La fertilité des champs est dans un rapport étroit avec le nombre d'hommes qui les couvrent. C'est la raison essentielle, nous l'avons fait déjà pressentir, pour laquelle Fénelon attache de l'importance au chiffre de la population. Plus il y a de travail incorporé à la terre, plus la fertilité du sol, et partant la production agricole sont accrues.

Mais Fénelon ne va-t-il pas trop loin, quand il prétend que la terre paie la peine des hommes avec usure, que le résultat est plus grand que l'effort. Il est ici manifestement dans l'erreur. Il énonce une idée qui est exactement l'inverse de la loi des rendements non proportionnels, d'après laquelle « passé un certain stage de l'industrie agricole, l'agriculteur ne peut accroître le rendement de sa terre, qu'au prix d'un travail qui va

(1) *Télémaque*, Passim.

(2) *Télémaque*, Livre XIV, page 309.

croissant en sorte qu'il arrive un moment où l'effort à exercer pour forcer le rendement est hors de proportion avec le résultat. » (1).

Or justement —, et voici d'après Fénelon, la seconde raison de la détresse de l'agriculture, — les habitants, ces habitants si nécessaires à une bonne culture « manquent à la terre » (2). Les campagnes se dépeuplent, et cette dépopulation se manifeste sous une double forme. Non seulement les valets de ferme et les laboureurs se raréfient dans le plat pays, mais encore on n'y rencontre que fort peu de maîtres qui préfèrent, pour la plupart, à la solitude mélancolique de leurs castels provinciaux, la vie brillante, frivole et compassée à la fois de la Ville et de la Cour. La même cause serait impuissante à expliquer la disparition des uns et l'exode des autres vers Paris, Versailles ou les grands centres. Aussi notre auteur voit-il dans les imperfections du système fiscal la source de la dépopulation paysanne, tandis qu'il accuse la politique intérieure suivie par Louis XIV d'avoir favorisé et accru l'absentéisme des propriétaires.

Cet exode des nobles vers la ville n'est pas particulier à la fin du XVII^e siècle. Dès le XVI^e, on le discerne. Il

(1) Ch. Gide : *Précis d'Economie Politique*, page 137. Voir *Télémaque* : Livre XVI, page 344 : « La terre le payait de ses peines avec usure », ou encore, Livre II, page 51 : « Des terres qui se couvraient tous les ans d'une moisson dorée sans se reposer jamais. »

(2) *Télémaque* : Livre X, page 212.

apparaît du jour où ils jouissent de la faculté de toucher leurs revenus en numéraire, et de le dépenser ailleurs que dans les châteaux. Avec le temps, ce mal s'accroît et se développe. Olivier de Serres déplore déjà dans son *Théâtre de l'Agriculture*, que les Gentilshommes ne s'occupent plus assidûment « du mesnage des champs ». Sous Louis XIV, l'absentéisme des propriétaires atteint son paroxysme. De ce qui n'était qu'une tendance, le Roi-Soleil fait une politique. Pour mieux la tenir en mains, il énerve la noblesse, et il transforme l'aristocratie en un corps sans âme. Si bien qu'elle renonce progressivement à jouer le rôle social qui lui est dévolu : celui de pasteur et de guide du peuple. Paraître à Versailles où Louis XIV désœuvre à plaisir les nobles et les change en solliciteurs qui languissent, nous dit Fénelon, « dans l'antichambre royale sans aucun bienfait » (1) est le grand souci, l'unique préoccupation. Sur la scène sociale, ils ne sont plus que des pantins dont le Roi manie avec assez de dextérité les fils de commande. Mais du même coup, il atteint et profondément, l'agriculture pour deux raisons :

Tout d'abord les paysans sont abandonnés à eux-mêmes. Sans direction et sans maîtres qui les dirigent et les soutiennent, ils s'enlisent dans la routine agricole et s'habituent peu à peu à considérer comme des ennemis ceux qui, en réalité, sont leur protecteurs naturels. On laisse,

(1) *Examen de Conscience*, Tome III, page 345.

comme le fait remarquer Boisguillebert, « aux derniers des hommes » le soin de produire « les premiers des biens » (1). Or, la production est une chose complexe qui exige à la fois une grande pratique et de vastes connaissances théoriques. Si la pratique est indispensable, elle ne saurait en effet se passer « de la spéculation du labourage ». Qui pourrait mieux que les nobles propriétaires s'adonner aux recherches, ordonner les expériences et fournir dans ce but les capitaux nécessaires.

Mais voilà le second point névralgique. Les nobles n'habitant plus leurs terres s'en désintéressent. La vie à la Cour les contraint à des dépenses excessives et le besoin incessant d'argent les conduit à perdre de vue cette idée que les paysans sont, en réalité, leurs associés. Aussi ils assimilent leurs terres à un coffre-fort où l'on peut puiser sans cesse, sans se soucier de le remplir jamais. Ils considèrent leurs fermes et leurs métairies comme un capital qui doit fournir le plus de revenus possibles, et il diminuent continuellement les avances qui eussent été nécessaires à une culture rationnelle et intelligente de leurs domaines. S'ils consentent parfois à quelques impenses, c'est qu'elles doivent satisfaire leur vanité et leur procurer des satisfactions de luxe. Ils n'acquerront pas de bestiaux, mépriseront l'achat d'instruments aratoires, mais envisageront avec complaisance l'érection d'un pavillon de chasse, la restauration de la maison d'habitation.

(1) *Traité des Grains*, page 321.

En définitive, le sol ne profite pas de ces dépenses, et les récoltes ne s'améliorent pas. En outre, ils abandonnent leurs droits de juridiction et de patronage à des intendants qui en abusent et en profitent pour se livrer à des vexations sur les paysans. Gagnés par l'exemple, les nobles qui continuent à résider à la campagne, agissent de même, et laissent leur fortune s'en aller à vau-l'eau ; si bien qu'ils arrivent parfois à être aussi misérables que leurs serfs. Plus rien ne les en distingue, ni la parure extérieure, ni les ornements de l'esprit. « Beaucoup d'entre les plus illustres maisons dans le fond des provinces sont réduits à cacher leur misère. » (1).

Cependant quelques-uns, des grands seigneurs en particulier, veulent s'occuper utilement de leurs terres et défendent, le cas échéant, les intérêts des paysans qui sont aussi les leurs. Une législation féodale, desuète, compliquée intervient alors pour entraver leurs efforts et décourager leurs initiatives. Que si par hasard, le seigneur réclame au nom de la communauté, les bureaux nous dit Taine, le font taire (2). Malgré tout d'ailleurs, les terres qui bénéficient de la présence du maître sont mieux cultivées que les autres.

Pour que ce lamentable état de choses disparaisse, au moins en partie, Fénelon veut que soit rendue à la noblesse

(1) *Examen de Conscience*, Tome III, page 345.

(2) *Origines de la France contemporaine*, Tome I, p. 47, T. II, voir le Livre V : Le Peuple.

son ancienne mission de conseillère du peuple. Il importe pour faire reflleurir la campagne de relever l'aristocratie, ou selon l'expression de notre auteur de « la soutenir » (1) et de la greffer à nouveau sur la glèbe. Elle-même ne peut qu'en profiter. Sans doute pour l'observateur superficiel, elle brille d'un vif éclat. Mais à qui la regarde de près, ses couleurs s'écaillent. Peu à peu, elle tombe en défaillance. « Entrez dans les familles de la plus haute condition, pénétrez au dedans de ces palais magnifiques, le dehors brille ; mais le dedans n'est que misère ; partout un état violent ; des dépenses que la folie universelle a rendu comme nécessaires ; des revenus qui ne viennent point ; des dettes qui s'accumulent et qu'on ne peut payer ; une foule de domestiques dont on ne sait lequel retrancher ; des enfants qu'on ne peut pourvoir ; on souffre et on cache ses souffrances ;... voilà ces gens qui éblouissent les yeux de tout le genre humain. » (2). Le premier point sur lequel insiste Fénelon est que le Roi doit renvoyer les seigneurs dans leurs terres (3). Là, au contact des réalités, ils comprendront leurs erreurs et ils seront de grand secours —, tant par leur savoir que par leurs capitaux subsistants et désormais soustraits à un emploi infructueux, — aux paysans ignares et désesparés. En outre, pour rendre à la noblesse le goût de la campagne et pour

(1) *Plans de Gouvernement*, Tome III, page 434.

(2) *Entretiens sur la Vie Religieuse* : Second point, Tome I, page 150.

(3) *Examen de Conscience*, Tome III, page 340.

assurer sa perpétuité, notre auteur souhaite que toute maison ait « un bien substitué à jamais à l'exemple des majorasgo d'Espagne » (1). « Pour les maisons de haute noblesse, substitution non petite, précise-t-il, moindre pour médiocre noblesse. » (2). Enfin, si l'on désire que l'aristocratie joue vraiment un rôle social, il faut l'épurer et en réduire le nombre : les chefs ne sont pas multitude. Aussi les mésalliances sont-elles interdites aux deux sexes, dans les *Plans de Gouvernement*, et les anoblissements supprimés, hors le cas de signalés services rendus à l'Etat (3).

Si une direction sensée manque à l'agriculture, l'absence de travailleurs manuels se fait encore plus vivement sentir. Cette situation est due à la misère qui tue la plupart des hommes et contraint les survivants — du moins ceux qui en ont les moyens — à s'en aller chercher fortune sous les cieux présumés plus cléments des villes. Or, cette misère, Fénelon estime qu'il faut en chercher l'origine dans le « mauvais ordre des impôts » (4). Les vices essentiels du système fiscal sont pour lui le nombre trop considérable des privilégiés et le poids trop lourd des impositions.

Les critiques, dont Fénelon parsème son œuvre, s'adressent surtout —, quoique notre auteur **reste toujours très**

(1) *Plans de Gouvernement*, Tome III, page 434.

(2) *Plans de Gouvernement*, Tome III, page 434.

(3) *Plans de Gouvernement*, Tome III, page 434.

(4) *Télémaque*, Livre X, page 214.

général et très imprécis, — à la taille qui constituait à la fin de l'ancien régime le principal impôt direct. Vauban et Boisguillebert ont également fait le procès de cet impôt dont l'organisation était fort incohérente. En effet, des principes différents suivant les différents points du territoire, présidaient à son établissement. Ainsi, distinguait-on tout d'abord les tailles des généralités d'élection, dont le Roi « en son conseil » fixait tous les ans le montant, et les tailles des Pays d'Etat. Il appartenait, pour celles-ci, aux assemblées provinciales d'en déterminer l'importance. A un autre égard, la taille se divisait en taille réelle et en taille personnelle. La première était supportée par les terres. Cependant toutes les terres ne la payaient pas. Les terres nobles en étaient exemptées, alors même qu'elles eussent appartenu à des roturiers. Quant à la taille personnelle, elle frappait les facultés individuelles de toutes origines, tant réelles que personnelles. Elle était de beaucoup la plus répandue. Mais étant donné les difficultés soulevées par la recherche et l'appréciation des revenus mobiliers, la terre finissait par supporter presque seule le poids de l'impôt, et à la fin du XVII^e siècle elle fournissait les 9/10 de la somme qu'il rendait. En définitive la taille jouait de façon telle que le paysan en acquittait la majeure partie. Les exemptions injustes concédées aux nobles, au Clergé et aux roturiers qui exerçaient certaines fonctions, voilà pour Fénelon son vice fondamental. Si à l'origine ces exemptions avaient leur raison d'être, elles ne s'expliquaient plus que diffici-

lement à la fin du Grand Siècle. Cette situation paraît intolérable à Fénelon qui ne craint pas de toucher du doigt cet abcès de la société. Notre auteur, remarquons-le, ne se soucie pas de l'origine historique des exemptions qu'il attribue plus simplement à un calcul du Prince. En effet pourquoi, demande Fénelon, accable-t-il ainsi « les bons » ? C'est parce qu'il espère voir l'argent rentrer plus facilement dans les caisses de l'Etat. « Les Princes avides et sans prévoyance ne songent qu'à charger d'impôts ceux d'entre leurs sujets, qui sont les plus vigilants et les plus industrieux pour faire valoir leurs biens, c'est qu'ils espèrent être payés plus facilement. En même temps ils chargent moins ceux que la paresse rend plus misérables » (1). Raisonnement défectueux, affirme Monsieur de Cambrai. A force d'être accablés par l'impôt, les paysans sont atteints par le découragement. Ils ne cherchent plus à accroître leur production, puisque l'impôt agit en somme à la manière d'un impôt somptuaire : On tient compte pour fixer les cotes personnelles de chaque contribuable non seulement de l'étendue et de la valeur des terres qu'ils possède, mais encore du capital d'exploitation employé, des bestiaux principalement. Les répartiteurs sont à l'affût de toute augmentation de capital agricole (2).

(1) *Télémaque*, I livre X, page 214.

(2) Consulter sur la taille R. Stourm : *Les Finances françaises de l'Ancien Régime et de la Révolution*, t. I, p. 238. E. Allix : *Traité élémentaire de Législation financière française*, p. 576 et 577. Paris Rousseau éd. 1931. Mazan : *Les Doctrines économiques de Colbert*, p. 193 et suivantes.

Dès qu'elle se manifeste, ils majorent la taxe de celui qui a eu l'imprudence de laisser apparaître quelques traces de bien-être. Aussi les paysans sont-ils contraints de simuler la pauvreté (1). Mais comme le fait remarquer Dareste de la Chavanne, la réalité finissait toujours par rejoindre l'apparence (2). Découragé, sachant bien que ce qu'il gagnera, le Prince le lui enlèvera dans sa presque totalité, le cultivateur ne travaille plus, laisse en friche les terres les moins fertiles et borne son activité à tirer des meilleures ce qui est nécessaire à sa subsistance et à celle des siens. Aussi — et comment s'en étonner — l'agriculture végète. Cette terreur de l'impôt qui entraîne un manque de goût pour le labeur, est-ce là une condition favorable aux progrès techniques ou au progrès tout court de la culture ? Les hommes et les capitaux se détournent de la terre : on sait qu'un fisc rapace et besogneux dispute sans cesse au paysan son maigre avoir. Réduit à la portion congrue, celui-ci voit par surcroît diminuer ses forces physiques — et partant décroître son rendement (3). — Seuls restent accrochés à la glèbe ceux qui sont trop misérables pour abandonner la campagne.

Ainsi pour Fénelon, la misère des paysans prépare la misère du Souverain. S'il leur arrive un jour de manquer de pain, le Roi est sûr de manquer d'argent (4).

(1) Voir le récit célèbre de Rousseau dans *Les Confessions* : Première partie, Livre IV.

(2) *Histoire des Classes agricoles en France*, page 419 et suiv.

(3) *Télémaque* : Livre X, page 212.

(4) *Lettre à Louis XIV* : Tome III, page 427.

En outre le taux de l'impôt est trop élevé, d'autant plus élevé que le nombre de ceux qui arrivent à s'y soustraire est considérable. A côté des privilèges, en effet, sévissent les fraudes : les plus riches en soudoyant les répartiteurs arrivent à ne point payer la taille ou à payer moins que ce qu'ils doivent en réalité.

Par ailleurs Fénelon estime que le nombre des impositions est trop grand. Et il veut que soient supprimées les dîmes royales et la Capitation, qui alourdissent encore le fardeau déjà si pesant de la taille pour les paysans (1).

Pour notre auteur, si l'on veut voir reflourir l'agriculture et renaître la prospérité, une réforme du système fiscal s'impose, qui aura pour but de soulager le paysan (2). Sur ce point Vauban et Boisguillebert se trouvent également d'accord, mais tandis que ces théoriciens proposent un système plus ou moins complet et plus ou moins cohérent destiné à remplacer ou à améliorer les vieilles impositions, Fénelon se borne à émettre certains principes qu'il estime plus rationnels, plus économiques, mieux adaptés aux circonstances présentes, et qu'il voudrait voir substituer aux vieilles idées fiscales.

Fénelon prend soin tout d'abord de préciser qu'il ne s'agit pas de supprimer l'impôt, mais de le mieux aménager. L'impôt, en effet, est une nécessité. Le gouvernement d'un Etat, soit en temps de guerre, soit en temps

(1) *Plans de Gouvernement* : Tome III, page 431.

(2) *Télémaque* : Livre XVI, page 311.

de paix, exige des frais énormes. Il est naturel alors d'accorder au Souverain le pouvoir de lever des impôts. Mais le Prince ne peut user de cette faculté que dans la mesure où le bien public le demande, — partant il n'a pas le droit de détourner de leur véritable et naturelle destination le produit des contributions versées par les citoyens. Il le doit obligatoirement employer aux besoins réels de l'Etat et ne point dilapider les ressources publiques en des dépenses qui n'intéressent que lui. Ainsi se trouve fixé le but financier de l'impôt qui n'a d'autre mission que d'alimenter le Trésor en vue des charges publiques.

Ceci entendu, Monsieur de Cambrai pose le principe que l'impôt doit être « mesuré sur la richesse naturelle du pays » (1), et proportionné à la fortune totale de la nation. Son montant ne doit pas être arrêté à la légère : le Prince ne peut pas dépasser une certaine marge au-delà de laquelle l'impôt joue à la manière d'un frein de l'activité économique du pays. Il doit « craindre de trop charger ses sujets » (2). C'est un mauvais calcul que de vouloir tirer toujours le plus possible du peuple, et c'est compromettre les recettes futures que d'exiger du contribuable plus qu'il ne peut raisonnablement donner. La sagesse et la prudence s'imposent au Prince, s'il ne veut pas risquer d'anéantir la matière imposable. La méconnaissance de ces idées entraînerait, pour le Souve-

(1) *Plans de Gouvernement*, Tome III, page 431.

(2) *Télémaque* : Passim. *Examen de Conscience*, T. III, p. 338.

rain, la triste obligation de faire l'aumône à son peuple, alors même qu'il voudrait lui demander de l'argent. Pour savoir ce que la nation peut acquitter sans s'en trouver gênée, il importe que le monarque s'entoure de nombreux avis, se renseigne méticuleusement sur l'état de la richesse nationale et suppute, avant de rien décider, les capacités contributives du pays. « Avez-vous consulté les personnes les plus habiles et les mieux intentionnées qui peuvent vous instruire de l'état des provinces, de la culture des terres, de la fertilité des années dernières, de l'état du commerce, etc..., pour savoir ce que le pays peut acquitter sans en souffrir ?... Avez-vous réglé la-dessus les impôts de chaque année ? » (1). Fénelon fait remarquer que cette méthode est d'autant plus nécessaire que le Prince lève les impôts de plein droit, alors que jadis une autorisation spéciale de l'Assemblée de la nation était requise, autorisation qui pouvait très bien être refusée, si l'impôt semblait inopportun aux députés des Etats Généraux.

En second lieu, Fénelon réclame ardemment la suppression des privilèges fiscaux. Toutes les classes de la nation — et dans chaque classe tous les citoyens — doivent payer l'impôt. Sans doute, notre auteur admet la survivance ou la création de certains privilèges au bénéfice de la noblesse et du clergé. C'est ainsi que dans les *Plans de Gouvernement*, les ecclésiastiques jouissent d'une en-

(1) *Examen de Conscience*, Tome III, page 339 .

tière indépendance à l'égard du pouvoir civil, c'est ainsi que certaines prérogatives politiques sont réservées aux membres de la haute noblesse, c'est ainsi enfin que l'accès par préférence à toutes les charges est accordé au commun des gentilshommes. Mais ces privilèges demeurent purement honorifiques et ne permettent pas à leurs titulaires d'échapper aux emprises du fisc. Il fallait un beau courage pour oser s'attaquer à ces privilèges, auxquels étaient fort attachés leurs possesseurs. Vauban en fit la triste expérience. Lui aussi, dans la *Dîme Royale*, avait dénoncé comme un grand mal l'abus des exemptions, et il paya sa témérité de la disgrâce (1).

Par ailleurs, Fénelon dégage le principe de l'égalité proportionnelle en matière d'impôt, en écrivant que « les ecclésiastiques doivent contribuer aux charges de l'Etat par leurs revenus » (2). Déjà, Vauban, dans la *Dîme*, déclare « qu'il existe une obligation naturelle aux sujets de toute condition de contribuer à proportion de leurs revenus ou de leur industrie sans qu'aucun d'eux puisse s'en raisonnablement dispenser » (3). Il est plus précis et plus général que Fénelon. Cependant, on peut dire

(1) « Rien n'est donc si injuste que d'exempter de cette contribution ceux qui sont le plus en état de la payer, pour en rejeter le fardeau sur les moins accomodés, qui succombent sous le faix, lequel serait d'ailleurs très léger, s'il était porté par tous à proportion des forces d'un chacun ; d'où il suit que toute exemption à cet égard est un désordre qui doit être corrigé. *Dîme Royale*, p. 57.

(2) *Plans de Gouvernement*, Tome III, page 433.

(3) *Dîme Royale*, page 48.

que celui-ci a vu nettement qu'un régime fiscal, pour n'être pas fondé sur l'arbitraire, ne doit pas négliger ces deux règles essentielles d'universalité et de proportionnalité. Adam Smith en fera plus tard la première de ses quatre maximes qui sont devenues des axiomes fiscaux : « Les sujets de chaque état doivent contribuer aux dépenses du Gouvernement autant que possible en raison de leurs facultés respectives, c'est-à-dire en proportion du revenu dont ils jouissent respectivement sous la protection de l'Etat » (1).

Enfin, Fénelon demande la suppression du système tant décrié à cette époque de la Ferme. La précarité, l'incertitude et l'irrégularité des ressources fiscales d'une part, les continuel besoins d'argent d'autre part, avaient permis aux financiers de se croire et de se rendre indispensables. Peu à peu, on s'était accoutumé à avoir recours à eux pour se procurer de l'argent : ils négociaient les emprunts, procédaient à la levée des impôts et avançaient des subsides au Roi. En échange de quoi ils exigeaient des remises si considérables qu'en définitive une très faible partie des sommes versées par les contribuables tombaient dans les caisses royales. C'était là une situation intolérable, et Colbert, au début de son administration, entreprit de lutter contre eux. Ainsi il fit rendre un arrêt de conseil qui établissait la peine de mort contre ceux qui avanceraient de l'argent sur de nouveaux impôts. Mais les difficultés

(1) *Richesse des Nations*, Livre V. Tome IV, chap. II, page 305.

financières qu'il rencontra furent telles qu'il fut contraint d'appeler à son aide ceux qu'il voulait d'abord anéantir : il voulait en effet que l'Etat put compter sur des revenus certains. Or, seuls, pensait-il, les traitants étaient en mesure de les lui fournir. Cependant, il estimait insupportables certains abus, et il diminua le taux des remises qui leur étaient accordées. En outre, il décida, à la fois pour éviter des collusions frauduleuses entre les agents du Gouvernement et les traitants et pour que les fermes rapportent davantage, qu'elles ne seraient plus attribuées à la faveur, mais adjudgées aux enchères publiques. Cette décision était d'ailleurs assez néfaste pour le peuple car elle accroissait la somme déjà si grande de ses souffrances. C'était sur lui, en définitive, que finissait par retomber l'élévation du prix des fermes. Après Colbert, l'activité ruineuse des financiers s'exerce de plus belle. Plus que jamais, le peuple est le misérable serf de ces traitants que le Roi est obligé de ménager. Aussi leur impudente insolence s'accroît-elle de jour en jour, et leurs concussions, leurs exactions et leurs vexations se multiplient. L'honnête Vauban s'indigne contre ces sangsues de l'Etat « dont le nombre serait suffisant pour remplir les galères, mais qui après mille friponneries punissables, marchent la tête haute dans Paris, parés des dépouilles de leurs concitoyens avec autant d'orgueil que s'ils avaient sauvé l'Etat » (1). De même Boisguillebert n'épargne pas

(1) *Dîme Royale*, page 144.

ses sarcasmes à ces partisans, chimistes suspects qui « mettent tous les biens dans un alambic et en font évaporer en fumée 19 parts sur 20, et de cette vingtième en donnant une partie au prince, ils croient non seulement s'être bien acquittés de leur tâche, mais même que ce sont eux qui font subsister son état, et que sans ce précieux secours, tout serait perdu » (1). Aussi prêche Fénelon, « plus de financiers » (2) qui éternisent les impôts ruineux, se font une règle de l'arbitraire et saignent les sujets sans profit pour le Roi. A « l'ordre des financiers », il propose de substituer « l'ordre des états, toujours plus soulageant » (3). En conséquence, il voudrait que disparaissent les cinq grosses Fermes et que l'impôt sur le sel soit organisé sans gabelle. Mais ces réformes qu'il projette dans les *Plans de Gouvernement*, durent aux circonstances (la mort du Duc de Bourgogne) ne pas être appliquées. La gabelle et les financiers subsisteront jusqu'à la fin de l'ancien régime, et ce n'est qu'aux premiers jours de la Révolution que succombera la Ferme.

Dans quel but sont accrues sans cesse les charges publiques ? On appauvrit la France entière, répond Fénelon, « pour introduire à la Cour un luxe incurable et

(1) Voir également *Détail de la France*, p. 233 in fine et 234. *Factum de la France* : « Mais en France, un Traitant ne se soucie guère que tout périsse après lui, pourvu qu'il fasse sa fortune ». page 274.

(2) *Plans de Gouvernement*, Tome III, page 431.

(3) *Plans de Gouvernement*, Tome III, page 431.

monstrueux » (1). Nous laissons provisoirement dans l'ombre cette question que nous traitons dans un chapitre spécial consacré au luxe. En outre, notre auteur attribue à l'ambition politique de Louis XIV, à sa soif insatiable de conquêtes l'aggravation des charges fiscales. Il faut alimenter la guerre, et nous l'avons montré, celui qui fournit le plus clair des revenus du Roi, c'est le paysan, éternelle vache à lait sous la monarchie absolue.

Par ailleurs, la guerre est néfaste en elle-même pour l'agriculture. En premier lieu, elle tue beaucoup de monde. Il faut combler les vides de l'armée. Sans doute, à cette époque, elle se compose principalement de mercenaires, et en principe, les enrôlements sont libres. Mais la réalité est parfois différente. « N'avez-vous point toléré, demande Fénelon, des enrôlements qui ne fussent pas véritablement libres » (2). L'enrôlement volontaire se mue souvent en effet en recrutement forcé. Monsieur de Cambrai s'élève contre l'arbitraire introduit en pareille matière. « Laisser prendre des hommes sans choix et malgré eux, faire languir et souvent périr toute une famille abandonnée par son chef, c'est arracher le laboureur de sa charrue..., c'est ce que rien ne peut excuser, ni devant Dieu ni devant les hommes » (3). Les physiocrates, plus tard, condamneront le service militaire comme une at-

(1) *Lettre à Louis XIV*, Tome III, page 426.

(2) *Examen de Conscience*, Tome III, page 340.

(3) *Examen de Conscience*, Tome III, page 341.

teinte à la liberté. Fénelon pense d'ailleurs que les citoyens doivent défendre l'Etat, mais seulement en cas de guerre juste et nécessaire. Est-ce à dire que si le citoyen estime injuste ou inutile le conflit qui met aux prises son souverain avec un souverain voisin, il puisse se récuser ? Fénelon est-il un lointain ancêtre et un précurseur des objecteurs de conscience ? Quoi qu'il en soit, pour en faire des soldats, le Prince ne doit choisir que des jeunes gens, « dont l'absence ne nuirait en rien ni au labourage, ni au commerce, ni aux autres arts nécessaires et qui n'ont point de famille à nourrir » (1).

Non contente d'arracher les hommes à la terre, l'autorité militaire, en second lieu, privent ceux qui restent des moyens de culture rudimentaires qu'ils possèdent. On réquisitionne les chariots, on tue les chevaux des paysans, et ainsi on détruit « le labourage pour les années prochaines » (2), et on ne « laisse aucune espérance pour ne laisser vivre ni le peuple, ni les troupes » (3). Celles-ci, tant ennemies qu'amies, dévastent tour à tour les territoires qu'elles traversent.

Pilleries et friponneries des soudards, exactions des gabelous, brutalités et injustices des collecteurs concourent à accroître la détresse des cultivateurs.

(1) *Examen de Conscience*, Tome III, page 340.

(2) *Mémoire sur la situation déplorable de la France en 1710*, Tome III, page 405.

(3) *Mémoire sur la situation déplorable de la France en 1710*, Tome III, page 405.

Notre auteur estime qu'il ne suffit pas de jeter à bas les vieilles doctrines économiques, de modifier le système fiscal, de déclarer la guerre à la guerre, si l'on veut ranimer l'agriculture agonisante. Il lui faut en outre et surtout un encouragement moral. Et Monsieur de Cambrai tente de réformer un préjugé tenace qui s'est implanté dans la société. On pense couramment que la culture de la terre constitue le métier le plus servile. L'origine de cette idée remonte au moyen âge où, si l'on considérait la possession de la terre comme un titre de puissance, on méprisait grandement ceux qui la travaillaient. Avec le temps, ce mépris s'accroît, et comme le soin d'acquitter le plus fort de la taille est dévolu au paysan, en réaction, le fait de payer la taille devient la marque d'une condition sociale inférieure. Fénelon veut lutter contre cette tendance des esprits, car ce qu'on appelle la lie du peuple, est en réalité sa partie la plus utile. Aussi proclame-t-il que le travail de la terre est honorable et il souhaite que soit rehaussée la profession d'agriculteur, de telle sorte que bientôt il ne soit pas « moins beau de cultiver l'héritage reçu des ancêtres pendant une heureuse paix que de l'avoir défendu généreusement pendant les troubles de la guerre » (1).

Fénelon souligne ensuite la nécessité d'accroître le capital d'exploitation sous la forme d'achats ou d'élevage de bestiaux : le travail humain n'est pas le seul utile à

(1) *Télémaque*, Livre X, page 215.

l'agriculture. Il faut encore faire appel au travail des animaux. « Ayez des troupeaux innombrables », recommande notre auteur (1), car « les grands troupeaux (font) fleurir l'agriculture » (2), en permettant, en facilitant et en perfectionnant le labourage. On conçoit l'importance des animaux de trait et de labour à une époque où l'on ne connaissait encore que la traction animale. Aussi Fénelon insiste-t-il sur la question du cheptel vif, mais il considère surtout les bestiaux en tant que producteurs d'engrais destinés à développer la fertilité du sol. « Les troupeaux servent à engraisser la campagne » (3). Et notre auteur voudrait voir se multiplier à l'infini les troupeaux de grosses bêtes et de petits animaux.

En outre, l'élevage permettra d'alimenter certaines industries comme celles de la laine ou du lait (4).

Pour améliorer la qualité du bétail, pour en accroître la quantité, Fénelon préconise l'importation de bons reproducteurs étrangers. Ce sujet retient d'autant plus son attention que tout le monde se plaint en France, à la fin du grand règne, de l'insuffisance du bétail. Les guerres de Louis XIV avaient coûté à peu près 500.000 chevaux. De multiples bêtes à cornes avaient disparu. Colbert déjà s'était ému de la pénurie des animaux de ferme, et s'était efforcé d'y remédier par toute une série de mesu-

(1) *Télémaque*, Livre XIV, page 309.

(2) *Télémaque*, Livre V, page 97.

(3) *Télémaque*, Livre X, page 218.

(4) *Télémaque*, Livre XIV, page 309.

res. C'est ainsi qu'en 1665, il crée les haras royaux. Un peu plus tard, il fait venir d'Angleterre et de Ségovie des béliers de choix. Dans le but de rétablir la culture des terres et de les améliorer par des engrais, un règlement sur les tailles du 12 janvier 1663 défendit la saisie des bêtes de labour. Cette défense est étendue, en 1664, au 4/5 des bestiaux composant le cheptel ; l'ordonnance sur la procédure civile prohibe définitivement la saisie des bestiaux de labour et commande de laisser sur le nombre des bestiaux saisissables une vache, trois brebis, deux chèvres, précaution généreuse que le Code Civil s'est approprié (1).

A l'exemple de nombreux auteurs, Fénelon considère le droit de chasse comme une protection de l'agriculture, car il permet la destruction des animaux nuisibles aux cultures. Aussi il demande, dans ses *Plans*, aux Etats Provinciaux, de multiplier les capitaineries dans les grands pays de chasse « à cause du trop de bêtes fauves, de lièvres, etc..., qui gâtent les grains, vignes, prés, etc... » (2), et de conserver aux seigneurs leur droit de chasse. Mais sa sollicitude pour l'agriculture l'aveugle, et il ne semble pas se rendre compte que le remède est pire que le mal. Tout d'abord l'étendue des terrains

(1) Article 592 du Code d'Instruction civile : « Ne pourront être saisis :

8) Enfin une vache, ou trois brebis, ou deux chèvres au choix du saisi, avec les pailles, fourrages et grains nécessaires pour la litière et la nourriture des dits animaux pendant un mois. »

(2) *Plans de Gouvernement*. Tome III, page 432.

soumis au régime des capitaineries est considérable, et ce sont là, on peut le dire, autant de terrains perdus pour la culture. En second lieu, les capitaineries qui ont pour mission de détruire les animaux nuisibles se soucient davantage de leur conservation : à la fin de l'ancien régime, le gibier pullule. Il est devenu le tyran du paysan et il dévaste de grands espaces à l'entour des capitaineries. Quant au droit de chasse, il n'a plus vraiment à ce moment le caractère d'un droit de protection : il est plutôt un droit de dévastation.

Fénelon fait une très discrète, — nous serions tentés d'écrire une trop discrète — allusion au grand problème du commerce des grains. Dans sa *Lettre à Louis XIV*, il signale d'un mot certaines conséquences résultant d'une législation économique qui liait bras et jambes aux producteurs de céréales. Il note la colère du peuple et ses réactions parfois brutales contre la cherté du pain (1). Il effleure également la question dans ses *Plans de Gouvernement* où il demande au Roi de permettre à la France d'écouler « librement ses grains, ses vins, ses huiles,

(1) *Lettre à Louis XIV*, Tome III, page 427 : « Les émotions populaires qui étaient inconnues depuis si longtemps deviennent fréquentes. » Dans un mémoire sur la *Situation déplorable de la France en 1710*, Tome III, page 405, on trouve encore ces phrases éloquentes : « Les intendants font malgré eux, presque autant de ravages que les maraudeurs. Ils enlèvent jusqu'aux *Dépôts publics* : Ils déplorent publiquement la honteuse nécessité qui les y réduit; ils avouent qu'ils ne sauraient tenir les parcs qu'on leur a fait donner. »

etc... » (1). Mais il n'insiste pas davantage. Or, son silence surprend. Comment peut-il laisser dans l'ombre les difficultés soulevées par la vente des grains, alors que tous les auteurs sont d'accord pour attribuer aux entraves mises au commerce du blé une grande partie de la misère paysanne et de la détresse de l'agriculture dans les deux siècles qui virent s'effondrer l'ancien régime.

Depuis longtemps, le sentiment populaire voyait dans la liberté du commerce des blés une cause de disette. On estimait nécessaire une intervention de l'Etat pour maintenir l'abondance dans le royaume. L'origine de cette conception — ou ce préjugé — remontait au moyen âge où de terribles famines désolaient fréquemment le pays et décimaient la population. Pour lutter contre elles, on eut alors recours au système dit « pourvoyeur », qui faisait le Souverain maître de la police des subsistances, et lui permettait, par des mesures plus ou moins arbitraires, d'approvisionner le pays à quelque prix que ce fut. Une législation spéciale s'élabora lentement. Elle comportait des défenses et des obligations. C'est ainsi que les paysans furent tenus d'emblaver une partie des terres cultivées ; les négociants se virent interdire, pour éviter des accaparements, toute société ayant pour objet le commerce du blé. Cette même raison déterminait le législateur à contraindre le fermier et le cultivateur à vendre leurs produits dans l'année qui suivait celle de la ré-

(1) *Plans de Gouvernement, Tome III, page 435.*

colte. Des greniers publics furent créés dans quelques grandes villes, qui gardaient en réserve des stocks importants en prévision des mauvaises années. Enfin, si les importations restaient libres, au contraire les exportations nécessitaient une autorisation spéciale. Dans le préambule de l'Edit du 4 mars 1595, qui n'est en somme qu'une longue paraphrase du vieux dicton « Charité bien ordonnée... », Henri IV commence par rendre hommage au principe de la liberté du commerce des blés. Après quoi, il déclare : « Si sous prétexte de la liberté du trafic, nous permettons la continuation des traites et transports des blés et autres grains et légumes en pays étrangers, il serait à craindre que, pensant à aider autrui, notre royaume n'en demeurât tellement dégarni que nos sujets, après avoir languì sous le faix de tant de sortes de misères et calamiteuses afflictions, que les guerres civiles leur ont engendrées pendant une si longue suite d'années, ne vinssent à tomber en une extrême disette et famine insupportables ».

Colbert recueille ce système avec empressement pour un double motif : les premières années de son administration coïncident avec des famines qui rappellent les famines moyennâgeuses. Les mêmes craintes qui hantèrent ses prédécesseurs, le font recourir à des procédés analogues pour combattre les disettes. Une légère nuance les sépare cependant. Tandis que le prix des blés leur importe peu, Colbert veut réaliser l'abondance par le bas

prix. En second lieu, Colbert est d'autant plus porté à accepter tout ou partie de cette législation qu'elle favorise en définitive l'essor de l'industrie. En effet les subsistances étant à bas prix, les ouvriers seront moins exigeants pour leurs salaires. Or le salaire est un élément du prix de revient, et la quantité des exportations dépend au moins autant du prix de revient que de la qualité de l'article exporté.

Aussi Colbert organise-t-il à son tour des greniers publics alimentés par des blés nationaux et étrangers. D'une part, ceux-ci ont pour mission de venir en aide aux populations. D'autre part, ils doivent prévenir la cherté en jetant sur le marché une partie de leurs stocks toutes les fois que le blé manifestera une tendance à la hausse. L'obligation de porter leurs récoltes au marché est imposée aux fermiers. Défense est faite d'enharer les grains en vert, et d'en acheter directement aux cultivateurs. Des précautions multiples sont prises pour que, au marché, les gros acheteurs et les boulangers ne s'approvisionnent qu'après les particuliers qui pétrissent et font cuire leur pain eux-mêmes. En outre, Colbert s'efforce de développer la culture du blé en déclarant la guerre à la vigne ; pour y semer des céréales, on arrache des plants de vigne dans plusieurs pays. Boisguillebert et Vauban critiquent indirectement cette politique quand ils font remarquer que le même sol ne peut produire indistinctement et des rai-

sins dorés et des grains blonds (1). Enfin, et surtout, Colbert parfait la vieille politique douanière. Comme jadis, il autorise les importations moyennant des taxes en général peu élevées, tandis qu'il ne permet les exportations que très exceptionnellement. Avant de les permettre, il examine minutieusement les rapports qui lui parviennent des provinces, et ce n'est que si la production nationale s'annonce comme devant être supérieure à la consommation nationale, qu'il entr'ouvre, pour un temps limité, les portes du royaume aux acheteurs étrangers.

Malgré les précautions prises, — plus exactement à cause d'elles, — l'abondance des blés reste un mythe. Et Boisguillebert dénonce énergiquement la faillite du système et proclame la pauvreté de la doctrine économique appliquée par Colbert et ses devanciers. L'auteur du *Factum* soutient et démontre que le système pourvoyeur, loin de protéger contre la disette, y conduit sûrement et ruine non seulement l'agriculture, mais le pays tout entier. Comment cela ? Le prix du blé, dit-il, est un baromètre que le paysan consulte fréquemment pour savoir si la culture du blé est suffisamment rémunératrice. Or

(1) Vauban et Boisguillebert font pareille remarque à propos des aides et de ses effets désastreux sur la circulation et la consommation des produits. Boisguillebert écrit notamment dans le *Détail de la France*, p. 188 : « Et c'est dans ce même canton qu'il y a eu des arpents de vignes vendus des mille livres (ainsi qu'on l'a dit), et depuis entièrement abandonnés, le terroir ordinairement caillouteux n'étant bon à rien, après que la vigne est arrachée. »

si à une époque donnée, l'exportation des blés est interdite alors que la récolte s'annonce comme particulièrement florissante, que se passe-t-il ? L'abondance ou la crainte de l'abondance déterminent une baisse des prix, l'offre l'emportant de beaucoup sur la demande. La situation en se prolongeant, provoque l'effondrement des cours, de façon telle que les frais de culture sont supérieurs au prix de vente. Le paysan ne peut plus vendre qu'à perte. En conséquence, il se ruine. À son tour, le maître du laboureur est contraint de réduire sa dépense. Ceux qui lui fournissaient ce superflu auquel il est obligé de renoncer, vont pâtir de son attitude nouvelle. La misère gagne la nation de proche en proche. Le laboureur découragé passe d'un extrême à l'autre et néglige complètement les terres médiocres ou mauvaises pour n'ensemencer que les plus fertiles. La récolte suivante se révèle alors déficitaire. Les prix remontent. Or, le haut prix est l'indice de la disette, « et cette disette provient d'un état antérieur dans lequel le prix était trop bas à cause de la trop grande abondance de blé » (1). Ainsi la disette a sa source dans la législation du commerce des grains. On n'évitera l'abandon de la terre qu'à la condition d'assurer au paysan un prix raisonnable qui lui permette de rentrer dans ses débours et de percevoir un certain bénéfice. Seule, la liberté peut produire ce résultat. Le jeu normal des importations et des exporta-

(1) *Traité des Grains*, page 346.

tions stabilisera le prix des blés à un taux qui autorisera une culture intéressante de la terre. L'exportation aura en outre l'avantage de rendre la balance du commerce de la France favorable « à l'égard des étrangers en les rendant redevables, de créanciers qu'ils étaient auparavant, ainsi qu'il est constant » (1). En effet, dans les bonnes années la production finissait par égaler à peu près la consommation nationale. Mais les bonnes années étaient très rares. La plupart du temps, la France était obligée d'avoir recours à l'étranger, et elle subissait dangereusement à cet égard la tutelle de ses voisins.

En conclusion, pour Boisguillebert, les mesures dites prudentes aboutissent exactement au contraire de ce à quoi elles tendent. Aussi on n'a « qu'à laisser agir la nature en ce qui concerne les blés » (2). C'est également l'opinion de Vauban. Mais il faut attendre Turgot et la Constituante pour que l'on consente à se débarrasser enfin des vieux préjugés.

Aux yeux de Fénelon donc, sacrifier l'agriculture, c'est sacrifier le pays. Aussi sa réaction contre le colbertisme est-elle frémissante. Dans la tradition agrarienne de la France, il constitue un trait-d'union entre le vieux mercantiliste Sully qui affirme que « le labourage et le pâturage sont les deux mamelles de la République et les

(1) *Traité des Grains*, page 347.

(2) *Traité des Grains*, page 363.

vrais mines et trésors du Pérou » (1), et Quesnay qui érige en dogme ces propositions : « La terre est la seule source de richesses, et c'est l'agriculture qui les multiplie » (2). Mais Fénélon est cependant plus près du second que du premier : par ses attaques virulentes contre la fausse conception de la richesse qui est celle de ses devanciers, par ses éloges réitérés de l'agriculture, Monsieur de Cambrai prépare et annonce l'avènement des Economistes. Peut-être même pressent-il la notion du produit net, quand il écrit que la terre est inépuisable, et qu'elle rend au centuple à l'homme ce qu'il a incorporé dans son sein, sous forme d'avances quelconques et surtout de travail. Cette hypothèse, nous ne l'avançons que bien timidement. D'autant plus que nous pensons qu'il existe entre le précepteur du Duc de Bourgogne et le médecin de Louis-le-Bien-Aimé une différence essentielle. Quesnay accorde la première place à l'agriculture parce qu'elle seule laisse un produit net, une nouvelle richesse matérielle, tandis que Fénélon la loue surtout parce qu'elle permet la production de biens capables de satisfaire directement les besoins essentiels de l'existence.

(1) *Economies Royales*, page 96. Montchrétien, quoique industrialiste, fait également un éloge enflammé de l'agriculture : « Certes, l'art de l'agriculture est excellent entre tous. Aussi l'appelaient les anciens saint et sacré. » (*Traité d'Ec. pol.*, p. 56) : « On peut dire que les laboureurs sont les pieds de l'Etat, car ils le soutiennent et portent tout le faix du corps », page 63.

(2) Voir également Mercier de la Rivière : *Ordre naturel et essentiel des Sociétés*, ch. VI, page 492 : « Toute richesse provient de la terre. »

C'est plus spécialement l'utilité des fruits de la terre qui retient l'attention de notre auteur, et non pas comme Quesnay le fait qu'elle restitue les avances effectuées augmentées d'un produit qui constitue une richesse nouvelle (1).

Quoi qu'il en soit de ce point, Fénelon estime que le Souverain doit « ramener les hommes à l'agriculture, honorer cet art, soulager ceux qui s'y appliquent, et ne point souffrir que les hommes vivent oisifs ni occupés à des arts qui entretiennent le luxe et la mollesse » (2). Ainsi, il ne se contente pas seulement de vouloir redresser la branche, selon l'expression d'Adam Smith, il veut encore la courber dans l'autre sens, et tandis que Colbert attelle l'agriculture à la remorque de l'industrie, ou mieux fait de l'agriculture le marchepied de l'industrie, l'économiste et le moraliste sont d'accord en Fénelon pour vouer la manufacture aux gémonies. En effet, à la fin du XVII^e siècle, la plupart des industries sont des industries de luxe qui ont pour mission de multiplier et de satisfaire ces besoins superflus que la nature ignore. En réclamant des lois somptuaires (voir le chapitre consacré au luxe), Monsieur de Cambrai signe leur arrêt de mort. Les seu-

(1) Un produit et non un gain : le laboureur récolte plus qu'il n'a semé, tandis que tout autre travailleur déplace, échange ou transforme la richesse, mais n'en crée pas. Le laboureur accroît la somme générale de matières au contraire du commerçant ou de l'industriel qui réalisent par leurs opérations un bénéfice net et non pas un produit net.

(2) *Télémaque*, Livre XVI, page 311.

les industries sur lesquelles il s'arrête un fugitif instant sont les industries d'utilité première. D'un mot, sans insister outre mesure, il réclame pour elles quelques timides encouragements (1). Il précise cependant qu'il faut, en cette matière comme en matière commerciale, laisser jouer la libre concurrence.

(1) *Télémaque*, Livre III, page 74 : « s'ils négligeaient leurs manufactures et s'ils cessaient de faire les grandes avances qui sont nécessaires pour rendre leurs marchandises parfaites, chacune dans son genre, vous verriez tomber bientôt cette grande puissance que vous admirez. »

CHAPITRE IV

Les idées de Fénelon sur le commerce

Fénelon n'accorde pas moins d'intérêt au commerce qu'à l'agriculture, et à maintes reprises, il affirme la nécessité d'encourager « l'utile commerce », dont on peut écrire que le sort, à ses yeux, est étroitement lié à celui de l'agriculture. S'il ne dit pas aussi nettement que Boisguillebert, que « le commerce est une suite nécessaire du labourage » (1), du moins il laisse entendre que le commerce, pour subsister et se développer, exige le labeur du paysan qui profite à son tour de l'industrie du commerçant, et il estime qu'il faut, en raison de la dépen-

(1) *Détail de la France*, page 169.

dance étroite dans laquelle se trouvent ces deux modes de l'activité économique, encourager le commerce autant que l'agriculture.

Aussi bien d'ailleurs, la situation du commerce est également assez précaire. Et dans la *Lettre* fameuse, Fénelon signale le marasme des affaires, marasme qu'il explique d'abord par cette cause générale qui détermine le malaise économique de la France à cette époque : la guerre qui ralentit ou empêche les transactions.

Mais en outre, notre auteur attribue la misère du commerce à cette même raison qui permet de comprendre en partie la détresse de l'agriculture : la fiscalité exagérée et aveugle. Il s'agit ici plus spécialement des impôts indirects, — les aides en particulier, — à propos desquels Boisguillebert écrit : « Il ne faut pas consulter l'oracle pour savoir que c'est à de pareilles matières que la France est redevable de sa ruine » (1). M. de Cambrai, beaucoup plus vague, se borne à réprouver cette politique qui consiste à créer au gré des circonstances des impôts nouveaux et à multiplier des taxes qui freinent le mouvement commercial, sapent les initiatives et découragent la bonne volonté des commerçants. « Il (le Roi) établit de nouveaux impôts... ainsi le commerce languit » (2). Par ailleurs, sans revenir sur cette question des impôts que nous avons déjà traitée au chapitre pré-

(1) Voir *Détail de la France*, ch. IX, page 183 et suiv., et *Factum*, ch. X, page 209 et suiv.

(2) *Télémaque*, Livre III, page 75.

cédent, signalons une fois de plus que Fénelon s'en prend au tarif exorbitant des impositions déjà existantes : il voudrait que le Prince se montrât moins avide pour qu'il y ait « un grand commerce de denrées bonnes et abondantes... et d'ouvrages faits par les bons ouvriers » (1).

Mais Fénelon rattache principalement la décadence du commerce à la mauvaise conception qu'on s'est faite jusqu'alors avec Colbert et ses successeurs, du rôle de l'Etat en cette matière : à savoir le droit, et non seulement le droit, mais le devoir pour l'Etat de prendre en mains la police du négoce, et de le diriger au mieux des intérêts du Souverain considéré comme son représentant.

Notre auteur n'émet pas vraiment une théorie du commerce, mais tant pour le commerce extérieur que pour le commerce intérieur, il pose le principe de la liberté, et dans les *Plans de Gouvernement* (§ VII) sous la rubrique « commerce », les premiers mots qui apparaissent, sont « liberté du commerce » (2). L'idée qu'ils expriment est-elle subversive pour l'époque ? Certes non, en tout cas beaucoup moins qu'on ne pourrait le penser. Ils affirment simplement une aspiration générale de ce temps, une aspiration que l'on trouve traduite dans les écrits des négociants et des industriels, et dans les mémoires des intendants qui rapportent les plaintes de leurs admi-

(1) *Plans de Gouvernement*, Tome III, page 435.

(2) *Plans de Gouvernement*, Tome III, page 435.

nistrés avides de grand air et d'espace. C'est ainsi que Casaux du Hallay, député de Nantes, dit notamment : « Il est de l'intérêt du Roi de laisser la liberté... Toute la France respire cette liberté. Elle relèverait le courage des négociants et les revenus du Roi à un point qu'on en serait surpris » (1). Et, en réalité, l'originalité de Fénelon consiste moins à vanter les mérites de la liberté qu'à en prévoir et en réclamer dans ses *Plans* l'application effective tant à l'intérieur du pays que dans les relations avec l'étranger : Colbert lui-même affirmait en effet la nécessité d'un libre commerce. Lui aussi rendait hommage au principe libéral : « Je suis contraire, écrit-il dans une lettre datée du 24 juin 1669, à tout ce qui peut gêner le commerce qui doit être extrêmement libre ». Mais il corrigeait ce que cette déclaration avait de trop absolu, en ajoutant que dans le cas où la sécurité aurait à souffrir de la liberté, il se reconnaissait le droit de sacrifier la seconde à la première. Qu'il crut cependant à l'importance de la liberté, ses réformes pour abolir les barrières intérieures le prouvent. A cet égard ses réformes furent de deux sortes. D'une part, il s'efforça d'apporter quelque ordre dans le chaos des droits qui taxaient les marchandises et qui variaient de région à région. D'autre part, il tenta d'en supprimer le plus grand nombre. Ainsi un Edit de septembre 1664 abroge les droits les plus onéreux, et d'une façon générale les droits d'en-

(1) Lavissee : *Histoire de France*, Tome VIII, 1^{re} Partie, page 216.

trée et de sortie se trouvèrent réduits. Un certain nombre de provinces se groupèrent sous cette réglementation: la Normandie, la Picardie, la Champagne, la Bourgogne, la Bresse, le Bugey, le Bourbonnais, le Poitou, l'Aunis, l'Anjou et le Maine, et on les appela les « Provinces des cinq grosses fermes » parce que la perception des droits et des taxes était confiée à des fermiers (1). Un tarif de 1667 enferma dans une seconde catégorie le Limousin, l'Auvergne, le Dauphiné, la Provence, l'Armagnac, le Languedoc, le Bordelais et la Saintonge qui furent désignés sous le nom de « Provinces réputées étrangères », et pour lesquelles les droits demeuraient supérieurs à ceux des provinces des cinq grosses fermes. Quant aux provinces nouvellement acquises, la Lorraine, l'Alsace, les Trois évêchés, auxquels il faut adjoindre le pays de Gex, Bayonne, la haute ville de Dunkerque, Marseille et son territoire, enfin Avignon, elles constituèrent les « Provinces à l'instar de l'Etranger effectif » qui avaient le droit d'importer librement de l'étranger et n'acquittaient de droits que sur les marchandises françaises. Malgré les efforts de Colbert, les entraves au commerce restent grandes. Parfois des droits continuent à être perçus en fait, alors que des Edits les ont supprimés. Ainsi une balle de marchandises qui n'aurait dû payer que dix écus en paie très souvent trente et quarante. Malgré le tarif de 1664, les fermiers généraux ont, par exemple, toujours fait percevoir « »

(1) *Lettres, Inst. et Mém. de Colbert*, Tome II, p. 2. Appendice n° 3. Edit. du Roi de 1664.

Ingrande, sur la rivière de la Loire, des droits si importants, si litigieux et si embrouillés qu'aucun marchand n'a jamais pu les pénétrer et a préféré les payer pour éviter les procès » (1).

A l'égard du commerce extérieur, la politique de Colbert est toute différente. S'il cherche à abattre les obstacles extérieurs, il élève au contraire des barrières à la frontière. Il veut tout d'abord, par ce moyen, protéger l'industrie nationale contre la concurrence étrangère, et enrichir en outre son pays par l'importation et l'acquisition de métaux précieux. L'excellence présumée de la théorie de la balance du commerce l'aveugle, et pour arriver à une balance favorable, il n'hésite pas à donner au commerce une direction générale en prohibant les importations et en favorisant les exportations.

Or Fénelon, en particulier dans son *Télémaque*, critique une telle attitude. Il soutient que la liberté est de l'essence même du commerce, analogue à certaines sources, qui tarissent si on en détourne le cours; si bien qu'on peut dire de Fénelon, dans une mesure cependant bien moindre que de Boisguillebert, qu'il a pressenti l'existence des lois économiques naturelles (2). Pour lui, le Prince ne doit jamais entreprendre d'intervenir dans le commerce pour le diriger selon ses vues, car il souligne

(1) Lavissee : *Histoire de France*, Tome VIII, 1^{re} Partie, page 209.

(2) *Télémaque* : Livre III, page 74.

avant Adam Smith, qu'à la base de toute action humaine on trouve l'intérêt personnel qu'il appelle « le profit et la commodité » (1). Que si les décisions du Souverain sont préjudiciables aux intérêts des trafiquants étrangers, « ils se retirent insensiblement et ne reviennent plus, parce que d'autres peuples profitant de (l'imprudence du Prince) les attirent chez eux, et les accoutument à se passer de (Lui) » (1). Et c'est là une situation dont pâtissent gravement les commerçants nationaux. L'ingérence du Prince dans le commerce est d'autant plus condamnable que les mesures qu'il prend n'ont d'autre but en définitive que de favoriser l'afflux du numéraire dans le pays, numéraire qui, nous l'avons dit et répété, ne constitue pas, pour Monsieur de Cambrai, la vraie richesse. La vraie richesse, c'est-à-dire les objets de consommation, le Prince ne la verra pénétrer dans ses Etats que s'il respecte la liberté des transactions.

En faveur de cette liberté, Fénelon invoque certains arguments qui, perfectionnés au cours des siècles, prendront sous la plume des théoriciens libre-échangistes du XIX^e siècle, leur aspect définitif.

Tout d'abord notre auteur laisse entendre que la nature a diversement doué les pays, favorisant ainsi la division du travail international et exigeant des productions différentes selon les différents climats et les aptitudes géogra-

(1) *Télémaque* : Livre III, page 74.

(2) *Télémaque* : Livre III, page 75.

priques différentes. La France, par exemple, est un pays agricole. Qu'elle produise donc des vins, des blés et des huiles plutôt que de disperser ses efforts en des productions pour lesquelles elle est moins bien armée. Et elle aura d'autant moins à craindre la concurrence étrangère que ce que lui apporteront les Ang'ais et les Hollandais en échange de ses produits seront « épiceries et curiosités nullement comparables » (1), qui donneront satisfaction à des besoins devant lesquels ses propres productions se révéleront inutiles. De cette façon « tout ce qui entre dans un pays est utile ; tout ce qui en sort laisse d'autres richesses en sa place » (2), ce qui revient à dire en somme que les produits s'échangent contre les produits. Mais Fénelon ne tire pas de cette proposition toutes les conséquences qu'en déduit J. B. Say.

La liberté du commerce possède l'avantage d'enseigner aux hommes l'existence d'une communauté internationale, et tandis que jusqu'alors on croyait fermement que ce que gagne une nation une autre le perd (3), Fénelon dégage ou plutôt contribue à dégager cette idée que

(1) *Plans de Gouvernement*, Tome III, page 436.

(2) *Télémaque* : Livre X, page 207.

(3) Voir notamment Montchrétien : « On dit que l'un ne perd jamais que l'autre n'y gagne. Cela est vrai et se connaît mieux en matière de trafic qu'en toute autre chose. » (*Traité d'Economie Politique*, Livre II, p. 161. Et Colbert écrit : « Le commerce cause un combat perpétuel en paix et en guerre entre les nations de l'Europe à qui en emportera la meilleure partie ». *Let., Inst. et Mém.* T. VI, p. 266.

nements techniques, la liberté laissée à chacun les oblige s'ils veulent se défendre, à faire mieux que les étrangers (1).

Cependant Fénelon se montre assez prudent, et il ne réclame pas dès l'abord l'abolition immédiate de tous les droits d'entrée et de sortie du royaume : il déclare qu'il appartient aux Etats généraux et particuliers de délibérer sur ce point (2). Est-ce à dire qu'il fasse machine arrière et qu'il renie ses principes ? Nous ne le croyons pas. A la vérité cette disposition des *Plans* est, à notre avis, susceptible d'une double interprétation. D'après la première, la pensée de notre auteur serait la suivante : l'application des idées qu'il présente ne pouvant manquer de bouleverser la situation actuelle, il demanderait que l'on procédât par étapes, et il serait — pour un temps — partisan de l'économie nationale. Cette interprétation est suffisamment en contradiction avec les déclarations de notre auteur en faveur de la liberté pour que nous ne la retenions pas. Aussi en proposons-nous une autre. Quelle place occupe dans les *Plans de Gouvernement* la disposition en cause ? Elle se trouve presque en tête du paragraphe consacré au commerce et elle est suivie de sentences prouvant les mérites de la liberté. Aussi, d'après nous, Fénelon laisserait aux Etats généraux et

(1) *Plans de Gouvernement*, Tome III, page 436.

(2) *Plans de Gouvernement*, Tome III, page 435 : « Délibérer, dans les Etats généraux et particuliers, s'il faut abandonner les droits d'entrée et de sortie du royaume. »

particuliers la faculté de décider l'abandon ou le maintien des droits d'entrée et de sortie, mais pour lui, la solution à adopter ne ferait pas de doute, son siège serait fait, et il se hâterait de chercher à disposer les représentants en faveur de la liberté en énumérant les avantages du libre échange.

La voix de Fénelon fut-elle entendue par les dirigeants de l'époque ? On peut noter que l'idée d'un régime plus libéral fait lentement son chemin et que toute une série de traités de commerce est conclue pendant la période qui s'étend de 1697 à 1713. Mais, dira-t-on, Fénelon était alors exilé à Cambrai, et si le *Télémaque* courait sous le manteau depuis 1695, avant d'être publié en 1699, les *Plans* ne datent, eux, que de 1711. Certes. Mais malgré sa disgrâce, Monsieur de Cambrai s'était arrangé pour communiquer secrètement avec le Roi par l'intermédiaire du Père de La Chaise, et surtout du Duc de Chevreuse, qui collabora aux *Tables de Chaulnes*. Cela est si vrai qu'on a pu dire que, lorsque le Duc parlait à son souverain, c'était en réalité Fénelon que celui-ci écoutait. Il n'est donc pas impossible que notre auteur ait eu quelque influence sur les changements que l'on constate dans la politique économique d'alors. Cependant le revirement est bien timide, et il faut attendre plus d'un siècle et demi pour que, selon l'expression de Michel Chevalier, le soleil de la liberté commerciale se lève sur les peuples.

La conception différente que Colbert et Fénelon se font

du rôle du commerce, et surtout de la nature de la richesse, les conduit à adopter une position totalement différente à propos du problème de la marine marchande. Le premier veut s'efforcer de la développer le plus possible et de substituer la France à la Hollande dans sa fonction de colporteur international, ou tout au moins de lui restituer le transport maritime de ses produits. Fénelon ne demande au contraire à la France de n'avoir qu'une marine médiocre.

En effet, Colbert part de cette idée que la richesse par excellence est constituée par les métaux précieux. Or toute marchandise transportée sur un navire étranger, le prix de son transport s'analyse en définitive en une perte sèche pour le pays. Si au contraire l'armateur est français, l'argent déboursé par le producteur ou l'intermédiaire ne quitte pas le territoire national. Et le stock monétaire de la nation n'est pas diminué. C'est là pour Colbert un argument vraiment irréductible. Aussi s'en prend-il vigoureusement à la marine hollandaise qu'il veut remplacer dans son rôle de commissionnaire universel par la marine française. Tout à la fois, il mène de front ces deux tâches : développer la marine nationale, abattre la puissante marine hollandaise. Il stimule par des primes la construction des navires. En même temps, il fortifie la marine militaire dont la principale obligation est désormais d'assurer la protection des vaisseaux marchands. Pour arriver plus sûrement au résultat qu'il se

propose, il s'attaque au commerce néerlandais. Par des tarifs prohibitifs, en 1664 et 1667, il cherche à détruire sa prospérité et à détourner de la Hollande pour le canaliser vers la France le courant des vendeurs et surtout des acheteurs. Mais la réussite se faisant à son gré trop attendre, il décide Louis XIV à une intervention militaire (1). D'où la guerre de Hollande qui ne profite de l'avis quasi général des économistes qu'à l'Angleterre (2). Et en dépit des efforts de Colbert, la marine française, à la fin du XVII^e siècle, est assez misérable.

Fénelon, au contraire, quoi qu'il estime la marine nécessaire, ne veut pas cependant qu'on la développe outre mesure. Il ne faut pas non plus, pense-t-il, d'ailleurs la restreindre à l'excès.

Notre auteur trouve ridicule qu'on consacre ses soins à transporter sur ses propres navires ses denrées d'exportation ou celles de ses voisins, alors qu'il y a des nations spécialisées dans ce métier, et que l'on trouble l'atmos-

(1) Plus exactement Louis XIV était déjà résolu à cette guerre depuis 1670 pour des motifs politiques. Après la conquête de la Franche-Comté par le Roi de France, la Hollande avait formé la Triple Alliance de la Haye avec l'Angleterre et la Suède, ce qui avait irrité le Roi-Soleil et l'avait obligé à conclure le Traité d'Aix-la-Chapelle. Colbert affermit simplement son maître dans sa résolution.

(2) C'est là notamment l'opinion de M. P. Clément, de M. de Mazan et de M. Neymarck. Voir Mazan : *Les Doctrines Economiques de Colbert*, p. 134. Ch. Gouraud : *Histoire de la Politique commerciale de la France*, 2 vol. Paris 1854, t. II, p. 273 et suivantes.

phère politique pour acquérir ce qui est à ses yeux une fausse richesse. Des travaux plus lucratifs nous sont réservés. Cultivons notre jardin français et abandonnons l'espoir d'une suprématie maritime. Sa conception, ou plutôt sa prescience de la division internationale du travail conduit Fénélon à adopter en cette matière une attitude très libérale. Aux uns de produire la richesse, aux autres de la répandre dans le monde (1). C'est précisément à des nations comme la France qu'est dévolue la première mission, c'est à des nations comme la Hollande qu'incombe la seconde tâche. En outre, chacun ici-bas a droit à la vie. Il faut laisser aux « Hollandais le profit de leur austère frugalité » (2). Ils ont besoin, pour subsister, de leur industrie commerçante. Que les Français labourent donc leur terroir et laissent à la proue des navires hollandais le soin de labourer les Océans. Depuis longtemps les Hollandais font le métier de colporteurs, aussi ils possèdent une bonne police pour s'unir dans le commerce, et ils ont tellement « de bâtiments pour le fret » (3) qu'il serait vain de vouloir lutter contre eux. Plutôt que de les combattre, il faut les prendre en exemple, et profiter de leurs leçons. Et tandis que Colbert interdisait aux marins français de servir à l'étranger sous peine de mort, Fénélon pense au contraire « qu'il y a

(1) *Télémaque* : I. VIII, p. 160 : « Ils répandent partout la commodité et l'abondance. »

(2) *Plans de Gouvernement*, Tome III, page 436.

(3) *Plans de Gouvernement*, Tome III, page 436.

péril à avoir peu de marins sur leurs bâtiments (les bâtiments hollandais) » (1).

Par ailleurs, étant donné que la marine militaire n'a plus à protéger une marine marchande dont on peut se passer, Fénelon estime qu'il suffit qu'elle soit proportionnée aux besoins de l'Etat, lequel ne doit pas chercher à entreprendre des guerres maritimes contre les puissances qui y consacrent toutes leurs forces. (2).

En tout cas, si la marine tant militaire que marchande doit être médiocre en nombre, elle doit être remarquable par la valeur. La qualité importe plus à Fénelon que la quantité, et dans le *Télémaque*, il loue les Tyriens de traiter avec honneur « tous ceux qui réussissent... dans la navigation » (3). Par ailleurs, il parle avec faveur de la bienveillance et de la sollicitude que montrent les pouvoirs publics de Tyr à l'égard des marins et de leurs familles. Ainsi l'Etat dédommage les parents des matelots péris en mer ; une sorte de retraite est organisée qui permet aux hommes de ne pas travailler toute la vie et de se retirer quand ils ont servi un certain temps.

Enfin, notons que Fénelon effleure la question du cabotage, en disant dans ses *Plans*, sans insister davantage, que le commerce de port à port doit être réglé (4).

(1) *Plans de Gouvernement*, Tome III, page 436.

(2) *Plans de Gouvernement*, Tome III, page 436.

(3) *Télémaque* : Livre III, pages 75 et 76.

(4) *Plans de Gouvernement*, Tome III, page 436.

Sans que notre auteur y fasse nettement allusion, on peut écrire qu'il n'éprouvait qu'une sympathie médiocre pour l'institution des Grandes Compagnies. Remarquons tout d'abord à l'appui de notre opinion qu'elle possède le mérite de la logique. Elle cadre en effet fort bien avec l'aversion que manifeste (nous le verrons au paragraphe suivant) Monsieur de Cambrai à l'égard des monopoles. Mais en outre on peut, semble-t-il, l'étayer de deux arguments de textes, d'ailleurs assez courts et assez secs.

En premier lieu, Fénelon signale et reconnaît chez les Hollandais l'existence d'une « bonne police pour s'unir dans le commerce » (1). Est-il impossible de déduire de cette maxime, par raisonnement à contrario, que Fénelon estimait l'esprit d'association insuffisamment développé en France, pour y produire à propos du commerce extérieur, des résultats aussi fertiles qu'en Hollande, où le système des Grandes Compagnies fonctionnait à la satisfaction générale depuis près d'un siècle (2).

(1) *Plans de Gouvernement*, Tome III, page 436.

(2) En France, d'ailleurs, les Compagnies de Commerce et de Colonisation existèrent dès le XVI^e siècle, mais leur réussite fut incomplète malgré l'appui que ne cessèrent de leur prêter les Rois et leurs Ministres. A l'époque d'Henri IV et de Richelieu on peut citer notamment les compagnies consacrées à la colonisation de la nouvelle France : « Les Cent Associés », des Antilles, « Compagnie de St Christophe » puis des « Iles de l'Amérique » de la Guyanne (Compagnie de la France équinoxiale) et enfin des Indes Orientales. Sous Colbert sont fondées en 1664 les deux Compagnies des Indes Occidentales et des Indes Orientales.

Fénelon se montre plus positif et plus net dans le *Télémaque* où il fait prononcer à Mentor, sur ce sujet, deux phrases très brèves mais assez significatives. « Il (le Roi) veut entrer dans le commerce et tout le monde craint d'avoir quelque affaire avec lui » (1). Il condamne ainsi l'ingérence de l'Etat dans le commerce parce qu'elle est dangereuse, et elle est dangereuse parce qu'elle tue la confiance publique. Le particulier se méfiera de l'Etat-commerçant parce qu'il redoutera l'arbitraire et les procédures autoritaires. Cette affirmation trouve une suffisante confirmation dans les faits. On peut invoquer en sa faveur l'exemple, relativement récent à l'époque où écrit notre auteur, de la Compagnie des Indes Orientales : d'une façon générale, l'Etat intervenait très largement dans son administration. Il ne se bornait pas à lui fournir des capitaux, parfois dans une proportion exagérée, mais encore il exerçait un certain droit de contrôle, nommait des Directeurs, élaborait et imposait des règlements. Si bien qu'en réalité l'Etat, par le truchement de Colbert — qui pensait que la police du commerce était un droit découlant de la puissance souveraine, — était le seul, le véritable maître. Et cependant, malgré les efforts du Ministre de Louis XIV, la Compagnie des Indes Orientales ne prospéra jamais, car certaines décisions malencontreuses prises en 1668, et qui avaient pour but de faire rentrer l'argent des actions déjà souscrites entraînèrent la

(1) *Télémaque* : Livre II : Livre 75.

panique, et jetèrent le désarroi parmi les actionnaires. Aussi, dès 1670, la Compagnie privée de la confiance publique, marchait à grands pas vers la ruine.

Si Fénelon est un champion de la liberté du commerce extérieur et intérieur, il s'élève plus particulièrement et presque violemment contre un obstacle qui gêne les transactions intérieures : à savoir la création et la multiplication des charges et offices. A leur égard, il se montre extrêmement sévère, et il assure que le « meilleur et le plus sage de tous les Rois, dans un règne paisible de cinquante années ne pourrait raccommoder ce qu'un roi pourrait avoir fait de maux par ces sortes de créations en dix ans de guerre » (1) : c'est surtout pendant les périodes d'hostilités que les offices pullulent et se multiplient comme champignons sur la mousse. Déjà, en 1553, François I^{er} en avait créé un assez grand nombre, mais il devait appartenir à Louis XIV d'élever à la dignité d'un revenu régulier, ce qui n'était en réalité qu'un expédient financier pour se procurer des ressources d'appoint. Quand les besoins d'argent se font particulièrement sentir, c'est-à-dire dans les deux dernières guerres, il multiplie les offices sous toutes leurs formes.

Or, c'est là une politique financière pour laquelle Fénelon montre une grande répugnance. A ses yeux, ces offices ne sont que des impôts déguisés qui conduisent

(1) *Examen des Conscience*, Tome III, page 340.

plus sûrement que les véritables à « une oppression des peuples » (1), et il leur adresse les reproches suivants :

Tout d'abord l'oppression du peuple risque d'être éternelle. Si on n'en opère pas le remboursement, ces charges sont perpétuelles. Mais si, par ailleurs, on les veut rembourser, on ne peut le faire qu'au détriment des sujets, dont on accroîtra dans ce but les charges fiscales ordinaires, déjà bien lourdes. En outre, une fois cette opération effectuée, il faut qu'on ait la sagesse de renoncer pour toujours à ces procédés. Or, dans la réalité, à peine a-t-on supprimé les offices existants, qu'on se hâte d'en créer de nouveaux.

En second lieu, les ressources que le Roi retire de pareilles créations ne sont pas considérables, et en tout cas peu en rapport avec les sacrifices qu'elles imposent au peuple, qui se trouve véritablement saigné par ce système. « Pour cent mille francs qu'on vous donnera, vous livrez le peuple pour cinq cent mille francs de vexations qu'il souffrira sans remèdes » (2). Le mécanisme des offices jouait en effet de la façon suivante: les officiers ou futurs officiers déposaient au Trésor Royal un cautionnement qui portait intérêt, en échange de quoi ils jouissaient d'abord du privilège appréciable d'immunité d'impôt. Ceci avait pour conséquence de répartir le total de l'impôt sur un nombre plus restreint de contribuables,

(1) *Examen de Conscience*, Tome III, page 340.

(2) *Examen de Conscience*. Tome III, page 340.

dont la taxe personnelle se trouvait ainsi accrue. En outre, les officiers avaient licence de prélever certains droits sur les marchandises. Ils ne s'en faisaient pas faute. Si bien qu'en définitive les offices profitaient surtout à leurs titulaires qui retiraient les plus grands bénéfices de leur « finance ». Une enquête ordonnée en mai 1665 fit ressortir que le nombre des officiers était en France de 45.780, qui avaient acheté leurs charges au Gouvernement pour un total de 187.276.987 livres. Or ces offices rapportaient à leurs heureux possesseurs 459.630.842 livres, soit un bénéfice d'environ 272.000.000. Ainsi, les ressources procurées au roi étaient assez minimes, alors que les officiers s'enrichissaient sans coup férir aux dépens des sujets. Cette situation parut scandaleuse à Colbert qui, bien avant Fénelon, s'était inquiété de cet état de choses. Sous son administration, un grand nombre d'offices fut remboursé — en particulier 215 charges de secrétaires du Roi. Mais après lui, Louis XIV retomba dans les mêmes errements, et il étendit ce système à un grand nombre de métiers. De 1694 à 1714 par exemple, 550 offices de barbiers furent créés. Il fallait, pour exercer cette profession, être muni de lettres scellées du grand Sceau, si l'on ne voulait pas payer une amende de 500 livres et voir confisquer ses instruments de travail.

Ce qui était le plus grave dans ces offices, et le plus néfaste pour le pays, c'était la possibilité, pour les officiers, de prélever une sorte d'impôt sur la marchandise.

Ils provoquaient ainsi une élévation des prix sur le marché, et les officiers ne se souciaient en général de leurs fonctions très souvent ridicules que dans la mesure où elles leur permettaient d'imposer au vendeur et à l'acheteur une taxe déterminée. Aussi le commerce se trouvait-il entravé.

En outre, Fénelon signale que ces créations donnaient naissance à des monopoles. Il arrivait parfois que le Roi instituait des offices dans une corporation déjà existante. Les titulaires, pour ne pas voir s'élever à côté d'eux une communauté rivale, les achetaient et le monopole surgissait. Ainsi en 1702 furent créées 14 charges nouvelles de mesureurs de charbon. Les 26 officiers déjà existants les acquirent et les réunirent à leur communauté. Peu après, ils en vendirent trois, et il y eut alors 29 charges de mesureurs de charbon. Or Fénelon est hostile aux monopoles qu'il estime fâcheux, et qui, dit-il, sans développer davantage sa pensée, « gâtent et abâtardissent tout » (1). Les offices sont également dangereux pour l'industrie. Par les monopoles qu'ils engendrent, « ils dégradent les arts » (2) en empêchant les perfectionnements techniques.

Enfin, Fénelon ajoute, à propos des offices de judicature, qu'ils énervent la justice (3).

(1) *Examen de Conscience*, Tome III, page 340.

(2) *Examen de Conscience*, Tome III, page 340.

(3) *Examen de Conscience*, Tome III, page 340.

Pour assurer le respect du principe de liberté, pour éviter que soit entravé le développement du commerce, pour favoriser au contraire son essor, Fénelon prévoit dans ses *Plans* la création d'organisations techniques susceptibles de donner des conseils et des indications aux organes politiques chargés de légiférer sur les matières commerciales. A ce point de vue, un souci commun anime Fénelon et Vauban. Celui-ci s'étend d'ailleurs sur cette question plus longuement que Monsieur de Cambrai, lequel la traite seulement en quelques formules lapidaires, dans ses *Plans*. Que désire Vauban ? La constitution d'un Conseil du Commerce composé de quelques anciens conseillers d'Etat et d'un nombre double d'anciens maîtres des requêtes qui veilleraient aux intérêts du commerce, rendraient compte au roi des réformes à effectuer et lui proposeraient des projets divers destinés à améliorer la situation du négoce et des négociants. Leur tâche serait surtout importante en matière fiscale. Ils auraient pour mission de déceler, dans les projets d'impositions nouvelles, les taxes trop lourdes que le commerce ne saurait supporter sans en souffrir. Et Vauban allègue pour décider le Roi, l'exemple de la Hollande et de l'Angleterre, où fonctionnaient de pareilles institutions, et qui s'en trouvaient fort bien (1).

Fénelon est beaucoup plus concis et il se borne à déclarer que toutes les questions intéressant le commerce doi-

(1) *Dîme Royale*, pages 81 et 82.

vent être tranchées et réglées par un Conseil du Commerce (1). Mais notons qu'il ne s'agit pas vraiment d'une création. Une telle institution existait déjà en France, dont l'origine était fort lointaine, et qui avait subi au cours des siècles un certain nombre de vicissitudes. Créé en 1604 par Henri IV, le Conseil du Commerce est repris et remanié par Richelieu qui en modifie la composition et qui en change ainsi le sens. Aux commerçants qui primitivement le constituaient, il substitue des conseillers d'Etat. Puis le Conseil disparaît. Mais Colbert, par une Ordonnance du 18 septembre 1664, le rétablit, et lui donne entre autres pour mission de préparer les règlements et les tarifs de douanes (2). Mais il disparaît avant Colbert, et il faut attendre l'année 1700 pour le voir renaître de ses cendres, et une fois de plus transformé. Il est alors composé de deux conseillers d'Etat, du Contrôleur général des finances, du secrétaire d'Etat de la marine, de deux maîtres des requêtes et de douze commerçants élus par les villes les plus importantes au point de vue du commerce. Paris en nommait deux, et un seulement Rouen, Bordeaux, Lyon, Marseille, St-Malo, La Rochelle, Nantes, Bayonne, Dunkerque et Lille.

Comme Fénelon ne précise pas la composition de son Conseil, nous sommes porté à croire qu'il estimait celui qui existait suffisamment bien organisé pour ne point revenir sur cette question.

(1) *Plans de Gouvernement*, Tome III, page 436.

(2) Voir Neymarck : *Colbert et son Temps*, Tome I, page 321.

En outre, Fénelon prévoit l'établissement d'une institution secondaire : les bureaux de commerçants que les Etats généraux et particuliers aussi bien que le Roi doivent consulter sur toutes les dispositions générales (1). Ces bureaux sont en somme la réplique des Chambres de commerce et qui devaient correspondre avec le Conseil du Commerce et lui adresser des mémoires, des projets, des plaintes.

Ainsi les dispositions théoriques des *Plans de Gouvernement* sont calquées sur la réalité. Fénelon n'apporte donc pas, à ce point de vue, des idées inédites. Mais il comprend nettement l'importance des organisations techniques, et il éprouve d'autant plus de sympathie pour le Conseil du Commerce, que celui qui fonctionnait dans la pratique était hostile au système mercantiliste et qu'il protestait contre les Grandes Compagnies et la réglementation douanière qui subordonnait l'agriculture aux manufactures.

Si pour revivifier le commerce, le point essentiel consiste, aux yeux de Fénelon, en l'établissement de la liberté, il prévoit cependant, dans certaines dispositions à caractère accessoire de ses *Plans*, d'autres encouragements à lui donner.

Les négociants sont tenus en aussi petite estime que les laboureurs. Si l'on en croit les contemporains, il suffit d'être commerçant pour être regardé avec mépris. Aussi, pour relever la condition du Commerce, Fénelon

(1) *Plans de Gouvernement*, Tome III, page 436.

invite-t-il le Roi — et cela est bien dans la logique de son attitude vis-à-vis de l'aristocratie qu'il souhaiterait plus active, — à accorder aux nobles la possibilité de commercer en gros sans déroger (1). On admet d'ailleurs à cette époque que le commerce en gros comporte des risques tels qu'ils l'anoblissent en quelque sorte, partant, que ce n'est pas déchoir pour un gentilhomme que de se livrer à pareille occupation. Cette tolérance est en somme du même ordre que celle qui permet aux gentilhommes verriers de pratiquer leur art, sans s'exposer à perdre leur rang social. Fénelon n'innove pas d'ailleurs, car déjà Louis XIII, par une Ordonnance de janvier 1627, accorde, dans certains cas, la qualité de nobles « aux marchands grossiers ». Et Louis XIV déclare qu'il n'y a pas incompatibilité entre la qualité de commerçant et les fonctions de Secrétaire du Roi qui confèrent la noblesse à « ceux qui les possèdent actuellement ou ceux qui les ont possédées pendant vingt années, et à tous leurs descendants en ligne directe ». Colbert, par une Ordonnance qui renouvelle une déclaration de Richelieu de 1629, permet à tous gentilshommes, gens de robe, et autres, de quelque qualité et condition qu'ils fussent, de s'adonner au commerce de mer, sans pour cela faire aucun acte de dérogeance (2).

(1) *Plans de Gouvernement*, Tome III, page 434.

(2) Isambert, Tome XVIII, pages 217 et 218. Un édit d'août 1669 déclare également : « Comme il importe aux biens de nos sujets et à notre propre satisfaction d'effacer entièrement les restes d'une opinion qui s'est universellement répandue, que le commerce maritime est incompatible avec la noblesse et qu'il en

Ajoutons que, par cette disposition, Fénelon entendait peut-être lutter contre une habitude assez répandue chez les commerçants : la plupart, une fois fortune faite, ne se contentait pas de se retirer des affaires, mais empêchait leur progéniture de s'occuper au commerce et lui procurait à beaux deniers comptants quelque grasse sinécure conférant la noblesse et octroyant des exemptions d'impôt, — ce qui avait le double inconvénient d'accroître le nombre des privilèges et de diminuer le nombre des citoyens laborieux du pays.

Par ailleurs, Fénelon voudrait que les financiers, que les *Plans* laissent sans emploi, dirigeassent leurs talents et leurs capitaux vers le commerce qui bénéficierait ainsi d'un regain d'activité (1).

Enfin, Fénelon prévoit la création d'une « espèce de Mont-de-Piété » qui prêterait des capitaux à ceux qui seraient désireux de commercer sans pouvoir faire les avances nécessaires à cette fin (2).

Il faut noter que Fénelon se soucie également de la valeur morale des commerçants et qu'il aspire à former par ses conseils qu'il donne dans son *Télémaque* le type

détruit les privilèges, nous avons estimé à propos de faire entendre notre intention sur ce sujet et de déclarer le commerce de mer ne pas déroger à la noblesse par une loi qui fut rendue publique et généralement reçue dans toute l'étendue de notre royaume. »

(1) *Plans de Gouvernement*, Tome III, page 436.

(2) *Plans de Gouvernement*, Tome III, page 436.

parfait de « l'honnête marchand », c'est-à-dire un marchand qui serait « constant, sincère, fidèle, sûr et com- mode à tous les étrangers » (1), et surtout qui se con- tenterait de « gains de vraie mercature » (2). Ces gains de vraie mercature, nous supposons qu'ils sont le profit normal résultant de la vente d'un produit donné, et qu'ils s'opposent aux gains illicites (3), obtenus en infraction des règles d'un négoce loyal. Pour éviter d'ailleurs que les commerçants ne succombent à la tentation d'un trop grand bénéfice, Fénelon prévoit dans les *Plans* l'institu- tion d'un censeur qui aurait la mission de rechercher la manière dont « chacun s'enrichit » (4). Mais cette dis- position est incomplète, car elle ne s'accompagne d'aucune sanction pour le cas d'enrichissement malhonnête (5).

Ainsi Fénelon s'affirme un ardent partisan de la liberté, et l'on peut écrire sans forcer la vérité que l'origine première de la fameuse maxime de Vincent de Gournay : « Laissez faire, laissez passer » remonte au « laisser li- berté » de notre auteur (6). Fénelon, eu égard au point particulier qui nous occupe, se montre plus prêt de Ques- nay que de ses contemporains Boisguillebert et Vauban

(1) *Télémaque* : Livre III, page 73.

(2) *Plans de Gouvernement*, Tome III, page 435.

(3) *Plans de Gouvernement*, Tome III, page 435.

(4) *Plans de Gouvernement*, Tome III, page 435.

(5) Fénelon, il est vrai, une ligne plus haut, déclare que le commerce d'argent doit être interdit, hors les banquiers néces- saires et que l'usure doit être sévèrement réprouvée.

(6) *Plans de Gouvernement*, Tome III, page 437.

et même de Melon. Monsieur de Cambrai aurait applaudi à cette formule de Quesnay : « Entière liberté du commerce, car la police du commerce la plus sûre, la plus profitable à la nation et à l'Etat consiste dans la pleine liberté et concurrence » (1), tandis qu'elle aurait vraisemblablement troublé Vauban. Celui-ci, en effet, reste imbu de préjugés mercantilistes. Alors qu'il approuve la liberté à l'intérieur du royaume, il se dresse contre la liberté du commerce extérieur, si elle doit faire sortir de l'argent du territoire national, et bien qu'il pense que l'argent ne constitue pas la richesse, il écrit dans un *Mémoire sur le Commerce du Languedoc* : « Le commerce qui nous peut apporter du nouvel argent ne saurait être recherché avec trop de soin. Le commerce étranger ne peut être permis que pour les marchandises nécessaires à la vie, à de certaines médecines, et à de certaines fabriques dont les matériaux ne se trouvent pas chez nous. Il doit être défendu quand, pour les marchandises qui ne regardent que le luxe et la mode, il sort plus d'argent du royaume qu'il n'en apporte, mais celui qui nous peut apporter du nouvel argent ne saurait être recherché avec trop de soin », et Vauban ajoute qu'il faut faire bon accueil aux marchands qui viennent nous débarrasser des denrées que nous produisons en excédent de notre consommation. Boisguillebert adopte une position très réservée sur la question du commerce étranger. S'il est favo-

(1) *Maximes Générales ou Gouvernement économique d'un royaume agricole*. XIV.

nable à la liberté intérieure, il réprouve tout changement dans les droits d'entrée (1). Enfin, Melon, partisan de la liberté, prend soin de dire que la liberté ne consiste pas dans une imprudente licence laissée aux commerçants de recevoir toutes sortes de marchandises, « mais seulement des marchandises dont l'importation peut procurer à chaque citoyen les facultés d'échanger son superflu pour le nécessaire, conformément à la définition du commerce » (2). Mais il admet, sans la discuter, la théorie de la balance du commerce, et il rêve d'une balance du commerce favorable qui seule permettrait le développement des entreprises commerciales. Celles-ci, en effet, ne seraient plus arrêtées par l'usure, puisque l'argent ne manquerait pas. D'autre part, une balance favorable est la preuve que, dans le passé, les habitants n'ont pas été dépourvus du nécessaire, puisqu'ils ont pu faire des échanges avec l'étranger, et qu'ils lui ont vendu plus qu'il ne leur a acheté (3).

L'attitude de Fénelon en face des dogmes mercantilistes s'accorde fort bien avec ses théories sur la sagesse et la bonté de la Nature et son amour pour elle. La Nature, en effet, ignore ces obstacles artificiels que les hommes commandés par leurs intérêts mal entendus, dressent entre eux, et sous l'apparent désordre qu'elle présente, on peut

(1) Boisguillebert dit exactement qu'il ne veut pas « qu'on apporte aucun changement aux droits d'entrée dans le royaume, se réservant à mettre quelques règles qui rendent la chose moins fâcheuse aux négociants. »

(2) *Essai sur le Commerce*, page 708.

(3) *Essai sur le Commerce*, page 746.

discerner de sages lois élaborées par la Providence, — et qu'il faut respecter. La croyance à la supériorité des métaux précieux est, d'autre part, en contradiction avec ce qu'elle enseigne : aux yeux du primitif, le blé, « cette folle graminée tremblant au vent des prairies », est plus désirable que tous les trésors de Colchide. Or, les hommes tendent de plus en plus à s'éloigner de la Nature : plus ils s'en éloignent, plus ils se rendent malheureux et multiplient leurs tourments et leurs maux. Cela, ils l'oublient, et il faut le leur rappeler. Fénelon le veut faire.

Deuxième Partie

**Fénelon moraliste
économique**

CHAPITRE PREMIER

La théorie du retranchement des besoins

Les préoccupations morales sont constantes chez Fénelon. L'ensemble de son œuvre en est marqué. Mais elles trouvent une expression plus forte et plus systématique dans les descriptions de la *Bétique* où notre auteur développe cette proposition que l'homme se rend malheureux par le désir du superflu et qu'il ne peut être heureux et vertueux qu'à la condition de « diminuer ses besoins en les réduisant aux nécessités de la nature » (1). Ainsi, Fénelon se révèle partisan du retranchement « des vai-

(1) *Télémaque*, Livre X, page 212.

nes richesses et des plaisirs trompeurs » (1) ou selon une terminologie plus moderne, en tout cas plus courante, du retranchement des besoins.

Les tenants de cette théorie estiment que les maux de l'humanité et l'affaiblissement de son sens moral résultent des habitudes factices et des préjugés faux dont nous compliquons notre vie : ces besoins surajoutés que nous nous créons, nous ne pouvons pas les satisfaire intégralement. Ils nous laissent toujours déçus et toujours assoiffés de plaisirs nouveaux. « Je compris par expérience qu'il valait mieux se passer de choses superflues que d'être sans cesse dans de nouveaux désirs, sans pouvoir s'arrêter à la jouissance tranquille d'aucun plaisir » (2). En même temps que nos sens s'émeussent, le vide affreux de notre âme s'accroît. « Le fruit de tant de soins pour se satisfaire, c'est l'ennui, l'inquiétude. A peine a-t-il (l'homme) ce qu'il souhaite qu'il s'en dégoûte » (3). Affolés par la recherche du plaisir sous tous ses aspects, à tous ses degrés « simples commodités ou raffinements », le caractère des moyens employés pour y parvenir, leur valeur morale nous échappent et au demeurant nous importent peu :

(1) *Télémaque*, Livre VII, page 152.

(2) *Fables*, VII Voyages dans l'Ile des Plaisirs, Tome II, page 523.

(3) *Fables*. Prière indiscrete de Nelée, petit-fils de Nestor, Tome II, pages 536 et 537. A rapprocher de ce passage du *Télémaque* : « Voilà un homme qui n'a cherché qu'à se rendre heureux, il a cru y parvenir par les richesses et une autorité absolue. Il possède tout ce qu'il peut désirer et cependant il est misérable par ses richesses et son autorité même. » Livre III, page 70.

tous nous sont bons pour tenter d'apaiser notre tourment. Nous aspirons désespérément à une satisfaction absolue de nos désirs qui se dérobe indéfiniment, nous laisse pantelants et nous absorbe au point de nous rendre incapables de toute action noble, désintéressée, de nous interdire toute conception généreuse. « L'homme est conduit par ses passions féroces ; il est toujours entraîné par son avarice, sa crainte, ses soupçons, il n'est pas maître de lui-même, car il a autant de maîtres et de bourreaux qu'il a de désirs violents. » (1). Et cela, c'est un mal que nous devons nous efforcer, sinon de guérir, du moins d'atténuer. Comment ? En renonçant aux satisfactions non indispensables, en nous contentant du simple nécessaire, et puisque le bonheur et la vertu s'évanouissent et disparaissent à mesure que croissent nos besoins, opérons parmi eux des coupes sombres.

Le minimum indispensable, il est difficile de le déterminer avec exactitude. Aussi bien, dit M. Guiran dans son ouvrage sur le luxe privé, les auteurs ne l'entendent pas de la même façon.

Pour certains, il s'analyse en la satisfaction de nos besoins immédiats largement compris (2). Pour d'autres, en particulier Fénelon et Rousseau, le remède, l'unique, l'infaillible remède à la névrose de l'humanité consiste

(1) *Télémaque*, Livre III, page 70.

(2) M. Guiran : *Le Luxe privé et ses fonctions*, chap. IX, p. 104.

dans le retour à la nature, et nos besoins ne doivent être que ceux qu'elle prévoit.

Voulons-nous connaître le bonheur ? Nous devons nous efforcer alors d'agir comme ces hommes de la *Bétique* que Fénelon érige en exemple et propose à notre admiration. Ni l'ambition, ni la crainte, ni l'avarice n'habitent leur cœur, car aucune fausse nécessité ne s'impose à eux, et parce qu'ils ont peu de désirs, ils s'aiment d'un amour fraternel. Ils n'ont d'autres besoins que celui de se nourrir — frugalement, — et de se vêtir — simplement. — Ils ne construisent même pas de maisons, car « c'est s'attacher trop à la terre que d'y construire une maison qui dure plus que nous » (1). Il leur suffit de se défendre des « injures de l'air » (2). Ils ont le vice et la mauvaise foi en horreur, leurs mœurs sont innocentes, parce que la simple nature leur a enseigné la sagesse.

La prédilection de notre auteur pour l'agriculture s'explique en partie par cette idée que les laboureurs sont les hommes qui vivent le plus près de la nature, qui en su-

(1) *Télémaque*, Livre VII, page 151.

(2) *Télémaque*, Livre VII, page 151. Il y a là un souvenir de Sénèque qui condamne l'architecture et déclare qu'il faut s'abriter au hasard et trouver un abri naturel pour se réfugier. Sénèque, véritable représentant de l'école rigoriste, enseigne non seulement la misère, mais encore la malpropreté. Fénelon, partisan de l'hygiène, s'en écarte à ce point de vue. Il se contredit d'ailleurs : quelques lignes plus haut, il laisse croire à l'existence d'habitations dans la Bétique, contradiction qui n'a qu'une importance relative.

bissent le plus profondément l'emprise, qui en entendent le mieux la grande et féconde leçon, qui gardent sous un aspect un peu rude la chaleur, la bonté, la droiture des instincts primitifs et qui sont sans défiance et sans artifice.

Ainsi pour Fénelon, l'homme ne doit pas s'enliser dans une prétendue civilisation qui porte en soi le germe destructeur de la morale. La vertu ne saurait s'épanouir qu'au soleil de l'innocence. C'est là une conception qui annonce celle du « bon sauvage », ignorant mais fidèle, juste, désintéressé, humain (1), qui fut fort en faveur au XVIII^e siècle où elle trouva d'illustres défenseurs et des propagateurs célèbres.

Quelle valeur lui assigner ? Il semble qu'elle relève du domaine du rêve et de la fantaisie plutôt que du domaine scientifique. Les données les plus élémentaires de l'ethnographie controuvent cette notion du sauvage innocent et fier, chimère issue d'un cerveau poétique et sensible. Les primitifs que les savants contemporains ont pu étudier expérimentalement dans l'Australie Centrale, sont de véritables barbares. Ils obéissent à des coutumes plus ou moins cruelles et ne dédaignent pas à l'occasion la chair de leurs semblables. Le plus souvent même, ils s'en montrent très friands. Ils appliquent avec rigueur la loi du talion, et l'innocence de l'âge d'or ne se vérifie pas dans les tribus plus ou moins papoues. Aussi M. Salomon

(1) Voir *Télémaque*, Livre IX, pages 173 et 174.

Reinach écrit-il avec juste raison, dans son passionnant *Orpheus* : « Le sauvage libre de Rousseau — nous nous permettons d'ajouter — et de Fénelon, — n'est pas un vrai sauvage. C'est un philosophe qui s'est mis tout nu » (1).

Les sentiments dit naturels sont en réalité des sentiments cultivés. L'altruisme, la philanthropie, l'amour de ses pareils comme le sourire, sont fleurs de la civilisation. Il se soucie peu de son voisin, sinon pour le tuer, celui qui avec un arc mal construit et des flèches imparfaitement taillées veut apaiser son estomac. *Primum vivere*. La morale vient ensuite. Adam Smith l'a démontré : le progrès matériel et le progrès moral sont étroitement liés. Leur marche est parallèle. Plus exactement même, le second suppose le premier. A aucun point de vue, la barbarie ne saurait être féconde. Un peuple qui n'a que peu de besoins a forcément peu d'idées, et sa pauvreté intellectuelle est à la mesure de son engourdissement économique. M. Baudrillart écrit dans sa *Philosophie de l'Economie Politique* cette phrase quelque peu ironique : « Si l'on prétend que la faiblesse et le petit nombre des besoins sont seuls conformes à la morale, c'est soutenir que l'huître serait moralement supérieure à l'éléphant ou au cheval, le sauvage au civilisé, le paysan à l'homme des classes supérieures » (2).

(1) S. Reinach : *Orpheus*, page 31.

(2) H. Baudrillart : *Philosophie de l'Economie politique*, p. 121.

Au surplus la civilisation est inéluctable, et l'accroissement, la multitude, la mobilité des besoins sont une loi inéluctable de l'inéluctable civilisation. Rien ne peut retenir le monde dans sa marche en avant, et le poète qui chante la loi du progrès a raison contre le moraliste :

« En vain le cœur vous manque et votre pied se lasse,
Dans l'œuvre du Très Haut le repos n'a pas place.
Son esprit n'est pas votre esprit. » (1).

Quel savant d'ailleurs renoncerait aux joies désespérées de l'étude pour s'abandonner à l'euphorie du pourceau satisfait. Il en est des hommes comme de l'homme. Le calme bonheur que Fénelon promet à l'humanité, si elle retranche la plupart de ses besoins, — c'est-à-dire si elle abjure la vie, — ne saurait dans l'état où elle est parvenue la tenter. En réclamant la limitation des besoins, notre auteur se rend-il compte qu'il fait disparaître cet élément de moralité qu'il prône avec tant d'ardeur : le travail. Ne se contredit-il pas ? Il est vrai qu'il peut répondre à cela que le travail n'aurait plus à jouer un rôle éthique, si les hommes revenaient à l'état de nature.

D'ailleurs cette théorie s'écroule si on la confronte avec les faits. L'histoire prouve sa faillite, et l'exemple de Sparte est là qui prévient les moralistes de se montrer plus prudents. Malgré les dures prescriptions de Lycurgue qui la contraignaient à la sobriété, à la frugalité et presque

(1) Lamartine : *Les Révolutions*.

à la misère, elle ne sut pas mépriser les richesses après la guerre du Péloponèse. Sa volonté d'austérité, sa vertu artificielle disparurent rapidement, et elle succomba dans la débauche et finit dans le stupre. Si l'on voulait établir des statistiques, on se rendrait compte par ailleurs que la voluptueuse Athènes fut plus riche en génies et en grands hommes que la triste Lacédémone.

CHAPITRE II

Les idées de Fénelon sur le luxe

La théorie du retranchement des besoins conduit logiquement celui qui la soutient à vouloir réprimer le faste. Quel adversaire plus passionné, plus amer même du luxe que Fénelon qui, comme Sully, part en guerre contre « les superfluités... et bombances » (1). Mais le ministre économe d'Henri IV, s'il édicte des lois somptuaires, le fait au nom des principes mercantilistes. Le bullioniste qu'il porte en lui, voit avec ennui, sinon avec terreur, l'argent français fuir le royaume pour solder les achats opérés à l'étranger, et c'est pour éviter la diminution du stock de métaux précieux que renferme le

(1) Sully : *Economie Royales*, page 102.

territoire de la « Douce France » qu'il prohibe l'usage des objets de luxe, en interdit l'importation. Plus que la quantité d'or qu'elle possède — et pour cause — le niveau moral de la nation intéresse Monsieur de Cambrai. Le luxe est une mauvaise herbe qui étouffe les instincts généreux des hommes et qu'il faut sarcler. Dans la lutte qu'il entreprend contre lui, Fénelon n'oublie pas tout-à-fait Platon, mais on peut écrire que la passion qui l'anime plonge surtout ses racines dans les sentiments chrétiens du grand prélat. Avec plus de grâce, mais autant d'autorité dans l'objurgation (1), il rappelle et il évoque ces frères du Moyen-Age qui s'en allaient de ville en ville jeter l'anathème contre la licence et la bizarrerie des modes. Fénelon envisage donc la question en moraliste. Mais il n'en néglige pas l'aspect économique. Tant à l'égard de la production que de la consommation, il dégage les conséquences qui peuvent résulter pour la richesse nationale de la corruption des mœurs, et montre combien l'anémie de la moralité publique peut être dangereuse pour la prospérité publique. Enfin, sous couleur d'émettre des idées générales, c'est l'homme de parti, presque l'opposant qui, par dessus la foule, s'adresse à Louis XIV, et de saisissante façon le conjure de réformer sa dépense, s'il ne souhaite pas mener la nation aux abîmes. « N'avez-vous pas vous-même

(1) Etudier le ton pressant, énergique et impérieux de l'*Examen de Conscience*, art. II « De l'Exemple qu'un prince doit à ses sujets ». Tome III, page 337.

contribué à un si grand mal par une dépense excessive? Quoique vous soyez roi, vous devez éviter ce qui coûte beaucoup et que d'autres voudraient avoir comme vous ? » (1).

Dans la bouche du Prédicateur, sous la plume de l'Ecrivain, ce mot « luxe » a la valeur d'un reproche, d'une malédiction. Il éveille immédiatement, instinctivement en notre auteur une idée de déséquilibre moral et de désordre intellectuel. Le luxe, la débauche, l'orgie, le crime, pour lui, se confondent, et à priori, sans discussion, il estime tout luxe condamnable. Il s'essaie cependant à le définir. A cet écueil se sont heurtés de nombreux auteurs; il s'agit là, en effet, d'une notion fuyante, insaisissable, qu'il est difficile d'enfermer et de circonscrire en une définition claire, complète ou seulement suffisante. Plusieurs éléments sont susceptibles d'y figurer : cherté, rareté, superfluité. C'est celui-là seul que retient Fénelon qui voit dans le luxe l'image du superflu.

Mais que faut-il entendre par ce terme? Quel sens attribuer à « nécessaire »? J.-B. Say souligne la quasi-impossibilité de trouver un critérium qui permette de distinguer nettement le superflu du nécessaire, car ils se lient et « se fondent l'un dans l'autre comme les couleurs de l'arc en ciel par des nuances imperceptibles » (2).

(1) *Examen de Conscience*, Tome III, page 338.

(2) J. B. Say: *Traité d'Economie Politique*. Livre III, ch. V, p. 488: « Les goûts, l'éducation, les tempéraments, les santés établissent

Fénelon dit bien que le nécessaire est constitué par l'ensemble des choses qui assurent la satisfaction des vrais besoins. Cette réponse ne résout pas la question, mais la déplace. Les vrais besoins, que signifie cette expression ? Les vrais besoins sont ceux que la nature nous inflige et eux seuls. Il faut nous nourrir, nous abriter, nous couvrir. L'homme exige pour sa conservation du pain, un toit, des vêtements, et encore faut-il que le pain soit de seigle, le toit modeste, les vêtements simples.

Cependant, les besoins varient et dans le temps et dans l'espace. Leur caractère est la mobilité et non la stabilité. Un besoin satisfait engendre un besoin nouveau. La chandelle était un luxe pour nos pères. Que le courant électrique vienne à manquer, et nous voilà malheureux. Au temps d'Henri III, les nobles seuls se paraient de bas de soie. Ils gagnent aujourd'hui la jambe de la midinette aussi bien que celle de la grande dame. Henri VIII d'Angleterre ignorait la fourchette. Quel « cokney » saurait au temps présent s'en passer. Le luxe d'hier fait le nécessaire du moment. Le luxe actuel sera le nécessaire de demain. Fénelon s'en rend compte et le déplore. Le caractère relatif du luxe, au moins dans le temps, ne lui

des différences infinies entre tous les degrés d'utilité de besoins, et il est impossible de se servir, dans un sens absolu de deux mots qui ne peuvent jamais avoir qu'une valeur relative... Le nécessaire et le superflu varient même selon les différents états où se trouve la société. On ne peut donc pas tracer la ligne qui sépare le superflu du nécessaire. »

échappe pas. « Toute une nation, écrit-il, dans le *Télémaque*, s'accoutume à regarder comme les nécessités de la vie les choses les plus superflues. Ce sont chaque jour de nouvelles nécessités qu'on invente, l'on ne peut plus se passer des choses qu'on ignorait trente ans auparavant » (1). Mais il veut que soit refoulée cette tendance et il prêche avec ferveur le retour à la simple nature. On apprécie combien est rigoriste sa conception du luxe.

Notre auteur tente ensuite de dégager les origines du luxe, du luxe vestimentaire en particulier dans l'*Education des Filles*. Et il arrive à cette conclusion que la source de la mode, c'est l'orgueil, la vanité qui se manifeste sous la forme d'un effréné désir de plaire. Comme les chemins de l'autorité et de la gloire sont interdits aux femmes, « elles s'en dédommagent par les agréments de l'esprit et du corps » (2). Elles appliquent tous leurs soins à « leur conversation qui devient douce et insinuante » (3) et s'efforcent à la beauté et aux grâces extérieures, qui sont pour elles les seuls moyens d'attirer l'attention. Si elles accordent une importance extrême à « un bout de ruban », à une « coiffe », si « une boucle de cheveux plus haut ou plus bas » sont pour elles affaires d'Etat, c'est que les ajustements seuls leur permettent de faire brillante figure dans la société. La pensée intime de Fénelon

(1) *Télémaque*, Livre XVII, pages 350 et 351.

(2) *Education des Filles*, ch. X, Tome II, page 497.

(3) *Education des Filles*, ch. X, Tome II, page 497.

serait donc que la vanité plus que l'instinct de l'ornement, pousse les femmes à la parure. Elles ne rêvent à des riens très profondément, comme dirait La Bruyère, que parce que la conduite des affaires publiques leur est interdite. Faute de pouvoir jouer les Mazarin ou les Colbert, elles se jettent à corps perdu dans la frivolité, ou mieux dans les frivolités, et discutent avec beaucoup de gravité de bagatelles fort méprisables.

Le désir de plaire n'est pas spécifiquement féminin, mais commun à toute l'engeance humaine. Les hommes eux aussi veulent capter à leur profit les regards de la foule. Le faire par la seule vertu de son mérite personnel est une entreprise osée et qui n'est pas à la portée de tout le monde. Aussi a-t-on recours au clinquant pour paraître. Pourquoi tout le monde fait-il plus qu'il ne peut, demande Fénelon ? L'homme riche pour se prévaloir de ses richesses, répond-il (1). De ce besoin allié au souci de l'opinion naît le faste d'ostentation. Si on veut bien analyser complètement cette expression « se prévaloir de ses richesses », on s'aperçoit qu'elle recèle une autre idée. Une basse préoccupation pousse parfois l'homme riche à humilier par l'étalage de sa fortune celui qui est obligé à un train plus modeste. Ainsi le faquin en litière sans cœur et sans éducation qui éclabousse de sa superbe l'honnête homme à pied. Quant au pauvre, une dignité mal placée, un amour-propre mal entendu. « une

(1) *Télémaque*, Livre XVII, page 351.

mauvaise honte » (1) le déterminent à une dépense exagérée et hors de proportion avec ses moyens. Cette pudeur de la pauvreté côtoie l'instinct de l'imitation qui pousse l'homme à copier ses semblables.

Toutes ces causes du luxe se compliquent de « l'amour de la nouveauté » particulièrement développé en France, nous affirme Fénelon, et qui a d'étranges charmes sur les esprits féminins. Or, cette humeur changeante ne saurait s'analyser en cette noble inquiétude du mieux qui est à la base de toute recherche, engendre le progrès, permet les inventions utiles. Il n'y a que caprice dans la mode. Les femmes comme les hommes sont ondoyantes et diverses. Elles désirent vivement ce qu'elles ne possèdent pas, mais dès que l'objet de leurs rêves est entre leurs mains, il cesse de les intéresser et de les attirer. On se soucie peu de l'élégance et de la commodité d'un vêtement; il suffit qu'il ait été longtemps en vogue pour qu'on éprouve le besoin d'en changer. De même que ce Grec qui était las d'entendre trop longtemps appeler « le juste » le vertueux Aristide, de même les femmes ne peuvent souffrir indéfiniment les mêmes parures. La mode est un monstre qui se dévore lui-même (2). Aucune règle n'en contient les fantaisies. Certes, elle vise au parfait, « mais jamais elle ne le trouve; du moins elle ne

(1) *Télémaque*, Livre XVII, page 351.

(2) Cf. *Education des Filles* : La mode se détruit elle-même. Tome II, page 498.

veut pas s'y arrêter » (1). Elle ne change que pour changer et non pour ne changer plus. En cela elle est déraisonnable (2). Il semble, à lire les pages que Fénelon consacre dans l'*Education des Filles*, à dissenter de la mode, qu'il ait pris leçon du sage Montaigne. La mode est pour celui-ci une douce folie, « une espèce de manie qui tourneboule l'entendement » (3). Avec une force pittoresque, il raille et il moque celui qui maintient « par vives raisons que le musc de son pourpoint entre les mamelles est en son vrai lieu », et qui soutient non moins vivement quelques années après qu'il le faut « avaler jusqu'entre les cuisses » (4).

Le luxe n'est pas un bien parce qu'il ne découle pas d'un besoin naturel. Les hommes de la *Bétique* l'ignorent et le veulent ignorer à cause de ses conséquences néfastes pour l'individu et pour la société. Le superflu énerve le corps et l'âme de celui qui le possède, lui ôte la paix de l'esprit et de la conscience. Il étouffe la sensibilité de l'homme vis-à-vis de ses semblables, le corrompt et le rend mauvais. Il engendre les jalousies. S'il appa-

(1) *Education des Filles*, Tome II, page 498.

(2) J.-B. Say condamne la mode en ces termes : « La mode a le privilège d'user les choses avant qu'elles aient perdu leur fraîcheur; elle multiplie les consommations et condamne ce qui est encore excellent à n'être plus bon à rien. Ainsi la rapide succession des modes appauvrit un Etat de ce qu'elle consomme et de ce qu'elle ne consomme pas. » *Traité d'Economie Politique*. L. III, ch. IV, p. 479.

(3) Montaigne : *Essais*, Livre I, Ch. XLVX, page 378.

(4) Montaigne : *Essais*, Livre I, Ch. XLVX, page 377.

raît, les nobles sentiments sont foulés aux pieds (1). C'est fini de « l'honneur, de la probité même entre les plus proches parents » (2). D'un soldat audacieux, il fait un malheureux lâche, et les délices de Capoue ont toujours annihilé la valeur militaire d'une armée. En même temps qu'il développe la mollesse et l'oisiveté, il crée des besoins nouveaux et pose la question d'argent. « Il n'est plus question que d'être riche » (3). A tout prix, il faut se procurer écus et pistoles, et pour soutenir leur dépense les gens de qualité ne reculent pas devant les plus horribles bassesses. Quant aux personnes d'une basse naissance, elles rêvent « d'une prompte fortune, ce qui ne peut se faire sans péché, comme le Saint-Esprit nous l'assure » (4). Pour y parvenir, au lieu de travailler et parce que justement les ressources lentes de la production ne leur suffisent pas, elles trompent, elles empruntent, elles usent de mille artifices. Le caustique Saint-Simon nous assure que la plupart de ses contemporains, poussés par la nécessité de se procurer des profits rapides, jouent et volent. On joue à la cour, on joue à la ville. Mais on ne se contente pas de jouer, on corrige la fortune, ou selon l'expression du vieux Duc, l'on ne se pique pas d'une fidélité très exacte. « Les plus grands seigneurs ne dédaignent de tricher et en rient ». Ainsi

(1) *Education des Filles*, Tome II, Ch. X, p. 497.

(2) *Education des Filles*, Tome II, Ch. X, p. 497.

(3) *Télémaque*, Livre XVII, page 351.

(4) *Education des Filles*, Tome II, Ch. X, p. 497.

on s'accoutume au luxe, mais le luxe coûte cher, il faut de l'argent et vite. De la Morale, nous glissons insensiblement dans l'Economie Politique.

Quelle épargne peut-on attendre de ceux qui ne sont excités que par la passion de jouir? Le luxe et l'épargne sont d'irréductibles adversaires. L'épargne est une œuvre de temps. Elle exige une certaine abnégation. Elle oblige au sacrifice. C'est une tâche trop dure pour « ces fils de famille qui portent sur leur dos leurs moulins et le bois de hautes futaies » (1). Les nobles qui se ruinent au profit des marchands, leurs fonds épuisés, n'ont pas la sagesse de les reconstituer. Ils se tournent vers le roi qui leur alloue des pensions. Mais d'où le roi tire-t-il ses ressources? De l'impôt, c'est-à-dire du peuple. En le sollicitant constamment, le souverain tarit sa richesse dans sa source. Aussi Fénelon lui conseille-t-il de renvoyer les courtisans raccommoder leurs affaires dans leurs terres (2).

Par ailleurs l'épargnant, le jour où il se décide à mettre en circulation les capitaux qu'il a accumulés avec tant de peine, les emploie en général à une dépense utile. S'il a consenti à se priver pendant un certain temps, c'est soutenu par l'espoir de tirer plus tard un vrai et utile profit de son argent. Sans doute on n'épargne que pour consommer, et consommer c'est anéantir, mais l'anéan-

(1) Sully : *Economies Royales*, page 104.

(2) *Examen de Conscience*, Tome III, page 340.

tissement peut être opéré de façon plus ou moins ingénieuse, de façon plus ou moins intelligente. Adam Smith, le premier, a établi une distinction entre les consommations productives et les consommations improductives ; distinction que les auteurs ont gardé après lui, et que J.-B. Say explique ainsi : « Comme toute consommation entraîne une perte, c'est folie de consommer sans en recueillir un avantage qui puisse être considéré comme un dédommagement de ce sacrifice. Vous savez qu'on peut être dédommagé de deux manières; soit par le bien-être qui résulte d'un besoin satisfait, soit par une production de richesse égale ou supérieure à la valeur consommée. De là les consommations improductives ou stériles et les consommations productives » (1). Or, pour Fénelon, les consommations somptuaires sont des consommations improductives. Sans doute il n'emploie pas cette expression, mais s'il ignore le mot, il pressent l'idée, et il condamne les dépenses consacrées au luxe parce qu'elles apparaissent comme des pertes sèches pour la société, et ne répondent vraiment à aucune utilité matérielle, intellectuelle ou esthétique : « Ces étoffes qui nous couvrent et qu'on peut rendre commodés et agréables, ne peuvent jamais être des ornements qui nous donnent une vraie

(1) *Cours d'Economie Politique* : 7^e Partie, chap. I, p. 405. Voir également du même auteur : *Traité d'Economie Politique* : ch. II, pages 469 et sq.

beauté » (1). Ces consommations qui nous laissent insatisfaits — n'est-ce pas à leur propos que Bossuet crée cette formidable image le « hennissement des cœurs lascifs » — en appellent d'autres que de nouvelles suivent à leur tour et ainsi de suite, si bien qu'en définitive ces consommations, véritables destructions, consomment la ruine du pays.

Les apologistes du luxe ont presque toujours invoqué en sa faveur un argument jugé par eux irréfutable : le luxe assure la subsistance de quantité d'ouvriers et stimule la production. Le patriarche de Ferney, un des plus chauds défenseurs du faste, écrit notamment dans les *Idées Républicaines* : « Si vous ne voulez pas que le riche orne sa maison, vous ruinez cent artisans. Le citoyen qui par son faste humilie le pauvre l'enrichit par ce même faste plus qu'il ne l'humilie » (2). Le marquis de Cazaux renchérit sur Voltaire : « Parmi toutes les passions, dont le ciel gratifie les riches pour l'avantage des pauvres, qu'on en trouve une seule qui coûte moins de dévastation et qui fasse vivre plus de malheureux que le dernier excès de luxe » (3). En une phrase, Fénelon bouscule cette idée : « On dit que le luxe sert à nourrir les pauvres gens aux dépens des riches, comme si les pauvres ne pou-

(1) *Education des Filles*, Ch. X, Tome II, page 497.

(2) *Idées Républicaines*, Edition Beuchot, Tome 40, page 573.

(3) *Considérations sur quelques parties du Mécanisme des Sociétés*, Londres, 1785, in-8, page 346.

vaient pas gagner leur vie plus utilement en multipliant les fruits de la terre sans amollir les riches par des raffinements de volupté » (1). A ceux qui invoquent la nécessité de donner du travail aux indigents, à ceux qui invoquent le droit à la vie des pauvres, Fénelon réplique que le travail ne manque pas. Mais qu'il faut employer les forces humaines aux travaux des champs, à l'agriculture plutôt que de les absorber dans la fabrication des objets de luxe dont l'usage corrompt. Avant que de les incorporer de façon exagérée dans les industries somptuaires au détriment des industries d'utilité première qui souffrent de cette attitude, et tout le monde avec elles, il faut s'assurer que le travail et le capital n'ont pas été détournés de leurs voies naturelles.

D'autre part, les industries de luxe sont les plus exposées aux crises. Fénelon ne le dit pas nettement, mais il le laisse entendre quand il parle de l'inconstance ruineuse des modes (2). Qu'un caprice quelconque modifie une guipure ou supprime un ruban, et voilà des ouvriers jetés à la rue.

Ajoutons enfin ceci que Fénelon ne soupçonne pas : si le luxe ne garde pas une certaine mesure, le pauvre qui perd comme consommateur, perd également comme producteur.

(1) *Télémaque*, Livre XVII, page 350.

(2) *Examen de Conscience*, Tome III, page 337.

Bien mieux : le luxe en développant la mollesse et l'oisiveté atteint la puissance de travail de l'individu, et la production s'en ressent

On accuse très souvent les consommations somptuaires d'accentuer le fossé qui se creuse entre les diverses classes d'un pays. Fénelon pense au contraire que le luxe bouleverse la hiérarchie sociale et détermine la confusion des conditions. Voilà un des plus importants griefs qui l'agite contre lui et il en parle comme d'un poison contagieux qui « de proche en proche gagne les plus basses couches de la nation », « qui passe comme une nuance imperceptible de la plus haute condition à la lie du peuple » (1). Fénelon insiste sur ce caractère insinuant, contagieux et égalisateur du luxe. Il le souligne dans le *Télémaque*, y revient dans *l'Examen de Conscience*, le regrette et s'en lamente. Ce que le bonhomme Jean dit en trois vers :

« Tout bourgeois veut bâtir comme les grands seigneurs
Tout petit Prince a des ambassadeurs
Tout Marquis veut avoir des pages » (2),

(1) *Examen de Conscience*, Tome III, page 338. Dans le *Télémaque* (Livre XVII, page 251), Fénelon reprend cette idée sous une forme légèrement différente : « Le luxe répand sa contagion depuis le Roi jusqu'à la lie du peuple. Les proches parents du Roi veulent imiter sa magnificence, les grands celle des parents du Roi, les gens médiocres veulent égaler les grands, car qui est-ce qui se fait justice ? »

(2) La Fontaine : *Fables* : La Grenouille qui veut se faire aussi grosse que le Bœuf », L. I, fable III.

notre prélat le dit en prose et plus longuement : « Les princes qui vous touchent de près voudront faire à peu près ce que vous ferez, les seigneurs se piqueront d'imiter les princes, les gentilshommes voudront être comme les seigneurs, les financiers surpasseront les seigneurs même; tous les bourgeois voudront marcher sur les traces des financiers qu'ils ont vus sortir de la boue. Personne ne se mesure et ne se fait justice » (1). De cela résulte un dérèglement de toute la nation qui l'entraîne dans un gouffre. Saint-Simon le marque en termes encore plus énergiques et plus expressifs : le faste est une plaie, un « cancer intérieur qui aboutit à la confusion des états, dont les suites sont infinies et qui ne vont rien moins qu'à la ruine et au renversement général ». La force d'expansion du luxe est telle, remarque Fénelon, qu'il déborde le territoire national et s'en va corroder l'étranger. « Nous voyons même, dit-il, que la folie de nos modes est contagieuse chez nos voisins. Toute l'Europe... ne peut s'empêcher de se soumettre sérieusement à nos lois dans ce que nous avons de plus frivole et de plus pernicieux » (2). Mais que l'on prenne garde. Sans doute la corruption des mœurs effraye Monsieur de Cambrai, sans doute il s'inquiète de voir emportés dans le même tourbillon boueux magistrats et officiers, nobles et manants, valets et financiers; mais derrière le moraliste, on distingue le politique. L'aristocrate

(1) *Examen de Conscience*, Tome III, page 338.

(2) *Examen de Conscience*, Tome III, page 338.

qu'il est souffre au spectacle des roturiers tentant grâce à leur train de vie, de se placer sur un pied d'égalité avec les nobles et il attribue au roi la responsabilité de ce faste qui ronge les forces vives de la nation et qui s'embourgeoise, disons mieux, si nous voulons bien traduire la pensée de Fénelon — qui s'encanaille.

De fait, le luxe tend de plus en plus à devenir sous Louis XIV l'apanage des classes moyennes. D'abord réservé aux seigneurs, dès le XVI^e siècle, il gagne les gens de justice et les marchands. B. Laffemas nous apprend que tout le monde « avait abandonné le drap pour la soie, jusques aux marchands, simples bourgeois, gens de pratique, ouvriers et artisans ». Sully de son côté assure que « les gens de justice sont ceux qui se jettent aujourd'hui le plus dans le luxe » (1). Le XVII^e siècle connaît vraiment l'apogée du luxe bourgeois qui trouve ses plus fortes manifestations dans le luxe des financiers « sortis de la boue et qui veu'ent dépasser les seigneurs même » (2). Que d'amertume et de colère concentrées dans ces mots ! Il est certain que la plupart d'entre eux ne pouvaient pas se targuer d'une origine bien reluisante. Macé Bertrand avant de porter le nom de Bertrand de la Bazinière, est un laquais (3). Le Ragois, Feydeau, Puget, le trésorier de l'épargne, sont issus de paysans, d'artisans ou ont fait

(1) Sully : *Economies Royales*, page 102.

(2) *Examen de Conscience*, Tome III, page 138.

(3) Voir Pigeonneau : *Histoire du Commerce*, 2 volumes. Paris 1885-89, Tome II, p. 455-456.

Leurs premiers pas dans la boutique. Moysset, d'abord tailleur, se mue ensuite en banquier. En mariant leurs filles aux héritiers ruinés des grandes familles, ils cherchent à se débarrasser de leur roture et s'infiltrèrent dans les rangs de la noblesse. A l'occasion, ils protègent les arts et traitent les artistes et les écrivains avec une grande générosité. Corneille dédie *Cinna* à l'un d'eux, d'assez petite extraction, Monsieur de Montauron. Le plus célèbre, Fouquet, n'hésite pas à dépenser neuf millions pour bâtir et décorer Vaux. Le luxe de ces gens est tel qu'il offusque Louis XIV pourtant amoureux du faste, et il le qualifie d'insolent et d'audacieux. Aussi il entreprend de lutter contre eux, mais à la fin du règne, pressé par les soucis d'argent, il s'abaisse à promener lui-même Samuel Bernard, un vieux banquier vaniteux et capable, à travers le parc de sa résidence de Marly et le financier émerveillé risque la ruine pour l'amour du Roi-Soleil (1).

(1) On a prétendu que Fénelon avait peint Louvois sous les traits de Protésilas. Nous ne sommes pas éloigné de croire qu'il pensait aussi à Fouquet. On nous accordera en tous cas que la ressemblance est fort grande entre le favori d'Idoménée, protecteur des Beaux-Arts, et le généreux mécène de Vaux. Qu'on juge plutôt : « Hegesippe se hâta d'aller prendre Protesilas dans sa maison : elle était moins grande, mais plus commode et plus riante que celle du Roi. L'architecture était de meilleur goût. Protesilas l'avait ornée avec une dépense tirée du sang des misérables, etc... Un poète venait lui chanter des vers où il assurait que Protesilas, instruit par les Muses, avait égalé Apollon pour tous les ouvrages de l'esprit. Un autre poète encore plus lâche et plus impudent, l'appelait dans ses vers l'inventeur des Beaux-Arts, etc... » *Télémaque*, Livre XI, page 235.

Cette ostentation, ce faste, ces richesses arrachées aux souffrances du peuple irritent Fénelon et expliquent en partie pourquoi il prévoit la suppression des financiers dans ses *Plans de Gouvernement*.

A Salente (nous le verrons dans le chapitre consacré à l'étude de l'organisation de la Cité idéale), Mentor, grâce à une réglementation sévère du costume maintient chacun à la place qui lui est dévolue par la naissance ou le mérite civique. Ce système tient de la chimère. Fénelon ne prétend pas l'appliquer à la France, mais s'il ne prohibe pas absolument les ornements d'or et d'argent, du moins s'élève-t-il contre les somptuosités de la parure. En prêchant la simplicité, il ne croit pas déchoir, car le sujet n'est frivole qu'en apparence. Il s'adresse aux femmes en particulier, car ce sont elles qui provoquent le mal, et il les accuse d'être les complices des passions qu'elles excitent. « Quand on cherche à plaire, que prétend-on : Exciter les passions des hommes. Que tient-on dans ses mains pour les arrêter. Si elles vont trop loin, ne doit-on pas s'en imputer toutes les suites. Vous préparez un poison subtil et mortel et vous vous croyez innocentes. » (1). Une fille ne doit pas hasarder son âme et celle de son prochain, par folle vanité, et comme tous les pasteurs chrétiens, il exhorte les femmes à l'horreur des nudités de gorge et autres immodesties. Il souhaite que les habits

(1) *Education des Filles*, page 498, Tome II.

soient le moins façonnés possible. « Point de parure vaine et affectée » (1), dit-il, mais une simplicité d'habits noble, gracieuse et convenable aux mœurs chrétiennes. Il voudrait que l'on s'inspirât de l'antiquité pour les ornements du corps comme pour les ornements de l'esprit. Les modèles seraient les statues grecques et les figures romaines. Mais il y aurait extravagance à prendre l'extérieur antique (2). Il réproouve enfin le luxe de la coiffure, qui tombe dans les excès des perruques énormes, des perruques à trois marteaux. « C'est une chose bien mal entendue de se grossir la tête de je ne sais combien de coiffes entassées. Les véritables grâces suivent la nature et ne la gênent jamais » (3).

Le caractère politique de ses attaques contre le luxe s'affirme et se précise lorsque Fénelon aborde la question du luxe des bâtiments, qui constituent un des aspects les plus remarquables -- et les plus onéreux -- du luxe royal, que la nation toute entière confondait avec le luxe public au temps des victoires militaires et des triomphes diplomatiques, car il rehaussait le prestige national, mais qui pèse lourdement sur ses épaules et devient impopulaire quand surviennent les revers, les déceptions, les famines, la misère. La critique de Louis XIV est ici très directe, et notre auteur analyse avec une grande perspicacité les

(1) *Education des Filles*, page 497, Tome II.

(2) *Education des Filles*, page 497, Tome II.

(3) *Education des Filles*, page 498, Tome II.

mobiles qui l'ont poussé à des constructions dispendieuses : le Roi veut paraître grand, éblouir par l'éclat de sa magnificence et la France et l'Europe. Ceci est très juste. Sans doute le Roi est naturellement porté vers le faste, sans doute il se complaît dans la somptuosité, mais il accentue ses défauts en les mettant au service de sa politique. Et s'il consacre une partie de la fortune publique à l'érection de châteaux et de pavillons, c'est autant parce que cela satisfait ses besoins de luxe que parce qu'il y voit un moyen de gouvernement. Et puis n'est-il pas ici bas le lieutenant de Dieu, le vicaire de Jésus-Christ ? La nécessité d'une représentation particulière ne découle-t-elle pas de cette idée de droit divin ? Certes. Aussi bien il allègue l'obligation d'un extérieur particulier, contre lequel s'élève notre auteur, et il veut une demeure à l'image de sa toute puissance, et une demeure qu'il ait créée de toutes pièces. Et l'économe, le sévère Colbert ne lésine pas trop quand il s'agit de rehausser le caractère d'opulente majesté de la Maison de France. Telle est la force du désir royal qu'il réussit à remplir, à occuper et à peupler de la vie d'un seul homme une cité de 80.000 âmes (1).

Au demeurant, Fénelon convient facilement que le roi doive paraître grand, au moins pour inspirer au peuple le respect « de celui qui doit soutenir les lois » (2). Mais il

(1) Voir Taine : *Origines de la France contemporaine*, Tome I, Livre II, ch. 1^{er} : Les mœurs et les caractères, page 135.

(2) *Télémaque*, Livre V, page 97.

estime que les moyens employés par Louis XIV pour y parvenir sont anti-économiques. Le monarque se trompe, le monarque se leurre, le monarque fait fausse route en prétendant accroître la somme de respect qui lui est due la religion des Français pour sa personne, grâce « à de grands travaux fastueux » (1). Cette grandeur là n'est qu'un songe, une illusion, un mirage, car elle se dresse sur les ruines de la nation. « Cet éclat éblouissant cache une faiblesse et une misère susceptibles de renverser un empire » (2). Hâtez-vous de réparer ces fautes, adjure Fénelon, « suspendez tous vos grands travaux, laissez respirer vos peuples » (3). La vraie grandeur consiste à mettre les sujets dans l'abondance et se marque à la prospérité du royaume. Plutôt que de bâtir des villes superbes de marbre et d'or, au détriment de la bourse des laboureurs, il vaut mieux encourager l'agriculture. « Une grande ville quand elle est entourée d'un royaume pauvre et mal cultivé ressemble à un monstre dont la tête est d'une grosseur énorme, et dont tout le corps exténué et privé de nourriture n'a aucune proportion avec cette tête » (4). Louis XIV prétendait faire œuvre ingénieuse non seulement au point de vue politique mais encore économique, en se laissant aller à ses plaisirs dispendieux. Il tombait dans l'erreur où s'égare le vulgaire. Il pensait que

(1) *Télémaque*, Livre XVII, page 349.

(2) *Télémaque*, Livre XVII, page 349.

(3) *Télémaque*, Livre X, page 197.

(4) *Télémaque*, Livre XVII, page 349.

toutes ses dépenses produisaient du travail, augmentaient la production. « Bannir la fainéantise », tel est le motif qu'il allègue dans l'édit qui renouvelle les privilèges des ouvriers logés au Louvre. Et parce qu'il estime que la dépense fait aller la production, et favorise le travail national, il fait bâtir un peu à tort et à travers (1). Son attitude nous rappelle une anecdote que J.-B. Say prenait, dit-on, plaisir à conter. Quand le grand économiste était encore dans l'âge heureux où l'on ne se soucie pas des lois économiques, il était souvent prié à déjeuner par un voisin de campagne, vieillard bienveillant qui raisonnait comme le faisait un siècle et demi plus tôt le Roi-Soleil. Sitôt le repas terminé, il précipitait par la croisée les flacons qui avaient contenu les vins en s'exclamant « cela fera travailler les fabriques, il faut bien que tout le monde vive ». Or, c'est là une hérésie économique que Bastiat réfute joliment dans un spirituel pamphlet : *Ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas* (2). Une vitre est cassée. Il faut la remplacer. Voilà qui va réjouir le vitrier. A son point de vue, il y a augmentation de la production. Mais l'argent dont on paye ses services avait primitivement une autre destination : l'accomplissement d'un travail quelconque

(1) Ainsi Versailles est un lieu mal choisi. Il fallut tyranniser la nature, selon l'expression de Saint Simon. D'immenses capitaux furent engloutis dans les sables et les marécages qui recouvraient la région, il est vrai cependant qu'ils ont contribué à son assainissement.

(2) F. Bastiat : *Œuvres Complètes*. Guillaumin et Cie, éd. Paris 1878, 4^e édition. Tome V. *Sophismes Economiques. Petits Pamphlets*. Ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas. *La Vitre Cassée*. Page 338.

qui ne pourra plus se faire. Premier désavantage. Si par ailleurs, la vitre était restée intacte, on aurait pu entreprendre la dépense projetée. Au lieu d'une, on aurait possédé deux valeurs. Donc le producteur n'a rien produit et le consommateur s'est appauvri. Cela, c'est ce qu'on ne voit pas. Eh bien, ce que ne voyait pas Louis XIV et ce que Fénelon discernait nettement, c'est que le travail et les capitaux enfouis dans la construction de Versailles et de Marly, la restauration de Fontainebleau et de Chambord, auraient pu être consacrés plus utilement au développement de l'agriculture et des industries de première nécessité.

Fénelon réserve son animosité à la magnificence des bâtiments laïques et des demeures profanes. Il raisonne autrement pour les édifices religieux. « Les Temples des Dieux », il les veut parés des richesses de la « superbe architecture », car les immortels ne sauraient habiter des lieux aussi simples que ceux où doivent vivre les hommes, et « les hommes n'oseraient avoir des maisons semblables à celles des immortels » (1). Au surplus le luxe religieux est inéluctable, nécessaire. Une religion quelque soit son degré de spiritualité, ne peut se contenter de s'adresser à l'esprit, de séduire le cœur, si elle désire toucher la foule. Elle doit chercher à frapper l'imagination et à émouvoir les sens. Et Fénelon manifeste une sympathie assez

(1) *Télémaque*, Livre V, page 97.

marquée pour le luxe religieux parce que s'il se mesure et garde certaines limites, il aide à l'enseignement religieux, partant contribue à l'éducation morale des peuples (1). En définitive, il ne constitue pas une mauvaise affaire au point de vue économique s'il inspire aux hommes le dégoût des vices et l'amour du travail. Le luxe et l'art religieux se touchent d'ailleurs d'assez près. Or, Fénelon se défend d'être un béotien. Et il se rend compte que l'art et l'industrie de luxe s'ils ont des points communs ne se confondent pas, et il ne les confond pas. Aussi il évite d'englober dans un même mépris, artistes et artisans de luxe. S'il hait les « arts superflus », il ne veut faire aucun tort aux beaux arts, « ni aux hommes qui ont un vrai génie pour les cultiver » (2). Mais il s'oppose à la création de ce qu'on nommerait aujourd'hui un budget des beaux-arts (3). Que le souverain ne s'occupe pas d'encourager les artistes avant d'avoir payé ses dettes, et qu'il abandonne aux ri-

(1) Le Temple de Jupiter à Salente était orné avec beaucoup de magnificence : « Le Temple était tout incrusté de marbre avec des bas reliefs qui représentaient Jupiter changé en taureau... On voyait ensuite la naissance et la jeunesse de Minos ; enfin ce sage roi donnant, dans un âge plus avancé, des lois à toute son île pour la rendre à jamais florissante. » *Télémaque*, Livre VIII, page 167.

(2) *Télémaque*, Livre XII, page 349.

(3) Remarquons qu'il ne s'agirait pas, à proprement parler, d'une création : Colbert avait déjà institué comme partie du service public et de la dépense ordinaire, des pensions pour les littérateurs, les savants, les artistes, et ses bienfaits envers eux ne s'arrêtaient pas aux limites du royaume. Voir A. Thierry : *Essais sur l'Histoire du Tiers-Etat*, Tome 1^{er}, page 241.

ches particuliers et aux étrangers le soin de faire « fleurir les arts » (1). Par ailleurs, l'action de Louis XIV, qui en matière littéraire demeure une simple influence, s'avère une véritable maîtrise pour les arts proprement dits.

La création de l'Académie de Peinture et de Sculpture en 1648, de l'Académie d'Architecture en 1671, lui donne la possibilité de diriger le goût de la cour et de la nation (2). Les arts qui gravitent autour de sa personne comme les satellites autour de l'astre central, sont tous à sa dévotion et constituent une flatterie publique de son gouvernement. Cela ne laisse pas que d'irriter Fénelon qui souhaite sans doute étendre aux artistes la liberté qu'il réclame pour les commerçants, et les veut rendre maîtres de l'inspiration et de l'exécution.

Ce luxe qui provoque la décadence économique et morale de la nation, Fénelon le diagnostique un mal presque incurable. Pour tenter de l'extirper du corps social, tout au moins d'en éviter la propagation, il propose deux remèdes d'inégale valeur, de puissance différente à ses yeux, et qui sont les lois somptuaires et l'exemple du Prince.

A maintes reprises, notre auteur, soit dans le *Télémaque*,

(1) Voir Plans de Gouvernement. Tome III, page 431.

(2) Voir sur cette question : S. Rocheblave : *L'Art et le Goût en France de 1600 à 1900*. Paris, A. Colin, éditeur, p. 53 à 133. P. Levasseur : *Histoire des classes ouvrières en France avant 1789*. Tome II, page 248.

soit dans l'*Examen de Conscience*, soit dans les *Dialogues des Morts*, soit encore dans les *Plans de Gouvernement*, soit enfin dans les *Fables* demande, souhaite, exige, prévoit, louange les lois somptuaires. Une législation touffue lui inspire une grande méfiance : une législation touffue est très souvent une législation confuse, pleine de subtilités, occasions de chicanes et de procès. Aussi comme Platon il veut « peu de juges, peu de lois » (1). Mais parmi les lois qui aspirent au gouvernement d'un peuple, il estime essentiel que figurent les lois somptuaires, qu'il appelle les lois sages, ou comme Sully les bonnes lois (2) parce qu'elles retranchent « le faste, le luxe et la mollesse et tous les arts qui ne servent qu'à flatter les vices » (3). Mais il ne demande pas cependant des lois jouant de la même manière pour tous les membres de la com-

(1) *Plans de Gouvernement*, Tome III, page 435. Fénelon tient particulièrement à cette idée : dans un dialogue des morts entre Solon et Justinien (Tome II, page 563) il fait dire à Solon : « la multitude des juges corrompt tout. La multitude des lois n'est pas moins pernicieuse. Dès qu'il y en a tant, on s'accoutume à les révéler en apparence, et à les violer sous de beaux prétextes... On s'en joue par la subtilité des sophistes, qui les expliquent comme chacun le demande, pour son argent ». A rapprocher de la pensée de Descartes sur le même sujet : « Comme la multitude des lois fournit des excuses aux vices en sorte qu'un Etat est bien mieux réglé lorsque n'en ayant que fort peu, elles y sont fort étroitement observées ». Discours de la Méthode.

(2) Sully définit les lois somptuaires « de bonnes lois défendant toutes superfluités et réduisant toutes personnes de toutes qualités pour ce qui regarde les vêtements, ameublements, bâtiments, logements, festins, parfums et autres bombances. » *Economies Royales*, page 102.

(3) *Télémaque*, Livre V, page 108.

munauté nationale et qui les frapperaient également et indistinctement. Il tient à établir des nuances entre les différentes classes. Il précise des « lois somptuaires pour chaque condition » (1). Ainsi ces lois, dans son esprit, auraient le double avantage de ménager à la fois la richesse publique et l'orgueil nobiliaire.

En se faisant le thuriféraire et des lois somptuaires et de la propriété privée (voir le chapitre consacré à cette question), Fénelon se contredit quelque peu : la propriété comporte, outre le jus abutendi dont nous verrons Mentor faire bon marché à Salente, le jus utendi que l'existence de la loi somptuaire altère ou supprime. La loi somptuaire se révèle injuste puisque tout homme a le droit de faire de sa chose l'usage qui lui convient, peut jouir de sa chose comme il l'entend, à condition toutefois de ne léser les droits de personne (2). Elle constitue en outre une atteinte à la liberté individuelle en accordant à des tiers un droit de regard sur ce qui ne relève que de l'appréciation personnelle. Le caractère inquisitorial et vexatoire qu'elle possède presque nécessairement la rend par surcroît assez odieuse. Voilà les objections de principe qu'on peut lui adresser et que Fénelon a méconnues.

Mais négligeons ces critiques théoriques et demandons

(1) *Plans de Gouvernement*, Tome III, page 436.

(2) J.-B. Say : *Cours d'Economie Politique*, 7^e partie, chap. IV, p. 424. « La propriété suppose dans chaque particulier le droit de disposer de son bien, d'en abuser s'il le veut. »

nous quelle est sa valeur pratique ? Fénelon lui-même est obligé de convenir que les lois somptuaires n'ont aucune chance d'être obéies — « même renouvelées » (1) — si elles ne répondent pas à un besoin de l'opinion. Quid leges, sine moribus ? Le fait, nous le savons, précède le droit. Les efforts du législateur se heurteront à la force d'inertie, si la multitude juge inopportuns, ou insolites, ou trop nouveaux les textes légaux. Et si elle se complaît à la gangrène du faste, elle retournera au luxe, malgré les défenses solennelles des lois, comme le chien à sa vomissure.

Notre auteur se rend nettement compte qu'on ne réforme pas les mœurs à coup d'ordonnances décidées dans le silence du cabinet, et qu'il faut autre chose.

Le second remède qu'il préconise entre en scène, et à la vérité c'est en lui seul que Fénelon a véritablement confiance. « Je ne connais qu'un seul moyen pour rendre votre peuple modeste dans sa dépense, déclare Mentor à Idoménée, c'est que vous lui en donniez l'exemple » (2). Fénelon attribue une grande vertu à l'exemple du Prince : « L'exemple d'un seul peut redresser les mœurs de toute la nation » (3), comme il peut les corrompre davantage. Pour tout dire il le juge décisif, en bien comme en mal; il provoque les bonnes actions, et encourage au crime. Tour à tour, il peut donner naissance au beau geste ou à

(1) *Télémaque* : Livre X, page 240.

(2) *Télémaque* : Livre X, page 208.

(3) *Examen de Conscience*, Tome III, page 338.

la vilenie. C'est que chacun a les yeux fixés sur le Souverain et le veut imiter. Se pare-t-il de broderies, les valets se piqueront d'en porter. S'il soumet sa vie à des règles austères, les sujets découvriront des charmes puissants à l'austérité. Aussi, doit-il se garder de « tout commerce équivoque et sujet à explication » (1). En lui, « toute apparence de galanterie, tout air passionné ou amusé cause un scandale et porte coup pour altérer les mœurs de toute une nation » (2).

Au surplus, il est une explication encore meilleure de l'influence de l'action royale. Qui oserait se plaindre d'une règle à laquelle le Roi lui-même se soumet ?

Fénelon savait d'ailleurs qu'on pouvait attendre beaucoup de l'influence personnelle de Louis XIV en cette matière. Les courtisans, selon l'expression d'un contemporain, préfèrent la mort au mépris et à l'indifférence du Roi et, pour mériter la faveur d'un regard, d'un sourire, d'un compliment tombé des lèvres augustes copieront le Souverain dans les extravagances comme dans la simplicité.

Cependant, ces remèdes, si l'on veut qu'ils produisent le maximum d'effet, il faut les appliquer ensemble, car ils se prêtent mutuellement force et appui. Les lois somptuaires, impuissantes à elles seules à changer le goût et

(1) *Examen de Conscience*, Tome III, page 337.

(2) *Examen de Conscience*, Tome III, page 337.

les habitudes de toute une nation (1), ne tirent certes leur autorité que de l'exemple du Prince, mais elles sont nécessaires pour marquer mieux sa volonté et publier son renoncement aux joies frelatées du faste (2).

D'une façon générale, le luxe est vu d'un œil assez sévère par les écrivains du XVII^e siècle tant profanes que religieux. Port-Royal représente la tradition rigoriste avec toutes ses exagérations. La Bruyère, s'il est plus large que Pascal, signale cependant avec l'ironie chagrine qui le caractérise, les vanités de la mode (3). Saint-Simon parle avec sa crise de nerfs habituelle, de la « vile bourgeoisie se ruant en luxes de tous genres ». Vauban envisage le luxe à un point de vue fiscal et propose d'imposer la domesticité et les amples perruques (4). Quant à D'Aguesseau, il assure, ainsi que notre auteur, que le luxe est une ma'adie qu'on ne guérira pas avec des paroles, mais par l'exemple (5).

(1) Rousseau estime les lois somptuaires inutiles. Dans la *Lettre à l'Abbé Raynal*, il écrit : « Vraiment non, je n'ignore pas quand un homme est mort, qu'il ne faut pas appeler le médecin. »

(2) *Télémaque*, Livre XVII, page 351 : « Il lui faut donner de nouvelles lois (à la nation). Qui le pourra entreprendre, si ce n'est un roi philosophe qui sache par l'exemple de sa propre modération faire honte à tous ceux qui aiment une dépense fastueuse et encourager les sages qui seront bien aises d'être autorisés dans une honnête frugalité. »

(3) La Bruyère : *Caractères*. Voir « De la Mode », p. 291. Ed. Flammarion.

(4) Vauban. *Dime Royale*, p. 78.

(5) D'Aguesseau. Dans sa 5^e Mercuriale consacrée à l'*Amour de la Simplicité* (1702), il s'élève contre le luxe. Dans la 8^e, en 1706,

Cette tendance à voir dans le faste un état pathologique se retrouve chez de nombreux écrivains au XVIII^e siècle.

D'autres cependant, élèvent la voix en sa faveur et prennent énergiquement sa défense : tel, Mandeville qui, dans un célèbre ouvrage paru en 1705, canonise, selon M. Baudrillart (*Histoire du Luxe Privé et Public*) les sept péchés capitaux (1), voit le salut du monde dans les vices aimables et soutient que si le luxe est un mal, il faut cependant le laisser se développer, car il profite à l'ensemble de la nation : « le faste et la vanité nourrissent la misère » (2).

Il faut également citer, parmi les apologistes du luxe, Voltaire et surtout Melon. Dans son *Essai sur le Commerce*, ce dernier conteste, tant au point de vue économique que moral, les propositions énoncées par Fénelon et défend la thèse de l'utilisation des passions qui sera reprise par Ch. Fourier. Si chacun, dit-il, suivait les maximes de la religion il n'y aurait pas besoin de lois. « Le devoir servirait de frein au crime et de motif à la vertu » (3). Hélas, il n'en est pas ainsi. Ce sont les passions qui

sur *l'Homme Public*, il écrit « le luxe est une maladie dont la guérison est laissée à l'exemple. » Voir *Œuvres Complètes*, T. I, Paris 1889 : 8^e Mercuriale prononcée à Pâques 1706 : L'Homme public ou l'attachement du magistrat au service du public ; 5^e Mercuriale prononcée à Pâques 1702 : L'Amour de la Simplicité, p. 95 et 59.

(1) H. Baudrillart. *Histoire du Luxe Privé et Public*. Tome I, p. 3. Voir également T. IV, p. 351 et suivantes.

(2) Mandeville : *La Ruche bourdonnante ou Fable des Abeilles*. (1705).

(3) Melon. *Essai sur le Commerce*, p. 696.

commandent les actions humaines. Le législateur doit le regretter, mais en profiter. Et puisqu'il sait que l'industriel, le négociant sont guidés non par l'amour du prochain, mais par la cupidité, il ne faut pas qu'il perde son temps en plaidoyers contre le luxe. Qu'il en fasse plutôt un motif de travail; ainsi le luxe qui apparaîtra « comme une suite nécessaire de toute société bien policée » (1) sera destructeur de la paresse et de l'oisiveté. L'homme somptueux travaillera d'autant plus qu'il est habitué au luxe et qu'il tient à lui. Melon conteste par ailleurs, que le luxe amollisse la nation et affaiblisse ou amoindrisse le courage et la valeur militaires. La frugalité des troupes espagnoles, leurs uniformes rapiécés ne les ont pas rendus plus vaillantes et nos armées, remarque-t-il, furent battues quand il y avait moins d'abondance qu'au temps de nos victoires. Melon va plus loin, et il attribue au luxe un caractère moralisateur. C'est peut-être lui qui a banni l'ivrognerie des villes. Elle semble, en effet, s'être retirée, dit-il, à la campagne où le luxe n'est pas arrivé.

Que penser de la condamnation sans appel que prononce Fénelon contre le luxe ?

Il n'est pas prouvé que le luxe détermine un déséquilibre moral de la société. Le luxe, très souvent, au lieu d'être une cause de la corruption des mœurs n'en est qu'un effet. Au point de vue économique, nous approuvons M. de

(1) Melon : *Essai sur le Commerce*, Ch. IX : Du Luxe, p. 696.

Cambrai, lorsqu'il s'indigne de voir consacrer à des productions dont la nécessité ne s'avère pas immédiate le travail et le capital, alors que faute d'hommes et faute d'argent, l'agriculture et les industries d'utilité première dépérissent. Mais pourquoi, si la population est surabondante et les capitaux nombreux, ne pas les employer à la fabrication d'objets de luxe, plutôt que laisser émigrer les hommes et s'évader le numéraire. Trop de luxe provoque la ruine, trop peu de luxe aboutit à la stagnation. Aussi, nous ne sommes pas ennemis d'un certain luxe sensé qui vise à rendre l'existence plus douce et plus facile, et s'il est déraisonnable de sacrifier les besoins premiers à des désirs superflus, pourquoi une fois ceux-là satisfaits ne pas combler ceux-ci ?

En réalité, le luxe abusif seul est anti-économique et anti-moral. Au demeurant, ce n'est pas tant le luxe et la richesse qui sont condamnables que l'esprit somptuaire qui rend l'homme esclave des frivolités de la mode. Comme dit le sage Montaigne, l'engouement pour le faste n'est qu'une erreur superficielle, mais c'est surtout un « mauvais pronostic » (1).

(1) Montaigne : *Essais*, Tome I, Livre I, ch. XLIII, page 344, *in fine*.

Troisième Partie

Fénelon
socialiste utopique

CHAPITRE PREMIER

Les idées de Fénelon sur la propriété

L'origine de la propriété privée suscite entre les auteurs de vives discussions. Deux grands courants d'idées sont en présence : certains théoriciens estiment que la propriété est prévue par cette loi non-écrite qui s'appelle la loi naturelle. Les autres soutiennent que le droit de domaine est postérieur à l'apparition de la civilisation et qu'il est l'œuvre du législateur humain.

Fénelon prend nettement position sur ce point : la propriété n'est pas une institution de droit naturel, mais une création des lois civiles.

Pourquoi et comment est-elle apparue ?

L'humanité, d'après notre auteur, serait passée par trois stades différents : la vieille machine ronde aurait successivement connu l'âge d'or, une affreuse anarchie, enfin le règne des lois civiles qui nous régissent encore actuellement.

Primitivement, déclare M. de Cambrai, les hommes vivaient sous l'empire de la loi naturelle qui est une loi d'amour fondée sur la raison, et comme elle, universelle, éternelle et immuable. La loi naturelle ignore la propriété : « Rien n'est plus contraire à la nature des choses que le partage inégal des biens, l'opulence exorbitante des uns qui n'ont aucun mérite personnel, et la pauvreté affreuse des autres qui sont infiniment estimables. » (1). Les hommes, tous citoyens de l'univers, tous enfants d'un même père, tous frères par une identité de nature, naissent avec un droit égal à ce dont ils ont besoin pour leur conservation (2). L'indivision existait donc entre eux. « Une simplicité sans faste », un « commerce de bienfaits sans propriété » étaient ici-bas les seules règles de conduite (3). Il n'y avait de propriété individuelle que cette propriété mobilière, éphémère et fugitive qui ne peut subsister puisque la propriété foncière ne lui sert pas de vigoureux

(1) *Essai philosophique sur le Gouvernement Civil*, Tome III, Chap. IX, page 363.

(2) *Essai philosophique sur le Gouvernement Civil*, Tome III, Chap. IX, page 363.

(3) *Essai philosophique sur le Gouvernement Civil*, Tome III, Chap. V, page 358.

tuteur. La *Bétique*, que Fénelon décrit dans son *Télémaque*, avec des expressions traduites presque littéralement des poèmes consacrés par les Latins à chanter les délices de l'Âge d'or constitue, en somme, une illustration de ces propositions (1).

Mais très rapidement se produit l'avènement du second stade. Cette loi naturelle que les hommes portent « au-dedans d'eux-mêmes » (2), les « annales sacrées et profanes nous montrent qu'ils ne l'ont pas suivie longtemps » (3). Soit ignorance, soit malice de leur part, ils transgressent ses prescriptions et ils deviennent des loups les uns pour les autres. L'amour-propre déréglé, c'est-à-dire, l'orgueil, engendre dans le cœur de l'homme deux passions : l'avarice et l'ambition. Le désir de s'approprier des biens qui ne sont pas nécessaires pour sa conservation et partant, qui lui sont inutiles, le tourmente. Il veut s'attribuer une supériorité insolite. Au banquet de la nature, chacun veut manger plus qu'à sa faim. La raison est impuissante à contraindre l'homme, mais telle est cependant la force de la raison qu'il appelle raison, la passion qui l'anime. Il n'y a désormais de droit que celui du plus

(1) *Télémaque*, Livre VII, pages 151-52 : « Ils vivent tous ensemble sans partager les terres... tous les biens sont communs... ils s'aiment tous d'un amour fraternel que rien ne trouble. »

(2) *Essai philosophique sur le Gouvernement Civil*, Tome III, ch. IX, page 363.

(3) *Essai philosophique sur le Gouvernement Civil*, Tome III, ch. V, page 358.

fort, « et chacun peut le devenir tour à tour » (1). « Tout est en proie à tous » (2). L'anarchie apparaît avec son cortège de désordres, de troubles et d'oppressions. Cette « liberté sauvage où chacun veut tout prétendre et tout contester » (3) est le plus grand des maux. Il faut la combattre et l'anéantir.

Voilà pourquoi s'ouvre la troisième période.

Un gouvernement est nécessaire qui rétablira l'ordre et qui règlera la propriété des biens, « grâce à des règles de conduite accomodées aux circonstances particulières de chaque société et aux besoins présents de l'humanité » (4). Ces règles — les lois civiles — servent de fondement à la propriété privée qui apparaît comme le moyen essentiel de remédier aux désordres engendrés par la communauté anarchique. En elle-même, elle est un mal. Mais de deux maux, il faut choisir le moindre : sans doute elle est contraire à la nature des choses ; elle permet du moins d'assurer et de conserver l'ordre et la paix de la société qui, sans elle, seraient illusoires ; sous couleur d'égalité de droits, en effet, « s'il était permis à chacun de se saisir de ce dont il a besoin, la plupart des hommes se ser-

(1) *Essai philosophique sur le Gouvernement Civil*, Tome III, ch. V, page 358.

(2) *Essai philosophique sur le Gouvernement Civil*, Tome III, ch. V, page 358.

(3) *Essai philosophique sur le Gouvernement Civil*, Tome III, ch. V, page 358.

(4) *Essai philosophique sur le Gouvernement Civil*, Tome III, ch. IX, page 363.

viraient de ce principe pour devenir brigands et voleurs » (1).

Mais les lois civiles ne doivent pas se contenter de procéder au partage des biens. Il faut encore qu'elles assurent leur transmission pour éviter « les maux d'une nouvelle distribution » (2). Fénelon laisse entendre que la possession consacrée par la loi civile devient le meilleur titre de propriété et que, si à l'origine, la propriété est vraiment une usurpation, le long usage et la possession immémoriale effacent ou tout au moins, atténuent ce vice. En tous cas « tout changement serait un grand crime » (3), dit-il, en ce qu'il troublerait de nouveau l'ordre social. Il serait déraisonnable. Ainsi une transmission légitime et bien ordonnée épure, en quelque sorte, la propriété. Aussi, notre auteur est-il amené à considérer l'usucapion comme un mode valable d'acquisition de la propriété à la condition toutefois qu'il n'existe plus de descendants légitimes des premiers occupants. Cette condition se trouvant réalisée, la possession est parfaitement valable. On peut l'assimiler à l'occupation primitive: « Les premiers occupants n'avaient, à la vérité, aucun droit inhérent et naturel de s'approprier plus que ce dont ils

(1) *Essai philosophique sur le Gouvernement Civil*, Tome III, ch. IX, page 363.

(2) *Essai philosophique sur le Gouvernement Civil*, Tome III, ch. IX, page 364.

(3) *Essai philosophique sur le Gouvernement Civil*, Tome III, ch. IX, page 365.

avaient besoin pour leur subsistance ni de le transmettre à leur postérité à l'exclusion de tous les autres » (1). Cependant, on admet la légitimité de cette occupation se prolongeant au cours des siècles pour éviter les désordres et les troubles sociaux. Fénelon raisonne de même pour le droit héréditaire des couronnes qu'il associe étroitement au droit héréditaire des terres qui est fondé sur les mêmes principes et que l'ancienneté finit par légitimer (2).

(1) *Essai philosophique sur le Gouvernement Civil*, Tome III, ch. IX, page 365.

(2) *Essai philosophique sur le Gouvernement Civil*, Tome III, ch. IX, page 365.

« La possession donne sans doute le droit civil aux couronnes comme aux terres quand il n'y a pas de prétendant légitime, mais s'il y en a un, la possession est une usurpation. Le droit de domaine et le droit de domination étant tous deux fondés sur la nécessité de conserver l'ordre, l'ancienne possession de la souveraineté en rend l'autorité légitime par les mêmes raisons que l'ancienne possession des terres en rend la propriété légitime : la possession des terres d'abord injuste devient légitime après un certain temps, parce que la génération des hommes variant sans cesse et périssant toujours, on ne peut pas remonter jusqu'au premier possesseur quand la succession est longtemps interrompue et oubliée. Cela causerait des troubles et des désordres infinis dans la société. Les premiers occupants n'avaient aucun droit inhérent et naturel de s'approprier plus que ce dont ils avaient besoin pour leur subsistance ni de le transmettre à leur postérité à l'exclusion de tous les autres hommes. C'est pour cela que le droit de possession actuel prend la place de l'acquisition originelle des premiers occupants dont on ne connaît plus les descendants; c'est pour la même raison, qu'une conquête, d'abord injuste, devient juste après une longue suite d'années. Mais tant que le vrai héritier et le successeur immédiat en ligne directe subsiste et réclame son droit, la loi de prescription ne peut avoir placé dans les royaumes héréditaires non plus que dans les possessions héréditaires. »

Il nous a paru curieux de confronter la pensée de Fénelon et celle de Saint-Thomas d'Aquin sur l'origine de la propriété. A priori, elles semblent fort éloignées l'une de l'autre. Pour l'illustre archevêque, la propriété découle et découle uniquement de la loi civile. Saint-Thomas, au contraire, prétend que la propriété est de droit naturel sinon primaire, tout au moins secondaire. Et cependant, nous croyons pouvoir écrire que le fossé qui sépare les deux auteurs est beaucoup moins large qu'il le semble tout d'abord.

Que soutient l'Ange de l'Ecole ? Que la propriété n'apparaît pas avec le genre humain, mais seulement avec la civilisation, qu'elle n'a pas été directement instituée par Dieu comme le mariage, que cependant, elle est conforme à la nature de l'homme, car Dieu n'a pas donné la terre aux hommes représentés par Adam pour qu'ils en disposassent tous ensemble confusément, que les biens extérieurs n'existent qu'en vue de l'appropriation humaine, que la propriété en un mot fait partie de cette disposition rationnelle de la nature qui est l'ordre du monde.

Or, pour Fénelon, si les lois civiles qui, nous le répétons, sont le seul fondement de la propriété individuelle, « sortent quelquefois, pour ainsi dire, de l'ordre de la raison » (1), elles « y rentrent par la nécessité où on est de les établir afin de mettre des bornes aux passions des

(1) *Essai philosophique sur le Gouvernement Civil*, Tome III ch. IX, page 363.

hommes » (1). Et le gouvernement, qui régleme la possession des biens, il n'appartient pas aux hommes d'en décider l'établissement, le maintien ou la suppression : il s'impose à eux.

N'arrive-t-il pas, en définitive, aux mêmes conclusions que le grand théologien ? Et si les deux auteurs diffèrent quant à l'origine de la propriété, ils estiment qu'elle est une nécessité et ils invoquent tous les deux en sa faveur des arguments d'ailleurs plus sociaux et moraux qu'économiques. Mais il faut remarquer que Saint-Thomas fait une distinction qu'ignore Fénelon : il sépare nettement l'administration et la jouissance des choses extérieures : « Quant à l'usage des objets, dit-il, l'homme ne doit pas avoir les choses comme propres mais comme communes en ce sens que, facilement, il en fasse part aux autres en cas de nécessité » (2) c'est-à-dire que l'indigent a droit au superflu du riche. Mais « quant au pouvoir d'en prendre soin et d'en faire la dispensation, il est licite que l'homme possède des choses en propre » (3), non seulement licite, mais nécessaire pour trois raisons, dont deux au moins se retrouvent sous la plume de Fénelon : à savoir, premièrement, une meilleure administration des biens car la propriété incite l'homme au travail ; « chacun a plus de sol-

(1) *Essai philosophique sur le Gouvernement Civil*, Tome III ch. IX, page 363.

(2) Saint-Thomas : *Somme Théologique*. Question LXVI 2^a 2^{ae}. Art. II.

(3) Saint-Thomas : *Somme Théologique*. Question LXVI 2^a 2^{ae}. Art. II.

licitude pour prendre soin d'une chose qui le regarde que des biens communs à tous ou à beaucoup. Chacun se dérochant à l'effort abandonne à un autre ce qui incombe à tous » (1). C'est là une idée qu'Aristote a développée dans sa défense de la propriété privée contre le divin Platon : « c'est qu'on porte très peu de sollicitude aux propriétés communes, chacun songe vivement à ses intérêts particuliers et beaucoup moins à ses intérêts généraux si ce n'est en ce qui le touche personnellement ; quant au reste, on s'en repose très volontiers sur les soins d'autrui. C'est comme le service domestique qui souvent est moins bien fait par un nombre plus grand de serviteurs ? » (2).

En second lieu, continue Saint-Thomas, grâce à la propriété, les choses humaines sont réglées avec un ordre plus parfait, car « à chacun est imparti le soin de gérer quelque bien » (3).

Enfin, « la paix règne plutôt parmi les hommes, grâce à ce que chacun est content de ce qu'il a. C'est pourquoi nous voyons qu'entre ceux qui en commun et indivisément possèdent quelque chose, plus fréquemment des querelles surgissent. » (4).

(1) Saint-Thomas : *Somme Théologique*. Question LXVI 2^a 2^{ae}. Art. II.

(2) Aristote : *Politique*, Livre II, ch. II, p. 45. Paris. Charpentier, éd. 1849. (Traduction Champagne revue et corrigée par Hoeffler).

(3) Saint-Thomas : *Somme Théologique*. Question LXVI 2^a 2^{ae}. Art. II.

(4) Saint-Thomas : *Somme Théologique*. Question LXVI 2^a 2^{ae}. Art. II.

En bref, pour Saint-Thomas comme pour Fénelon, l'utilité sociale de la propriété privée la justifie.

Le grand rival de M. de Cambrai dans l'affaire du *Quétisme*, l'aigle de Meaux, développe également dans la *Politique tirée de l'Ecriture Sainte*, cette idée que, selon le droit de la nature, nul n'a de droit particulier sur quoi que ce soit. La terre et tous ses biens sont aussi communs aux hommes que l'air et la lumière. Dieu a dit « Croissez et multipliez et remplissez la terre » et il donne à tous indistinctement, « toute herbe qui porte son germe et tous les biens qui y naissent » (1). Le droit de propriété ne naît que de l'autorité publique, et, en général, « tout droit doit venir de l'autorité publique sans qu'il soit permis de rien envahir ni de rien attenter par la force. » (2). Mais nous devons constater que la pensée de Bossuet sur les sources du droit de domaine n'est pas très claire, quand il écrit : « dans un gouvernement réglé, chaque particulier renonce au droit d'occuper par force ce qui lui convient » (3). C'est donc que chaque homme a un droit naturel à s'approprier une chose, si bien qu'à ses yeux, la propriété, semble-t-il, aurait secondairement une origine légale mais principalement elle dériverait de la nature.

Fénelon subit plus directement et plus nettement l'influence des théories soutenues par l'Ecole du Droit de la

(1) *Politique tirée de l'Ecriture Sainte*, Livre I, art. III, p. 305.

(2) *Politique tirée de l'Ecriture Sainte*, Livre I, art. III, p. 306.

(3) *Politique tirée de l'Ecriture Sainte*, Livre I, art. III, p. 305.

Nature et des Gens, et à l'occasion, il cite Hugo Grotius, son fondateur (1). Ce dernier publie, en 1625, un ouvrage « *De Jure et Pacis* » où il soutient des opinions et avance des idées qui vont avoir sur les doctrines du siècle suivant des répercussions considérables. Son disciple le plus connu, Puffendorff, presque un contemporain de notre auteur, reprend et développe cette thèse de Grotius, que les hommes se sont écartés d'un état de nature primitif qui ignorait la propriété particulière. Mais Fénelon, s'il s'affirme partisan de l'origine civile de la propriété, se garde bien de faire intervenir comme eux, dans ses explications, une notion qui connaîtra au XVIII^e siècle une vogue extraordinaire et qu'il estime fort dangereuse : la notion de *Contrat social* qui, défendue par Montesquieu, sera reprise avec éclat et vigueur par Jean-Jacques.

Le théoricien de l'*Esprit des Lois*, il nous le dit lui-même, prit un vif plaisir à la lecture du *Télémaque* (2) et les *Lettres Persanes* s'en ressentent. Les Troglodytes sont proches parents des habitants de la *Bétique* qu'ils rappellent par leur innocence et par leur vertu. Comme eux, ils s'épargnent ordinairement la peine de partager leurs troupeaux presque toujours confondus. Mais pour désigner les biens fonciers, i's emploient le possessif, et ils disent : le champ de mon frère, le champ de mon père (3). Cepen

(1) Voir notamment *Essai philosophique*, T. III, ch. VII, p. 362.

(2) Voir F. Vezinet : *Le XVII^e siècle jugé par le XVIII^e*. Montesquieu : *Pensées diverses*, page 187. Paris. Vuibert, éditeur, 1924.

(3) *Lettres Persanes*, Lettre XII, Usbeck à Myrza, p. 48.

dant, Montesquieu estime que les hommes ont d'abord connu la communauté naturelle. Puis, des besoins nouveaux étant nés, ceux qui étaient favorisés au point de vue intellectuel ou physique, ne voulurent plus mettre en communauté leur activité. Les hommes alors « ont renoncé à la communauté naturelle des biens pour vivre sous des lois civiles » (1) — qui assurent à chacun la propriété exclusive de ses acquisitions, — comme ils ont renoncé « à leur indépendance naturelle pour vivre sous des lois politiques. » (2).

Rousseau croit également qu'il existait primitivement un état de nature « où les fruits sont à tous et la terre n'est à personne » (3). Puis, un jour, un individu s'avise d'enclore un terrain et déclare : « Ceci est à moi ». L'idée de propriété est née, et l'origine de la propriété s'analyse en une infraction au droit naturel : un individu dérobe à la communauté une partie du bien public sur laquelle il ne peut « naturellement » prétendre. Le ravisseur ne peut apporter aucune justification à l'appui de cet attentat, ni son industrie, ni sa peine, ni la valeur qu'il a pu apporter au sol. Mais l'apparition de la société va légitimer cette propriété antérieurement injuste ou plus exactement va la rendre « plus forte et plus irrévocable » (4). Les hommes éprouvent le besoin d'étayer au moyen d'institu-

(1) *Esprit des Lois*, Livre XXVI, ch. XV, p. 447.

(2) *Esprit des Lois*, Livre XXVI, ch. XV, p. 446 et 447.

(3) *Lettre à M. Philopolis*, p. 248

(4) *Contrat Social*, Livre I, ch. IX, p. 42.

tions qui leur sont favorables, leur fragile possession. Ils abdiquent leurs droits et leurs biens en faveur de la Cité qui, à son tour, va leur concéder un droit de propriété sur une partie des biens. « Chaque membre de la communauté se donne à elle au moment qu'elle se forme, tel qu'il se trouve actuellement, lui et toutes ses forces dont les biens qu'il possède font partie... Ce qu'il y a de bien singulier dans cette aliénation, c'est que, bien qu'en acceptant les biens des particuliers, la communauté les en dépouille ; elle ne fait que leur en assurer la légitime possession, changer l'usurpation en un véritable droit, la jouissance en propriété » (1). L'établissement de la propriété résulte du Contrat social (2) et c'est la faire ainsi découler implicitement de la loi civile. Puisqu'il tient son droit de l'Etat, chaque homme peut, dans les limites des conventions générales, organiser sa propriété comme il l'entend.

Sans que l'on puisse signaler l'influence de Fénelon sur lui, indiquons enfin d'un mot la position d'un des écrivains politiques les plus originaux du siècle philosophe : Mably. Pour l'auteur de la *Législation*, la propriété est contraire à la nature, mais une fois établie, il faut la regarder « comme le fondement de la paix, de l'ordre et de la sûreté pu-

(1) *Contrat Social*, Livre I, ch. IX, p. 41, 42 et 44.

(2) *Contrat Social*, Livre I, ch. IX. Chapitre du Domaine réel, p. 40. « Par le Contrat social, l'homme gagne la liberté civile et la propriété de tout ce qu'il possède. ». Ch. VIII de l'Etat civil. Rousseau dit nettement que le « Contrat social sert de base à tous les droits », p. 42.

blique » (1). La loi qui attente à la communauté des biens était vicieuse, mais aujourd'hui nous devons la regarder comme sage, car elle tend à ôter aux passions humaines quelques moyens ou quelques prétextes de blesser les lois de la propriété, même la plus légère. » (2).

A l'opposé de Fénelon, se trouve le conservateur Voltaire qui professe des théories tout à fait différentes. « Liberty and property, écrit-il en une phrase restée célèbre, c'est le cri anglais, c'est aussi le droit naturel de tous les hommes ». Il constate que la source de la propriété se perd dans la nuit des temps. Pour lui, elle est basée sur la prescription. Et grâce à elle, la production et la population s'accroissent, le commerce se développe.

Tandis que pour Fénelon, le législateur est en réalité un légisfacteur, pour les physiocrates, le législateur l'est vraiment, c'est-à-dire que son rôle se borne à mettre en clair à l'usage de la foule la loi naturelle. Or, que contient cette loi ? Que nous enseigne-t-elle ? Que la propriété sous ses trois formes (personnelle, mobilière et foncière) est conforme à la nature des choses, partant à la justice et à l'intérêt général (3). Aussi, doit-elle pouvoir s'étendre sans

(1) *Législation*, Tome I, p. 121.

(2) *Législation*, Tome I, page 124.

(3) Mercier de la Rivière : *Ordre naturel et essentiel des Sociétés*, ch. 18, p. 618 : « Il ne nous est plus possible de ne pas reconnaître le droit de propriété pour être une institution divine; « pour être le moyen par lequel nous sommes destinés comme « cause seconde à perpétuer le grand œuvre de la création, et « à coopérer aux vues de son auteur. »

limites. La loi de propriété étant nécessairement exclusive de l'égalité, d'après Mercier de la Rivière, l'inégalité va s'accroître. Qu'importe, répondent les physiocrates, pourvu toutefois que cette inégalité ne dérive pas de causes artificielles ou de désordres ; elle aussi est dans l'ordre naturel des choses ; elle stimule l'activité humaine, et, comme les Economistes ramènent tout à la terre, ils font remarquer que la grande propriété permet une mise en valeur du sol plus satisfaisante pour l'intérêt général. Mercier de la Rivière écrit dans l'*Ordre naturel et essentiel des Sociétés politiques* : « La loi de propriété est bien la même pour tous les hommes, les droits sont tous d'une égale justice mais ils ne sont pas tous d'une égale valeur, parce que leur valeur est totalement indépendante de la loi. Chacun acquiert en raison des facultés qui lui donnent les moyens d'acquérir ; or, la mesure de ces facultés n'est pas la même chez tous les hommes. L'établissement de l'égalité serait la destruction de toute propriété, et, par conséquent, de toute société. »

Le fondement de la propriété étant ainsi déterminé, une question essentielle se pose : la propriété est-elle inviolable et sacrée ? Ou le Prince peut-il à son gré dépouiller le particulier de sa chose ? La règle du bon plaisir est odieuse, répond Fénelon, « les souverains n'ont aucun droit sur les biens particuliers du sujet » (1), et l'expres-

(1) *Essai philosophique sur le Gouvernement Civil*, Tome III, p. 371.

priation « par pure autorité » est éminemment condamnable. Est-ce à dire cependant qu'elle soit toujours impossible ? Non pas. Mais il faut qu'elle soit exigée par l'intérêt général, le bien public, et seulement dans la mesure où ils le demandent (1). En cas de conflit, la loi naturelle commande en effet de préférer le bien public à l'intérêt particulier. Ainsi Fénelon qui fonde la propriété sur la loi civile invoque la loi naturelle pour justifier l'expropriation, et cela est logique: « Nul homme n'a un droit naturel que, précisément, à ce qui lui est nécessaire pour sa conservation. Si le bien public demande qu'il donne le superflu, il ne peut pas se plaindre puisqu'on ne lui ôte que ce à quoi il n'a pas droit par nature pour lui conserver le plus important, savoir la vie, la liberté, etc... ? » (2). Mais, comme le Souverain lui-même est le seul juge du bien public, il peut l'invoquer arbitrairement et parer son caprice du nom d'intérêt général. Cette première barrière que dresse Fénelon devant la cupidité du Prince, d'une façon plus générale de l'Etat, est donc bien fragile. En tout état de cause, il semble que, pour notre auteur, le Souverain ne puisse exproprier le particulier pour la totalité de sa chose, mais pour une partie seulement, pour ce superflu auquel il n'a pas droit en raison de la loi natu-

(1) *Essai philosophique sur le Gouvernement Civil*, Tome III, p. 371 : « Quand l'intérêt public le demande, les souverains peuvent se saisir... des biens des particuliers. »

(2) *Essai philosophique sur le Gouvernement Civil*, Tome III, Chap. X, p. 367.

relle. Cette idée a été recueillie par le droit administratif français qui prohibe les expropriations totales.

Une autre limitation apparaît bien vite dans le principe édicté par notre auteur d'une juste indemnité. « L'avez-vous dédommagé (le particulier exproprié) comme un particulier l'aurait fait quand vous avez pris sa maison, ou enfermé son champ dans votre parc, ou supprimé sa charge, ou éteint sa rente ? » (1). Il ne suffit pas d'ailleurs que le particulier lésé ait vu son bien payé à sa juste valeur. Il faut encore que le paiement du prix ait lieu en temps suffisamment utile pour que le particulier ne subisse pas un préjudice nouveau du fait d'une indemnité tardive (2). Nous ne pensons pas que Fénelon, — en tout cas, rien dans son œuvre ne peut nous habilitier à soutenir une telle argumentation, — ait conçu la notion d'une préalable indemnité. Sa pensée ne va pas si loin, mais il nous faut remarquer cependant combien elle était nouvelle pour l'époque, et, si l'on se place au point de vue des droits des particuliers, combien elle était hardie. Certes, il n'en dégage pas la nature, mais il a conscience du respect qui leur est dû.

La théorie monarchiste est à l'opposé de celle de Fénelon. Louis XIV s'était fait donner, par les Docteurs de la

(1) *Examen de Conscience*, Tome III, art. 3, p. 338.

(2) *Examen de Conscience*, Tome III, art. 3, p. 340 : « N'avez-vous jamais toléré et ignoré que vos ministres aient pris le bien des particuliers pour votre usage sans le payer sa juste valeur, ou du moins retardant le paiement du prix, en sorte que ce retardement a porté dommage aux vendeurs forcés. »

Sorbonne, une consultation qui le déclarait maître absolu de la vie de ses sujets et de leurs biens. Le Grand-Roi écrit lui-même dans son *Instruction au Dauphin* : « Les Rois sont seigneurs et absolus et ont, naturellement, la disposition pleine et libre de tous les biens qui sont possédés ». Ce principe, déjà affirmé, dans l'article 383 du Code de Marcillac, nous le trouvons exposé avec plus de force encore dans un édit d'août 1692. Louvois renchérit sur son maître : « Tous vos sujets, quels qu'ils soient, vous doivent leur personne, leurs biens, leur sang, sans avoir droit de rien prétendre. En vous sacrifiant tout ce qu'ils ont, ils font tous leur devoir ; ils ne vous donnent rien, puisque tout est à vous » (1). Cette doctrine, dérivée du droit féodal, reconnaît au Souverain un droit éminent sur tous les biens du royaume. Les protestants qui virent leurs biens confisqués, en furent les malheureuses victimes. Le Roi, imbu de cette théorie, ne craignait pas d'empiéter sans cesse sur les droits des particuliers, par des mesures fiscales de tous genres ou des lois arbitraires comme celles qui réglementaient le commerce des grains par exemple. Dans la réalité, on n'osait pas méconnaître toujours, et si complètement, les intérêts des sujets. Aussi, assez souvent, une indemnité était-elle allouée à l'exproprié. En général, elle était d'ailleurs insuffisante pour couvrir le dommage causé. Et surtout, elle était postérieure, souvent de beaucoup, à la « reprise » de l'immeuble par le Prince. En outre

(1) Louvois : *Testament Politique*.

le particulier avait fort peu de chances d'être payé, même si ses droits avaient été reconnus théoriquement et solennellement. En effet, telle était la procédure suivie pour le paiement de l'indemnité : On l'imputait sur les fonds d'un exercice quelconque ; s'il était bénéficiaire, mais c'était là un cas très exceptionnel, le particulier pouvait recevoir satisfaction et recouvrer sa créance. Dans la majorité des cas, sinon toujours, étant donnée la gabegie financière de l'ancien régime, l'exercice se révélait déficitaire. Le paiement était alors reporté aux calendes grecques (1).

Cette notion d'une juste indemnité accordée par l'Etat au citoyen dépouillé de sa chose au profit de l'intérêt général sera reprise par Montesquieu (2), avant de figu-

(1) Voir sur l'Histoire de l'expropriation : A. des Cilleuls : *Origines et développement du régime des travaux publics en France*, 1895, pages 88 et suivantes.

(2) Montesquieu : *Esprit des Lois*, Livre XXVI, ch. XV, p. 447 : « Posons donc pour maxime que, lorsqu'il s'agit du bien public, le bien public n'est jamais que l'on prive un particulier de son bien, ou même qu'on lui en retranche la moindre partie par une loi ou un règlement politique. Dans ce cas, il faut suivre à la rigueur la loi civile qui est le palladium de la propriété. Aussi lorsque le public a besoin du fond d'un particulier, il ne faut jamais agir par la rigueur de la loi politique; mais c'est là que doit triompher la loi civile, qui, avec des yeux de mère regarde chaque particulier comme toute la cité même.

« Si le magistrat politique veut faire quelque édifice public, quelque nouveau chemin, il faut qu'il indemnise : le public est à cet égard comme un particulier qui traite avec un particulier. C'est bien assez qu'il puisse contraindre un citoyen de lui vendre un héritage et qu'il lui ôte ce grand privilège qu'il tient de la loi civile, de ne pouvoir être forcé d'aliéner son bien. »

rer (complétée par la notion de l'antériorité du paiement à l'expropriation du bien) dans la Déclaration des Droits de l'Homme qui énoncera, en son article XVII, le principe de l'inviolabilité du droit de propriété : « La propriété étant inviolable et sacrée, nul ne peut en être privée, si ce n'est lorsque la nécessité publique légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité. » Le Code Civil, à son tour, répètera le principe, en son article 545, mais en remplaçant les mots un peu vagues de « nécessité publique » par l'expression plus en rapport avec la pratique « utilité publique » : « Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité. »

Plus virulent que Fénelon et que Montesquieu, se montre Rousseau. S'il estime que le droit de propriété est un droit légitime et utile, que l'Etat doit respecter, s'il admet qu'il ne doit pas être violé arbitrairement, il soutient que l'Etat, à un moment quelconque de son existence, peut organiser le droit de propriété comme bon lui semble, puisque le Souverain ne peut s'obliger lui-même. La notion de Contrat social réapparaît donc et donne à cette théorie une allure violente que M. Lichtenberger qualifie de jacobine (1). On comprend pourquoi notre auteur fermement attaché à l'immutabilité

(1) Lichtenberger : Voir le *Socialisme au XVIII^e Siècle*. Chapitres consacrés à Rousseau. Chap. V et chap. VI, p. 160.

et à l'inviolabilité de la propriété se méfiait de ce Contrat imaginaire. En tant qu'appelé à justifier la propriété privée, il apparaît comme une base bien fragile ; avec lui l'inviolabilité du droit de domaine n'est plus qu'un vain mot. Qu'est-ce, en effet, qu'un contrat ? Sinon un accord de volonté. Or, un tel accord peut ne pas être figé pour l'éternité ; il est même essentiellement mobile, d'où il s'ensuit que le Contrat est impuissant à conférer au droit qu'il prétend soutenir une inviolabilité qu'il ne possède pas lui-même. La notion de contrat est destructrice de l'idée de propriété. Du jour où les hommes décident de revenir sur l'accord primitif, le fondement du droit disparaît, et le droit s'écroule. Aussi Fénelon a-t-il eu raison, à notre avis, de ne pas faire appel à cette inutile et dangereuse notion pour expliquer l'institution du gouvernement et de la propriété.

Si Fénelon admet et défend la propriété privée, du moins il veut qu'elle soit restreinte quant à son étendue. Ainsi, il espère atténuer l'entorse infligée à la loi naturelle. L'extension indéfinie de la propriété entre les mains d'un seul homme est contraire à l'ordre du monde qui veut que chacun se contente d'un strict minimum. Dans un de ses Dialogues, notre auteur fait dire à Solon : « Je ne voudrais qu'une étendue très bornée de terres dans chaque famille » (1). Le régime économique que Mentor institue

(1) *Dialogues des Morts*, XIII. Solon et Justinien, Tome II, p. 563.

à Salente (nous reviendrons d'ailleurs sur cette question au chapitre suivant), prévoit une division de la terre en menus lopins qui doivent être distribués à tous les citoyens de chaque classe (1). En outre, et quoique Fénelon pense que le partage inégal des biens et des honneurs de ce monde soit fait avec une sagesse infinie, il souhaite l'égalité de la propriété, car il semble penser que c'est à cette condition seulement qu'elle peut remplir son rôle de gardienne de la paix sociale et empêcher l'anarchie résultant du dépouillement des uns par les autres. Pour y parvenir, il désire que les biens soient inaliénables, et dans le Dialogue déjà cité, il charge le magistrat, qui apparaît comme une véritable machine à broyer le sol, de partager également entre les enfants le bien familial à la mort du père. La suppression des dispositions par testament, des exhérédations, des ventes et des échanges permettra d'assurer le respect de ces principes. Cette médiocrité et cette égalité auraient des conséquences morales remarquables, dit M. de Cambrai. On ne songerait plus qu'à élever « la jeunesse à la sobriété, au travail, à la patience, au mépris de la mollesse, au courage contre les douleurs et contre la mort. » (2).

Montesquieu préconise la même médiocrité et la même égalité dans les fortunes, tout au moins dans un régime

(1) *Télémaque*, Livre X, p. 216.

(2) *Dialogues des Morts*, XIII, Tome II, p. 563.

démocratique, mais pour des motifs différents ; il désire que les citoyens n'aient pas leur attention détournée par la recherche de la richesse, pour pouvoir consacrer ainsi leur temps aux affaires publiques, et il demande au législateur de régler dans ce but les dots des femmes, les successions, les testaments, « enfin toutes les manières de contracter pour empêcher qu'un citoyen devienne plus riche qu'un autre. » (1).

(1) *De l'Esprit des Lois*, Livre V, ch. V : Comment les lois établissent l'égalité dans la démocratie. », pages 42 et 43.

CHAPITRE II

L'Organisation de la cité idéale

Des théories sociales de Mentor appliquées à Salente

Depuis qu'il y a des hommes et qui pensent, ils ont critiqué les systèmes sociaux existant sur notre vieux globe, et rêvé de leur en substituer d'autres qui réaliseraient enfin le bonheur de l'humanité, soit par un meilleur gouvernement, soit grâce à une répartition plus rationnelle des biens. C'est là en général le point névralgique autour duquel gravitent toutes les théories, à propos duquel les auteurs, philosophes ou économistes, échangent arguments et dissertations. Le plus souvent, on a présenté les idées

réformatrices sous la forme austère de traités dogmatiques ; mais parfois aussi, elle ont été coulées dans le moule plus souple du dialogue ; parfois enfin elles se sont parées des grâces aimables du roman.

Xénophon, un des premiers, sinon le premier, utilisa ce procédé, et dans la « *Cyropédie* » il exprime, à propos de l'éducation du grand Cyrus (1), ses opinions sur l'organisation de l'Etat.

Mais c'est en 1516 seulement que parut sous le titre latin « *De optimae Reipublicae statu, deque nova Utopia* » l'ouvrage d'imagination qui devait donner son nom aux écrits de cet ordre. Il était dû à la plume d'un haut personnage anglais, Thomas Morus qui, avant de mourir sur l'échafaud, connut les honneurs du pouvoir et fut Chancelier de l'Echiquier. Il soutenait cette thèse que dans les états « où la possession est un droit individuel », la justice ni la prospérité ne sont possibles, et il dressait le plan d'une société communiste (2).

C'est encore une théorie communiste qui est défendue dans la « *Cité du Soleil* » (1620), Campanella, son auteur, un ex-dominicain qui passa la majeure partie de son

(1) On peut également citer parmi les romanciers utopiques de l'antiquité Evhemère qui, dans son grand ouvrage aujourd'hui perdu, l'*Histoire Sacrée*, raconte qu'il a rencontré, dans un voyage le long des côtes de l'Arabie et de l'Inde, l'Ile de Panchaiaa où les inscriptions d'un temple lui révélèrent les origines des Dieux et des cultes. Ce roman à cadre géographique renferme plus de fantaisie que de critique.

(2) *Utopie*, page 54.

existence dans les prisons de Naples, y développe avec la plus rigoureuse logique toutes les conséquences qui dérivent de l'anéantissement du principe de la propriété privée (1).

En France, on peut citer, en 1616, un ouvrage anonyme « *Le Royaume d'Antangil* » qui dépeint une monarchie protestante et constitutionnelle et s'étend longuement sur l'organisation de l'armée. Cependant, ce n'est que vers la fin du XVII^e siècle et le commencement du XVIII^e que se manifestent sous le voile de la fiction les premières attaques contre l'inégalité des biens. Vairasse d'Aiais publie en 1667 un roman à cadre géographique, l'« *Histoire des Sévarambes* » où il conte les pérégrinations d'un navigateur hollandais. Celui-ci, après avoir fait naufrage, aborde dans une terre inconnue habitée par un peuple étrange qui jouit de la paix et de la tranquillité parce qu'il a eu la sagesse d'abolir la propriété privée, et qu'il sait que l'avarice et l'oisiveté sont les deux sources principales des malheurs de la société. L'année précédente avait paru « *Les Aventures de Jacques Sadeur* » attribuées à Gabriel de Foigny (2).

(1) *La Cité du Soleil*, traduction Villegardelle, Paris, Masgana 1841, in-32.

(2) Nous n'avons pas la prétention de donner la liste complète des ouvrages utopiques, mais il faut citer parmi les ouvrages antérieurs au *Télémaque*, les plus marquants : l'*Océana*, de Harrington, publiée sous Cromwell, la *République*, de Jean Bodin (1576), *L'Histoire de l'île de Calézaire* ou *L'Histoire de l'île des Hommes Raisonables* (1700), dont l'auteur, Claude Gilbert, se livre à un parallèle de leur morale et du Christianisme. Parmi les ouvrages

Mais le plus célèbre des romans utopiques français de cette époque, est sans conteste le « *Télémaque* ». De nombreux écrivains n'ont voulu voir dans ce livre qu'une critique ingénieuse du gouvernement de Louis XIV. Sesostris, le monarque au faste insolent, et Idoménée qui se complaisait dans le luxe, parurent des portraits du Roi. L'on disait Astarbé copiée sur le modèle de Madame de Maintenon. Si l'on en croit Saint-Simon, le roi s'en montra fort irrité (1). Fénelon se défendit vivement d'une telle accusation. Dans une lettre adressée en 1710 au Père Le Tellier, il déclare : « *Télémaque* est une narration fabuleuse où j'ai mis les principales actions qui conviennent à un jeune Prince que sa naissance destine à régner. Je n'ai jamais

postérieurs au *Télémaque*, il faut faire une place à part au *Voyage en Icarie*, de Cabet. En effet, c'est la lecture du livre de Fénelon qui donna à son auteur la première leçon de communisme et l'incita à élaborer les plans d'une Cité Idéale. Mais l'influence de Fénelon ne va pas plus loin et c'est Morus et son *Utopie* qui inspirèrent plus particulièrement E. Cabet.

(1) « On avait persuadé au Roi qu'Astarbé et Pygmalion dans Tyr était sa peinture et celle de Mme de Maintenon à Versailles. Celle-ci n'y pouvait penser sans frémir de rage et le nom de M. de Cambrai, la vue même de ses plus fidèles amis, la lui renouvelait toujours, et cette peinture imprimée dans l'esprit des Fils de France par un précepteur donné par le Roi pour les instruire et qui les instruit de la sorte dans leurs thèmes et par conséquent en toute occasion, fut un crime aux yeux de ce Prince et une plaie dans son cœur. » St Simon : *Ecrits Inédits*, tome IV, p. 458.

« Monsieur de Noailles... qui ne voulait rien moins que toutes les places du duc de Beauvilliers, disait au Roi alors, et à qui voulait l'entendre, qu'il fallait être l'ennemi de sa personne pour l'avoir composé. » T. VIII, p. 420.

songé qu'à amuser le Duc de Bourgogne et à l'instruire en l'amusant. » (1).

Cependant il n'est pas douteux que le *Télémaque* contienne de nombreuses allusions — certainement inconscientes pour la plupart à Louis XIV. — Fénelon qui déplorait les maux dont souffrait la France, devait spontanément, en suivant sa nature, détourner son auguste élève de la voie périlleuse tracée par son aïeul. Mais ce serait lui faire injure que de le regarder comme un censeur chagrin uniquement capable de se livrer à une satire étroite du Grand Roi. Il cherche plus à construire qu'à détruire. En fait de nombreuses idées sociales sont éparses dans le *Télémaque* que Montesquieu appelle un livre divin (2). Sous couleur de raconter les aventures qui surviennent à Mentor et à son disciple tandis qu'ils parcourent le monde Grec à la recherche de l'infortuné Ulysse, condamné comme chacun sait « à parcourir, d'après Tiresias, des terres nombreuses portant une rame sur l'épaule jusqu'à ce qu'il rencontrât des hommes si ignorants de la navigation qu'ils prissent ce fardeau pour une aile de moulin à vent » (3), Monsieur de Cambrai décrit des pays divers, des climats dissemblables, des sociétés diffé-

(1) *Correspondance*, Tome III, page 558.

(2) F. Vezinet : *Le XVII^e siècle jugé par le XVIII^e*, p. 187.

(3) Jules Tellier : *Œuvres Complètes*, édition Emile Paul. Nourturne, Tome I, page 13.

rentes : l'Egypte par exemple, royaume de la simplicité patriarcale, la Crète laborieuse, l'imaginaire Bétique où les hommes suivent les prescriptions de la loi naturelle. Mais il consacre ses plus longs développements à chanter les mérites de Salente que Mentor organise, en respectant la propriété privée, selon les meilleurs principes sociaux, et dont les lois ont l'ambition de servir de code au genre humain. Et c'est surtout à cause des réformes que Mentor décide à Salente qu'on a décerné au *Télémaque* le titre de roman utopique.

Mentor et Télémaque en débarquant à Salente, trouvent ce royaume dans la plus misérable situation. Sur les prières du Roi Idoménée, le précepteur du fils de l'infortuné Ulysse entreprend de ramener en cette contrée une prospérité qui s'effare et qui s'enfuit. Il dresse les plans d'une vie sociale nouvelle. Il bâtit de toutes pièces une Constitution politique et économique qui doit assurer la puissance du Prince et la félicité de ses sujets. En cette tâche, il s'est souvenu des enseignements du divin Platon ; et l'on discerne dans la Cité Idéale de Fénelon des réminiscences assez nombreuses de la *République* et des *Lois*. Mais tandis que l'élément politique prime dans l'œuvre platonicienne, l'élément éthique domine chez notre auteur. M. de Cambrai rattache étroitement la politique et l'économie politique à la morale. C'est par une pratique générale de la Vertu que Mentor prétend déterminer le bonheur de la collectivité.

Politiquement, Salente est une monarchie, et Mentor confère à Idoménée des pouvoirs considérables. Il en fait l'administrateur tout puissant de la Cité qui pétrit à son gré la matière sociale. Semblable à un habile jardinier qui élague ses arbres fruitiers, il retranche les choses nuisibles à la collectivité. Il déplace les hommes comme des figurines sur un échiquier, transforme un artisan en un laboureur, supprime ici un commerçant, ajoute là un magistrat. Ce qui nous autorise à écrire qu'Idoménée est vraiment un monarque socialiste. Il ne s'agit que de s'entendre sur le sens et la valeur de cette épithète... L'Etat comme l'entend Mentor, n'est pas un Etat-Providence dont tous les actes ont pour fin le bonheur de l'individu. C'est là une théorie moderne. Les socialistes, de nos jours, poursuivent en effet le même but que leurs adversaires individualistes, et les uns et les autres ne diffèrent en somme que sur le choix des moyens. Tandis que les libéraux veulent laisser son bonheur à la libre action de l'individu lui-même, les socialistes rêvent d'asservir la Société à l'Homme. L'écart qui existe entre les deux théories n'est pas en définitive si considérable qu'il le semble a priori, et c'est avec juste raison qu'on a pu dire et écrire du socialisme qu'il était le « fils ingrat » ou « le fils dénaturé » de l'individualisme. En réalité, les conceptions de Fénelon sont un reflet, un pâle reflet des doctrines des socratiques.

Mais avant que de le démontrer, écartons un doute qui pourrait surgir dans l'esprit du lecteur. Salente n'aurait-

elle pas subi l'influence de l'Évangile ? Quoique Monsieur de Cambrai ait été un des Princes les plus éminents de l'Eglise, rien dans son livre, — sinon la haine du luxe qui s'y manifeste et qui, au demeurant, n'est pas spécifiquement chrétienne —, ne rappelle la leçon du Christ. On ne trouve d'ailleurs, c'est là un fait remarquable (1), aucune œuvre inspirée du douloureux Crucifié dans la littérature utopique, excepté la *Reipublicae Christianopolitanae* d'Andreae (2), qui expose un régime basé sur la plus pure morale évangélique. Celle-ci recommande aux riches la charité et leur enseigne l'austère douceur du renoncement. C'est assez dire que l'Évangile prévoit uniquement la consommation sans se préoccuper de la production des biens. Et de pareilles sentences « les lys ne filent point et sont mieux vêtus que Salomon dans toute sa gloire », « Marthe, vous vous donnez trop de mal, Marie a choisi la meilleure part », montrent qu'il est hostile au travail .

Ceci résolu, constatons que Fénelon place au premier plan la prospérité de l'Etat considéré comme un tout. La primauté du social sur l'individuel éclate dans la constitution de Salente. En cela, nous pouvons écrire que notre

(1) Voir J. Rambaud : *Histoire des Doctrines économiques*, pages 623 et 757.

(2) Andreae naquit à Herrenberg (Wurtemberg) en 1595 et mourut en 1654. Il publia plus de cent ouvrages, parmi lesquels on peut citer, outre la *Reipublicae Christianopolitanae*, l'*Invitation ad Fraternitatem Christi*.

auteur se trouve d'accord avec la Philosophie et l'Etymologie. Comme Monsieur Belot le souligne justement : « la conception du droit en fonction de l'intérêt collectif, du moins dans l'ordre économique, voilà ce me semble, la base de tout socialisme » (1). Si nous ne craignons de forcer quelque peu sa pensée, nous dirions que, pour Fénelon, il n'y a pas de droits, mais seulement des fonctions sociales. Le citoyen existe pour la cité, et non pas la cité pour le citoyen, qui n'est qu'un rouage anonyme du mécanisme social. Et l'on pourrait appliquer aux Salentins cette phrase de l'*Emile* : « chaque particulier ne se croit plus un, mais partie de l'unité et n'est plus sensible que dans le tout » (2). L'Etat envahit la vie privée, sans que cette immixtion soit limitée par le respect de l'individu libre et responsable.

Ainsi Idoménée institue des magistrats, chiens de garde de la Vertu, qui veillent sur les mœurs des particuliers et participent aux événements qui émeuvent ou réjouissent les familles, la famille constituant un échelon intermédiaire entre le citoyen et l'Etat, lequel est subordonné lui-même à l'humanité. Le roi en personne est astreint à garder et à protéger son peuple de la contagion du vice, ainsi qu'un pasteur qui éloigne de son troupeau les loups ravissants. « Par là, dit Mentor à Idoménée, vous pré-

(1) *Bulletin de la Société de Philosophie*, janvier 1924.

(2) *L'Emile*, Livre I.

viendrez un nombre infini de crimes et de désordres » (1). Les crimes commis sont passibles des peines les plus sévères, et le code criminel de Salente prévoit la peine de mort : si la vie de l'individu est respectable, l'existence de la Société a plus de prix encore. Mentor soutient qu'il ne faut pas hésiter à détruire ceux qui par leurs actions anti-sociales troublent l'harmonie de la cité, et se mettent ainsi hors la loi. « Par un peu de sang répandu à propos, on en gagne beaucoup par la suite, et l'on se met en état d'être craint sans user souvent de rigueur » (2). S'il croit à la valeur de l'exemple, il pense cependant que mieux vaut prévenir que guérir. Aussi pour éviter la corruption des citoyens, l'Etat se charge de l'éducation des enfants.

« Les enfants, dit Mentor, appartiennent moins à leurs parents qu'à la République » (3). Une conception identique réunit Platon, Lycurgue et Fénelon pour qui le Roi est le père de tout son peuple et plus particulièrement de la jeunesse, fleur de la Nation. Elle représente l'avenir, elle est la force de l'Etat. Il est normal alors que l'on prépare le fruit dans la fleur et que l'on accoutume dès leur plus tendre enfance les jeunes gens à révéler et à pratiquer la Vertu. Les futurs citoyens sont élevés selon les lois de Minos qui ordonnent de les endurcir dans le mépris de la mort et de la douleur. On leur inculque l'amour des

(1) *Télémaque*, Livre X, page 217.

(2) *Télémaque*, Livre X, page 217.

(3) *Télémaque*, Livre XI, page 242.

Lettres, et on leur apprend dans les écoles publiques que l'ingratitude, l'injustice, le mensonge et la mollesse sont des vices infâmes. On leur propose en exemple les héros « qui ont fait des actions généreuses pour la Patrie » (1). Les plus doués pour la peinture et la sculpture sont envoyés dans des Académies où on les prépare à célébrer par leur art les mérites et les beautés de la République (2). Les autres sont employés aux besoins ordinaires de la Ville. Fénelon voit dans la musique un excellent instrument pédagogique. Le vieux dicton le hante. Pour lui également l'harmonie engendre des mœurs douces et pures (3). Cependant il n'admet pas sans contrôle toutes les sortes de musique : il condamne la musique molle et efféminée qui énerve les âmes, ainsi que la musique bachique qui les conduit à « l'impudence ». D'ailleurs il en borne l'usage aux fêtes dans les temples où l'on chante les louanges des héros et des Dieux. La culture de l'âme cependant n'accapare pas tous ses soins : il accorde à la gymnastique une grande importance. Le corps, cette « boue divine » (4), ne mérite pas moins d'attention que l'esprit. Toutefois, il semble, sans que cela puisse être affirmé sans réplique, qu'il estime à l'exemple d'Aristote, pri-

(1) *Télémaque*, Livre XI, page 243.

(2) *Télémaque*, Livre X, page 211.

(3) *Télémaque*, Livre XI, page 243.

(4) Selon l'expression de Fénelon lui-même. *De l'Existence de Dieu*, 1^{re} Partie, Tome I, page 51.

mordiale l'activité de l'âme (1). Quoiqu'il en soit de ce point, il exige des hommes vigoureux, souples et forts. Des jeux et des spectacles doivent distraire les citoyens, mais surtout leur permettre d'exercer et de fortifier leurs muscles. Des prix décernés aux vainqueurs servent de stimulants à ces luttes sportives et pacifiques (2). Quelque répugnance que Mentor montre pour la guerre, il est convaincu cependant qu'elle est une école de courage et d'énergie et il propose à Idoménée d'envoyer les jeunes gens, plus particulièrement les nobles, à qui en principe le métier des armes est réservé, et ceux des plébéiens qui manifestent des talents militaires, combattre sous les couleurs des peuples alliés. La guerre forme une jeunesse intrépide. Outre sa valeur éducative, elle permet la constitution de cadres qui révéleront leur utilité au cas où Salente serait attaquée par ses voisins (3).

Cette éducation fondée sur la musique et la gymnastique et subsidiairement sur la guerre est une éducation sociale et civique : elle a pour but principal de produire des citoyens qui unissent au courage physique la douceur

(1) Voir Aristote : *La Politique*. Traduction Champagne, Paris, Bailleul, éditeur, 1797. Livre VIII, ch. VIII : « La gymnastique est un art nécessaire », page 218.

(2) *Télémaque*, Livre XI, page 243.

(3) *Télémaque*, Livre XI, pages 243 et 244, Livre X, page 200.

« Ceux-là suffisent pour entretenir la nation dans une émulation de gloire, dans l'amour des armes, dans le mépris des fatigues et de la mort même, enfin dans l'expérience de l'art militaire. »

et la force morale, et qui sauront vivre et mourir pour la Cité.

Cependant, lorsque Fénelon déclare que les enfants appartiennent à l'Etat, cette formule n'a pas la force qu'elle prend sous la plume — ou le style — de Platon. Pour le disciple de Socrate, en effet, les enfants sont littéralement choses de la République. Ceux qui valent la peine d'être élevés, c'est-à-dire ceux des sujets d'élite sont portés à une pouponnière où les mères viennent les allaiter sans les connaître : les femmes sont mises en communauté, — au moins dans la classe des guerriers, — et les enfants n'ont de famille que la Cité. C'est d'ailleurs l'avantage moral que Platon attribue à cette institution qui a soulevé tant de critiques et provoqué tant d'injures. Il ne supprime la famille que pour la reconstruire en plus grand. Les moyens d'éducation qu'il préconise sont la musique et la gymnastique, mais il fait passer la musique avant la gymnastique et il bannit le mode Ionien pour ne laisser subsister que la mâle énergie du mode Dorien (1). Enfin il condamne les fables qui défigurent les Dieux et les grands hommes, et celles qui font craindre la mort (2).

(1) Platon : *La République*, XIII, page 119 : « Après la musique c'est par la gymnastique qu'il faut former la jeunesse ». Cette gymnastique simple, mesurée doit être avant tout un encouragement à la guerre. Page 120. Aristote est d'accord avec Platon touchant la puissance de la musique sur les mœurs. Voir *La Politique*, éd. Bailleur, Livre VIII, chapitre VIII.

(2) Platon : *La République*, Livre III, par. I, page 91.

Mentor indique l'existence de temples à Salente (1), mais nulle part ailleurs, il ne fait allusion à la religion. Tout au plus se borne-t-il à déclarer (au livre XVII) que les Rois sont les humbles sujets des Dieux. Mais il ne se soucie pas de l'organisation du culte. Et les censeurs des mœurs qui dans l'Ile d'Utopie sont des prêtres élus « comme les autres magistrats au scrutin secret, afin d'éviter l'intrigue » (2), sont à Salente des laïcs désignés par le monarque.

L'Etat n'est pas seulement instituteur, père spirituel, directeur de conscience de la jeunesse. Son souci d'unité le métamorphose, tour à tour, en architecte, en hygiéniste, en urbaniste. Mentor donne des modèles peu nombreux d'une architecture simple, gracieuse et qui varie avec la « grandeur des familles », « pour faire dans un médiocre espace une maison gaie et commode » (3), « aux logements dégagés les uns des autres » (4), d'un entretien peu coûteux et tels que l'ordre et la propreté puissent s'y conserver facilement. Chaque habitation un peu considérable comporte un salon, un péristyle et de « petites chambres pour les personnes libres » (5), qui doivent être garnis de meubles simples et solides. Ces préoccupations ont pour but d'embellir la Ville à peu de frais, et de la ren-

(1) *Télémaque*, Livre X, page 210

(2) Thomas Morus : *L'Utopie*, page 167.

(3) *Télémaque*, Livre X, page 210.

(4) *Télémaque*, Livre X, page 210.

(5) *Télémaque*, Livre X, page 210. La pensée de Fénelon semble

dre régulière. Ne pouvons-nous pas soutenir que ces idées présentent une grande analogie avec celles qui constituent la base du système des habitations à bon marché ?

Si l'Etat ne revêt pas le justaucorps immaculé du Maître-queux, c'est que les repas ne sont pas pris en commun comme à Sparte, ou dans l'Ile d'Utopie, ou dans la Cité du Soleil, mais il recommande la sobriété et s'arroge un droit de regard sur la table familiale où il voudrait voir apparaître, sinon le brouet de Lycurgue, du moins des mets simples, composés principalement de viandes, « mais apprêtées sans aucun ragoût » (1), Mentor se révèle précurseur des doctrines anti-alcooliques en condamnant l'usage du vin et des liqueurs « qui sont la source des plus grands maux parmi le peuple » (2), et qui ruinent la santé sociale en ce qu'ils causent « les maladies, les querelles, les séditions, l'oisiveté, le dégoût du travail, le désordre des familles » (3). Toutefois il reconnaît au vin des vertus curatives et toniques, et veut qu'il soit « réservé comme une espèce de remède » (4). Il en

être en régression sur ce point dans l'*Examen de Conscience*, car on y trouve cette phrase : (Jadis) « chacun n'avait point une chambre, une seule chambre suffisait avec plusieurs lits pour plusieurs personnes ». Tome III, page 338.

(1) *Télémaque*, I livre X, page 210. A rapprocher de Platon qui condamne les assaisonnements ainsi que le régime syracusain, et les ragoûts variés des Siciliens. *La République*, Livre III, p. 120.

(2) *Télémaque*, Livre X, page 216.

(3) *Télémaque*, Livre X, page 210.

(4) *Télémaque*, Livre X, page 210.

admet également l'emploi pour les sacrifices et les fêtes extraordinaires où licence est donnée à chacun, j'imagine, de s'abandonner aux voluptés douloureuses de l'ivresse (1).

Qu'on ne se leurre pas sur le caractère des mesures prises par Mentor. Elles n'ont pas pour but d'établir à Salente l'égalité politique et d'en faire une démocratie. Fénelon est farouchement partisan de l'inégalité sociale, qu'il croit inéluctable (2). Au surplus, l'influence de Platon l'y prédispose. Son tempérament d'aristocrate l'exige. Aussi divise-t-il la population libre en classes, en sept classes exactement (3). Il règle les conditions par la naissance, car dit-il, « la distinction la moins exposée à l'envie est celle qui vient d'une longue suite d'ancêtres » (4), en quoi il se montre, à notre avis, fort bon psychologue. Au premier rang figurent « ceux qui ont une noblesse plus ancienne et plus éclatante » (5). Viennent

(1) Au livre VII du *Télémaque*, page 153, Fénelon manifeste la même aversion pour le vin et il écrit à propos des habitants de la Bétique : « Ces peuples boivent-ils du vin? Ils n'ont garde d'en boire, car ils n'ont jamais voulu en faire... C'est une espèce de poison, disent-ils, qui met en fureur. Il ne fait pas mcurir l'homme, mais il le rend bête. Les hommes peuvent conserver leur santé et leur force sans vin; avec le vin ils courent risque de ruiner leur santé, et de perdre les bonnes mœurs. » Et Adoam, dans la bouche duquel Fénelon place ces imprécations contre le vin, de conclure qu'il « est le corrupteur des hommes ».

(2) *Essai sur le Gouvernement Civil*. Voir le ch. IV, pages 357 et 358.

(3) *Télémaque*, Livre X, page 208.

(4) *Télémaque*, Livre X, page 208.

(5) *Télémaque*, Livre X, page 208.

ensuite ceux dont la noblesse est plus récente. Après eux sont rangés les magistrats et les fonctionnaires, qui « ont le mérite et l'autorité des emplois » (1), et les simples citoyens, assez contents de venir après ces anciennes familles « qui sont dans une si longue possession des premiers honneurs » (2). Pour éviter la confusion des conditions, les citoyens sont astreints à porter des vêtements de couleur différente pour chaque classe, et l'Etat qui prohibe toute dépense de luxe intervient une fois de plus pour réglementer très minutieusement la nature et la forme des habits, sans qu'il soit possible à un Salentin de les changer. Et c'est une nouvelle loi somptuaire qui s'ajoute aux prescriptions sévères relatives aux habitations et à la nourriture. Ainsi les personnes du premier rang sont vêtues de blanc, et leur uniforme s'agrémenté d'une frange d'or. Elles portent en outre au doigt un anneau d'or, et au cou une médaille avec le portrait du Roi. Le bleu est la teinte caractéristique de la seconde classe. La frange est d'argent. L'anneau subsiste, mais la médaille disparaît. Les personnes du troisième rang sont vêtues de vert, n'ont ni frange ni anneau, mais se parent d'une médaille d'argent. Le jaune orange, le rouge pâle, le gris fin distinguent les classes suivantes, et les derniers du peuple se reconnaissent à une couleur composée, mêlée de jaune et de blanc. Ces diverses classes, tout au moins les dernières, ne constituent pas des castes, nous voulons

(1) *Télémaque*, Livre X, page 208.

(2) *Télémaque*, Livre X, page 208.

dire qu'elles ne sont pas absolument séparées les unes des autres par des cloisons étanches. Il n'est pas interdit ni impossible au citoyen de Salente, non pas de s'élever lui-même à la classe supérieure, mais de voir ses descendants y accéder : les belles actions, les services rendus à l'Etat sont récompensés par des couronnes et des statues, qui confèrent un commencement de noblesse aux enfants de leurs auteurs. Ainsi donc, les Salentins ne sont pas condamnés sans espoir à s'affubler de l'éternelle livrée d'une condition immuable (1).

C'est encore Platon qui a servi ici de modèle à Fénelon, Platon qui répartit les habitants libres de sa République en trois classes (2). Dans la première, la plus basse, la plus humble, il range les mercenaires ou la multitude, pour laquelle il ne professe que mépris, et qui comprend les laboureurs, les artisans, les marchands dont l'âme, selon son expression, est composée de fer et d'airain. La seconde classe est celle des gardiens de la Cité, à l'âme d'argent. Enfin la troisième comprend les magistrats et les sages qui sont d'or pur. Il appartient aux magistrats de surveiller les enfants et de prêter l'attention la plus curieuse au métal qui entre dans la composition de leur âme. Si elle

(1) *Télémaque*, Livre X, page 208, *in fine*, page 209.

(2) Au contraire, pour Aristote, « en principe la Cité est une réunion d'hommes égaux, ayant pour fin la vie parfaite. » Cependant il distingue parmi les membres de la cité les laboureurs, « pour les subsistances », les ouvriers, les guerriers, les riches, les prêtres, les juges, « pour décider sur le droit et l'utile ». *La Politique*, éd. Baillet, Livre VII, chapitre VIII, page 160.

écèle quelque mélange d'airain ou de fer, ils doivent se montrer sans pitié alors même qu'il s'agirait de leurs propres enfants, et les reléguer parmi les artisans et les laboureurs. Au contraire, si les enfants des laboureurs semblent de métal fin, il faut les élever au rang de gardiens ou de guerriers (1). En d'autres termes, Platon s'efforce d'épurer et de perfectionner la classe des sages et des guerriers. Pour y être admis, il faut présenter des qualités physiques et morales suffisantes. Et tandis que Fénelon admet seulement qu'on peut se hausser à la classe supérieure, Platon guidé par des soucis d'amélioration, prévoit qu'on peut en être exclu et rejeté malgré sa naissance.

Quant aux esclaves, vêtus de gris brun à Salente, Fénelon non plus que Platon ne les tolère dans une classe quelconque, et ils constituent la lie informe de la population (2).

La doctrine économique que professe Mentor est une doctrine de modération, hostile au progrès de la richesse et de la production. Nous l'avons indiqué d'un mot au début de ce chapitre, ce qui l'intéresse au premier chef, c'est la recherche de la Vertu, qu'il appelle le bien suprême, le vrai bien qui dépend de la vigueur de l'esprit et de la santé du corps. Or, la Vertu à ses yeux est incon-

(1) Voir Platon : *La République*, Livre III, pages 136 et 137.

(2) *Télémaque*, Livre X, page 209.

ciliable avec la Richesse (1). Ce sont là deux termes qui s'excluent. Aussi comprend-on pourquoi à tout moment, Mentor s'emporte contre le luxe, prêche la « noble et frugale simplicité » (2), et en vante les mérites. Le soin de borner l'avoir de chaque citoyen (nous entendons par ce mot l'avoir foncier) va incomber à l'Etat, car c'est à cette seule condition que la moralité individuelle, partant la moralité de la société tout entière, sera maintenue à un niveau élevé. Et dominé par un constant souci éthique, Mentor fait de l'économie politique de Salente une économie médiocre, restreinte, dont l'idéal est la pauvreté, qui exige du citoyen la frugalité. « Ils auront du pain, et assez largement, mais ils n'auront que du pain et des fruits de leur propre terre gagnés à la sueur de leur visage » (3). Mentor voudrait faire du Salentin une manière d'ascète pour qui joue peu la question d'estomac. Et que désirerait-il en somme, sinon un Etat à peu près analogue à cet Etat baptisé « stationnaire » par Stuart Mill, mais dont bien avant lui, avaient rêvé Platon et Aristote. A la vérité, les idées qui les guidèrent dans la poursuite de ce but sont quelque peu différentes de celles qui servent de fil conducteur à Fénelon. Sans doute le souci de la morale ne les laisse pas indifférents, mais ils s'efforcent surtout de parfaire l'ordre politique. Ils souhaitent un Etat équi-

(1) Ce mot Richesse étant pris avec l'acception que n'admet pas Fénelon, c'est-à-dire signifiant l'or et l'argent et toutes les superfluités. Pour le mot Vertu, voir *Télémaque*, Livre XVII, p. 380.

(2) *Télémaque*, Livre X, page 211 et passim.

(3) *Télémaque*, Livre X, page 216.

libré et harmonieux où règnent la justice et la paix. Or, si l'âme du citoyen « est remplie du soin d'acquérir des richesses » (1), s'il consacre son temps au développement de sa fortune, à l'accroissement de la production, quand et comment pourra-t-il s'occuper des affaires publiques ? Economiquement la République stagne, car elle exige une activité politique exacerbée. Platon n'a que mépris pour le travail des hommes libres (2). Il condamne à l'avilissement ceux d'entre eux qui exercent des professions laborieuses. Non content de les traiter de « vils mercenaires », non content de les nommer des « misérables », il leur supprime les droits civiques, car, prétend-il, les métiers manuels dégradent ceux qui les pratiquent. Aussi l'esclavage devient pour lui une nécessité. Il est la condition fondamentale de l'existence d'un peuple libre, qui doit vivre à l'Agora et ne pas « déroger » en produisant.

Le régime économique de Mentor oblige au contraire l'homme libre — sans distinction de classe — au labeur perpétuel, sans que cependant il puisse jamais vraiment

(1) Stuart Mill. *Principes d'Economie Politique*, 2 volumes. Paris, Guillaumin, éditeur. Voir livre IV, chap. VI, tome II.

(2) Voir également Aristote: *La Politique*, éd. Bailleul. Livre XII, chap. IX, pages 161 et 162. « Nul membre du corps social ne doit s'occuper ni des spéculations mercantiles, ni de professions mécaniques, parce que de pareilles occupations sont ignobles et s'opposent à la pratique de la vertu.

« J'irais plus loin. J'exclurais même les laboureurs de l'exercice des droits politiques. Il faut du loisir pour acquérir la vertu : en ont-ils ? ».

s'enrichir. Loin de les railler, il veut au contraire que l'on honore ceux qui s'adonnent aux travaux utiles de la Cité. Ceci nous permet d'affirmer que le maintien des esclaves à Salente ne repose sur aucune base sérieuse. Il y a là un simple souvenir livresque sans importance (1). En preuve, comme disent les érudits, Fénelon, dans un de ses *Dialogues des Morts*, a des accents frémissants qui annoncent ceux d'un Montesquieu, pour stigmatiser cette institution et la vouer à la haine des hommes éclairés : « La servitude des Ilotes ne vous paraît-elle pas contraire à l'humanité ?... Avouez qu'en cela les Grecs sont assez barbares. Est-il permis à une partie des hommes de traiter l'autre comme des bêtes de charge. Quelle horrible barbarie de voir un peuple qui se joue de la vie des autres » (2).

Si l'oisiveté n'a point de place à Salente, c'est que Fénelon envisage d'abord le travail à un point de vue éthi-

(1) L'esclavage existe également dans l'Ile d'Utopie, où il a une importance sociale plus considérable. Parmi les esclaves figurent tout d'abord les prisonniers de guerre, ou du moins parmi eux ceux qui ont été pris les armes à la main, les condamnés à mort étrangers, et les citoyens coupables de grands crimes : « La peine ordinaire même des plus grands crimes est l'esclavage. Les Utopiens croient que l'esclavage n'est pas moins terrible pour les scélérats que la mort, et qu'en outre, il est plus avantageux à l'Etat. Un homme qui travaille, disent-ils, est plus utile qu'un cadavre; et l'exemple d'un supplice permanent inspire la terreur du crime d'une manière bien plus durable qu'un massacre légal qui fait disparaître en un instant le coupable. » *Utopie*, page 134. Ajoutons enfin que les fils des esclaves naissent libres.

(2) *Dialogues des Morts* : Socrate et Alcibiade. Tome II, page 574.

que : le travail est un instrument moralisateur par excellence. Quand l'homme est occupé à la charrue ou à l'établi, il ne songe pas à mal faire, il ignore l'ennui (1), et s'accoutume aux idées et aux sentiments sévères. La solitude insupportable lui semble douce alors. Et Fénelon n'est pas loin de croire que le développement des qualités morales soit en raison directe de la plus ou moins grande quantité de travail fournie. Mais il ne se méprend pas sur son caractère : il parle « des maux du travail » (2). Pour lui, il constitue une peine, et il se rend compte que le travail attrayant ou le travail pour le travail est une fable. Seulement, Fénelon est allé beaucoup trop loin dans ses déductions.. Il n'a pas pris garde que l'excès de travail pouvait conduire à l'abêtissement, à l'abrutissement. Comment l'homme de Salente penché sur le sillon depuis l'aurore au peplum de safran jusqu'au crépuscule violet, peut-il, le soir venu, songer à exercer les facultés de son âme ? Le corps rompu par la fatigue, il sombre dans un lourd sommeil. Thomas Morus est plus sage en limitant le temps que chacun doit consacrer à la collectivité à six heures par jour, les loisirs laissés par cette réglementation à l'Utopien étant voués par lui aux Sciences et aux Lettres (3).

(1) Voltaire écrit dans *Candide* : « Le travail éloigne de nous trois grands maux : L'ennui, le vice et le besoin. »

(2) *Télémaque*. Livre X, page 214.

(3) *L'Utopie*, pages 78 et 79 : « Il ne faut pas croire que les Utopiens s'attellent au travail comme des bêtes de somme depuis

Fénelon, par ailleurs, ne méconnaît pas la valeur économique du travail, et s'il estime fort important ce facteur de la production qui s'appelle Nature, il pense que le facteur Travail n'est nullement négligeable. Mais c'est là un point que nous avons déjà développé autre part.

Notons que la prévoyance, — grande qualité morale cependant, — semble quasi inconnue aux Salentins, qui vivent au jour le jour, sans « s'inquiéter des peines du lendemain » (1).

Si le travail est une obligation pour le citoyen, cela tient en partie au régime foncier, qui établit la petite propriété et impose fatalement la mise en valeur intégrale du sol national. Fénelon, nous le savons, est un adversaire résolu de la communauté des biens. Il s'en méfie et s'en défie : elle est trop grosse de conséquences pour

le grand matin jusque bien avant dans la nuit. Cette vie abrutissante pour l'esprit et pour le corps serait pire que l'esclavage...

« Les Utopiens divisent l'intervalle d'un jour et d'une nuit en 24 heures égales : 6 heures sont employées aux travaux matériels... et le temps compris entre le travail, les repas et le sommeil, chacun est libre de l'employer à sa guise. Loin d'abuser de ces heures de loisir en s'abandonnant au luxe et à la paresse, ils se reposent en variant leurs occupations et leurs travaux..... »

« Tous les matins, des cours publics sont ouverts avant le lever du soleil. Les seuls individus spécialement destinés aux lettres sont obligés de suivre ces cours, mais tout le monde a droit d'y assister, les femmes comme les hommes, quelles que soient leurs professions. Le peuple y accourt en foule; et chacun s'attache à la branche d'enseignement qui est le plus en rapport avec son industrie et ses goûts. »

(1) *Télémaque*, Livre X, page 214. •

qu'il l'admette à Salente. Aussi Mentor fonde-t-il sa constitution économique sur la propriété privée. L'Etat, autorité distributrice de la terre, fragmente le territoire en lopins qu'il répartit entre les familles d'après leur importance numérique, et il s'efforce de réaliser l'égalité en cette matière (1).

Mentor, en universalisant la propriété privée, prépare ces doctrines partageuses « que les collectivistes modernes appellent non sans mépris, dit Monsieur Gonnard, le radicalisme petit-bourgeois » (2). En outre, il veut la médiocrité : son idéal est une multitude de petits cultivateurs laborieux. Aussi chaque famille ne peut-elle posséder que l'étendue de terre absolument nécessaire pour nourrir le nombre de personnes qui la composent, et « chaque famille possédant peu de terre, elle sera obligée de la cultiver par un travail sans relâche » (3). Travailler ou périr, voilà le dilemme dans lequel se trouve

(1) Fénelon ne semble pas croire à l'existence d'un lien nécessaire entre la famille et la propriété, au contraire de Platon et de Campanella qui, en conséquence, doublent la communauté des biens de la communauté des femmes. Dans la Bétique qui vit sous l'empire de la loi naturelle, et qui connaît un régime de communisme absolu, les hommes cependant sont groupés en familles. Cette attitude de Fénelon tient sans doute à ce que pour lui la famille et la propriété sont de sources différentes : La première serait une institution de droit naturel, la seconde une création des lois civiles.

(2) R. Gonnard : *Histoire des Doctrines Economiques*, page 10.

(3) *Télémaque*, Livre X, page 216.

enfermé le Salentin. Pour réaliser ses vues, Mentor supprime un des attributs les plus essentiels du droit de propriété : le jus abutendi. La terre devient inaliénable, et « les nobles ne pourront pas faire d'acquisitions sur les pauvres » (1). Pauvres ? Il y a donc des riches et des pauvres à Salente ? Qu'entend désigner Fénelon par ce vocable ? Les gens des classes inférieures par opposition aux membres des classes supérieures ? Ou s'agit-il vraiment d'individus qui possèdent moins que d'autres ? C'est dans ce dernier sens qu'il faut prendre le terme « pauvre ». Mentor se préoccupe uniquement d'assurer l'égalité des biens immobiliers, pour mettre chacun à l'abri du besoin. Mais il ne se soucie pas des fortunes mobilières : « Res Mobilis, res vilis », et de l'inégalité où conduit nécessairement en cette matière l'établissement du commerce à Salente, du commerce qui s'analyse en une lutte continuelle où le plus fort incessamment triomphe.

Encore un souvenir platonicien que ces menus lopins inaliénables ! Le disciple de Socrate considérerait la propriété privée comme contraire à la justice, et l'on peut dire que jamais sa pensée ne changea sur ce point. Mais le système communiste prévu par la *République* exigeait trop d'austérité et de renoncement de la part des membres de la Cité, pour qu'il put être appliqué utilement dans la réalité. Platon s'en rendait compte. A regret, il

(1) *Télémaque*, Livre X, page 216.

se décide à admettre dans les *Lois* le principe qu'il abhorre, et il préconise un partage égal des biens. Mais il veut que chaque citoyen soit mis dans l'impossibilité de vendre, de partager ou d'hypothéquer la parcelle de terre qui lui revient. Ainsi, tout le monde se trouve à l'abri du besoin, et nul n'ayant une situation préférable à celle de ses semblables, les hommes peuvent se livrer aux joies bruyantes de la politique, aux joies plus discrètes et plus pleines de la métaphysique.

Le caractère moral que la tradition accorde à l'agriculture en fait le mode d'activité économique préféré de Mentor qui est un agrarien convaincu. Dans ses promenades en compagnie d'Idoménée, il est frappé par l'aspect de la campagne inculte et quasi déserte. Il veut faire cesser cette situation intolérable, et il prend pour remédier au mal, un certain nombre de mesures qui soulignent et qui affirment une fois de plus l'omnipotence de l'Etat. Il décrète le retour obligatoire à la terre et décide l'installation aux champs des artisans de luxe qui encombraient la ville et dont il demande la suppression. Mais, comme ils sont peu préparés par leur vie sédentaire au dur labeur qu'exige la glèbe, il favorise l'immigration et appelle à leur secours la main-d'œuvre étrangère pour exécuter sous leur direction les plus rudes travaux (1). Les maçons des pays voisins qu'il a engagés pour cons-

(1) *Télémaque*, Livre X, page 212 *in fine* et page 213.

truire la ville nouvelle selon les plans qu'il a tracés, devront, leur tâche finie, défricher une partie des terres et « se faire laboureurs » (1). Mais il ne suffit pas de repeupler la campagne, il faut éviter qu'on la quitte par la suite ; aussi assimile-t-il l'abandon des champs à un abandon de poste en temps d'hostilités, et il prévoit que les délinquants seront passibles de « taxes, d'amendes et même de punitions plus sévères » (2). Mais ces défenses se révéleront inefficaces, si le Prince surcharge les cultivateurs d'impôts. Il est difficile de ne pas songer instinctivement à la France désolée de la fin du XVII^e siècle lorsqu'on lit les descriptions que Mentor nous donne du plat-pays de Salente. Les causes du mal qui ronge l'agriculture, dans le royaume d'Idoménée, se trouvent être celles qui provoquent son étiolement dans le royaume de Louis XIV.

Enfin, notons que le régime de la propriété foncière doit favoriser le progrès technique de la culture. Dans une Salente très peuplée, la culture extensive est matériellement impossible.

La production industrielle n'est pas complètement inconnue à Salente. Mais elle est très minime. Seule, la fabrication des objets de première nécessité possède la faveur de Mentor qui supprime les artisans de luxe, ou du moins détourne leur activité vers le commerce ou

(1) *Télémaque*, Livre X, page 213.

(2) *Télémaque*, Livre X, page 214.

l'agriculture (1), le luxe étant considéré par lui comme la source de l'immoralité sociale. Parmi les « arts nécessaires qui sont en très petit nombre » (2), il réserve une place importante aux industries guerrières. Est-ce à dire qu'il soit belliqueux, et qu'il aspire à une politique de conquêtes ? Certes non, il est pacifiste avec ferveur. « La guerre est le plus grand des maux » (3), dit-il. On pourrait placer dans sa bouche les admirables paroles que Fénelon fait prononcer à Socrate : « La guerre est un mal qui déshonore le genre humain. Si on pouvait ensevelir toutes les histoires dans un éternel oubli, il faudrait cacher à la postérité que les hommes ont été capables de tuer d'autres hommes. Toutes les guerres sont civiles ; car c'est toujours l'homme contre l'homme qui répand son propre sang, qui déchire ses propres entrailles » (4). La guerre est néfaste au point de vue social et moral, car elle engendre la corruption des mœurs, cause un déséquilibre général et entraîne une révision de la table des valeurs. Tel qui rougirait pendant la paix de dérober un œuf, ne craint pas de se comporter comme un sacripant en temps d'hostilités. Il le doit même, et les honneurs publics lui sont décernés (5). Par surcroît, Mentor consi-

(1) *Télémaque*, Livre X page 209.

(2) *Télémaque*, Livre X page 209.

(3) *Télémaque* : Passim et particulièrement Livre IX, page 181.

(4) *Dialogues des Morts*, Tome II, page 574.

(5) *Télémaque*, Livre V, page 107 : « Les meilleurs Princes mêmes, pendant qu'ils ont une guerre à soutenir, sont contraints de faire le plus grand des maux, qui est de tolérer la licence, et de

dère la guerre comme une mauvaise affaire au point de vue économique, « quand même on tiendrait dans son camp la victoire comme enchaînée » (1) car « on se détruit soi-même en détruisant ses ennemis, on dépeuple son pays, on laisse les terres incultes, on trouble le commerce » (2). La vieille maxime romaine « si vis pacem, para bellum », qu'il traduit presque littéralement dans cette phrase : « Par une sage prévoyance, on voyait dans une paix profonde tous les préparatifs de la guerre » (3), il la met en pratique avec énergie. Pour n'être jamais réduit au malheur d'en venir aux mains avec les étrangers, il faut s'y tenir toujours prêt. La guerre est parfois nécessaire, disons-mieux, inéluctable (4). Que faire si une ambition mauvaise pousse un Prince voisin à chercher dans le sang humain la fausse gloire que confèrent les triomphes guerriers, que faire s'il ne veut connaître d'autre loi que son intérêt, que faire s'il est déterminé à l'invasion, sinon défendre avec une ardeur accrue par le sentiment du bon droit, la Cité injustement meurtrie ? Voilà pourquoi le prévoyant Mentor visite les arsenaux, procède à une revue, à un examen des moyens de défense de Salente, et assemble des ouvriers qui travaillent sur le fer, l'acier et

se servir des méchants. Combien y a-t-il de scélérats qu'on punirait pendant la paix et dont on a besoin de récompenser l'audace dans les désordres de la guerre. »

(1) *Télémaque*, Livre XI, page 244.

(2) *Télémaque*, Livre XI, page 244.

(3) *Télémaque*, Livre X, page 212.

(4) *Télémaque*, Livre IX, page 192.

l'airain à rendre la Cité redoutable et forte. Ajoutons que le rôle qu'il voudrait lui voir jouer dans les relations extérieures est celui d'une médiatrice et d'une arbitre des conflits qui peuvent mettre aux prises les nations voisines. Au fracas des armes, Mentor préfère la parole insinuante des hommes de bonne volonté. C'est pourquoi il désire également que Salente contracte des traités d'alliance avec ses voisins. Une bonne foi réciproque doit procéder à leur élaboration. Un échange d'otages garantira la loyauté des co-contractants (1). Que si malgré les efforts des diplomates, la guerre éclate, le Roi doit montrer dans les combats la plus téméraire intrépidité (2). Le courage d'un chef, on ne doit pas pouvoir le mettre en doute. Mentor, pour fortifier l'entente entre les Etats, organise enfin une manière de Société des Nations. « Faites, dit-il aux alliés, de trois ans en trois ans, une assemblée générale,... pour renouveler l'alliance par un nouveau serment, pour raffermir l'amitié promise et pour délibérer sur tous les intérêts communs » (3).

Il est curieux de constater que, tandis que Mentor s'efforce de tuer l'ambition politique dans le cœur d'Idoménée, les Utopiens de Morus sont tourmentés d'un désir de domination. Cette différence tient à ce que Fénelon — et Mentor — ont conscience de l'existence d'une com-

(1) *Télémaque*, Livre IV, page 188 : « Il y aura pour sûreté réciproque les otages », et page 185.

(2) *Télémaque*, Livre X, page 200.

(3) *Télémaque*, Livre IX, page 193.

munauté internationale que Morus ignore ou ne veut pas connaître. « Un peuple n'est pas moins membre du genre humain qui est la société générale qu'une famille est un membre d'une nation particulière » (1). L'habitant de Salente n'est pas seulement un citoyen de sa patrie, mais encore un citoyen de l'humanité. Au contraire, les insulaires découverts par Raphaël Hytlodée ne suivent pas un programme de paix universelle et se soucient peu à l'égard des étrangers de la stricte justice. Les seuls alliés qu'ils acceptent, sont ceux qui reconnaissent leur protectorat et leur demandent des lois et des chefs. Ils ne recourent du reste à la guerre, en cas de tension extérieure, qu'à la toute dernière extrémité. Avant de prendre les armes, ils usent de ruses et d'habiletés. Pour abattre sa puissance, ils inondent la nation ennemie d'or et d'agents secrets qui fomentent des révoltes, provoquent l'anarchie, favorisent la guerre civile. On le voit : Morus, en bon Anglais qu'il est, n'oublie pas d'organiser dans le doux pays d'Utopie une « Intelligence Service ».

Tandis que Mentor s'occupe d'enfermer la production agricole et industrielle dans les limites étroites de ce qui est strictement nécessaire aux citoyens pour vivre, il s'efforce au contraire de développer le plus possible le commerce de Salente. Voilà qui ne laisse pas que d'être surprenant. Une production au rythme très faible,

(1) *Dialogues des Morts*, Socrate et Alcibiade, Tome II, page 574.

très ralenti ne peut guère engendrer une circulation des produits et des échanges très intenses. Il y a là un illogisme qui s'atténue sans disparaître toutefois, si l'on veut bien examiner la politique commerciale préconisée et mise en œuvre par Mentor. Il aspire à faire de Salente un entrepôt de marchandises étrangères et un marché international en ouvrant largement le territoire de la Cité aux peuples d'alentour. Hostile aux droits de douane prohibitifs et d'une façon générale aux taxes susceptibles d'entraver la liberté du négoce — et qu'il englobe sous la désignation un peu vague d'impôt, — il promet des primes, des « récompenses » aux marchands qui emploieront leurs efforts à attirer « le commerce de quelque nouvelle nation » (1). Mais c'est surtout « la franchise, la bonne foi et la candeur » (2), qu'il considère comme les plus sûrs moyens d'attraction sur les étrangers, et il souhaite qu'ils trouvent à Salente autant « de sûreté » que dans leur propre patrie ; ce qui revient à dire que le Prince doit se garder de toute entreprise vexatoire contre eux.

Cependant Mentor ne défend le principe de la liberté du commerce, que dans la mesure où il respecte la pureté des mœurs, laquelle résulte de la frugalité et de la simplicité des citoyens. C'est pourquoi il bannit de la

(1) *Télémaque*, Livre X, page 207.

(2) *Télémaque*, Livre X, page 207.

Cité, tout commerce qui pourrait porter atteinte à cette simplicité et à cette frugalité nécessaires, c'est-à-dire tout commerce somptuaire. Il interdit l'importation des marchandises susceptibles « d'introduire le luxe et la mollesse » (1), et il retranche un nombre considérable de marchands qui vendaient « des étoffes d'un prix excessif, des vases d'or et d'argent avec des figures de Dieux, d'hommes et d'animaux ; enfin des liqueurs et des parfums » (2). Il ne confond pas, d'autre part, la liberté du commerce avec la liberté commerciale ou la licence, et il fait intervenir l'Etat d'une manière inquisitoriale pour veiller à la moralité des transactions. Un magistrat, qui est une manière de censeur, est institué, auquel les marchands doivent obligatoirement rendre compte de leurs entreprises, grâce à quoi Mentor espère rendre très difficiles, sinon impossibles les banqueroutes. La bonne foi n'est pas la seule qualité qu'il espère rencontrer chez le commerçant. La prudence ne lui paraît pas moins importante que l'honnêteté et il interdit l'engagement dans une opération commerciale des capitaux d'autrui. Le mot célèbre « les affaires, c'est l'argent des autres » ne trouve point d'application à Salente : Mentor protège jalousement l'épargne. Enfin chaque marchand ne peut pas risquer plus de la moitié de son bien, et les entreprises trop lourdes pour un seul peuvent faire l'objet d'un con-

(1) *Télémaque*, Livre X, page 208.

(2) *Télémaque*, Livre X, page 211.

trat de société, qui prévoit des peines sévères pour celui qui n'en respecterait pas les clauses (1).

Les précautions que prend Mentor pour éviter de se contredire, ne nous empêchent pas de juger déconcertant l'intérêt qu'il porte au commerce dans un Etat qui, économiquement, végète : le commerce, en effet, ne saurait s'accommoder des satisfactions du sur-place. Sous peine de tomber en faiblesse, il exige le mouvement. Et l'insuffisante production de Salente ne peut alimenter qu'un débile commerce. Ici Platon cesse d'être le maître de Mentor, Platon qui dans la *République* prohibe logiquement tout commerce, — et pas seulement le commerce de luxe.

Le divorce entre le vieux philosophe et Fénelon est complètement consommé à propos du grave problème de la population. Sur ce point, d'autres influences plus récentes, nous l'avons vu, agissent sur notre auteur et nous savons que Fénelon est un fervent populationniste pour qui les hommes constituent la force non seulement politique mais économique des Etats, et qui recommande au Prince d'encourager les mariages. Platon, lui, désire développer la qualité des citoyens plutôt que leur quantité. Son aversion pour le progrès économique le conduit nécessairement à des conclusions oliganthropiques (2).

(1) *Télémaque*, Livre X, page 207.

(2) Ce terme est emprunté à M. Gonnard qui l'emploie dans son *Histoire des Doctrines de la Population*.

Son but est de perfectionner les vertus politiques des membres de la Cité, et il prétend immobiliser la population dans des cadres rigides. Les mesures qu'il prend contre son extension indéfinie aboutissent à des « combinaisons de haras » qui ne laissent pas que d'être assez scabreuses. Le nombre des foyers est stabilisé à un certain chiffre qui ne doit ni augmenter, ni diminuer. La République comprend une population de 20.000 âmes environ parmi laquelle 5.040 individus seulement ont droit au titre de citoyen. Pour éviter l'inflation humaine, les pouvoirs les plus étendus sont conférés à l'Etat. Tout d'abord l'union des sexes n'est permis que de 25 à 55 ans pour les hommes et de 20 à 40 ans pour les femmes, qui sont mises en communauté dans la classe des guerriers et tirées au sort annuellement dans les autres classes. Les enfants de complexion forte sont seuls dignes de devenir des citoyens. Les autres sont mis au rebut. L'âge légal atteint et dépassé, les hommes ont la liberté d'avoir commerce avec telles femmes qu'ils jugent à propos. Mais il leur est interdit de procréer. Et la loi prévoit l'avortement pour les femmes âgées de plus de 40 ans. Enfin, si malgré les précautions prises, le nombre des citoyens se multipliait exagérément, une émigration partielle pourrait être décidée.

Les auteurs considèrent en général les efforts de Mentor avec un sourire un peu amusé. Salente, d'après M. Rambaud, est un badinage littéraire à la manière de

Thomas Morus, c'est-à-dire dans le goût de la Renaissance (1). Il est certain que si le *Télémaque* respire l'amour de l'humanité, on y sent plus vivement encore l'amour des humanités. Monsieur A. Lichtenberger y voit un simple prétexte pour Fénelon à laisser gambader en toute liberté la folle du logis (2). De la confrontation d'opinions différentes (3), il résulte que l'organisation de la Cité du Roi Idoménée ne serait qu'une réminiscence très atténuée des conceptions socialistes de l'antiquité, et sans grande portée pratique. Nous avons suffisamment insisté sur les emprunts faits par Mentor aux philosophes grecs pour que l'on ne s'étonne pas de nous voir approuver sans hésitation ce jugement, au moins dans sa première partie. Quelle attitude adopter sur le second point ? Laissons Fénelon répondre pour nous. Dans un de ses *Dialogues des Morts*, il fait dire à Denys,

(1) Voir Rambaud : *Histoire des Doctrines Economiques*, p. 623.

(2) Voir Lichtenberger : *Le Socialisme au XVIII^e Siècle*, chap II, p. 49.

(3) Brunetière estime que l'utopie de Fénelon a un caractère rétrograde. Voir son article dans la *Grande Encyclopédie Française*, Tome XVII, page 174 à 181. Henri Sée écrit dans le Tome I de la *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, page 565 : « Il semble bien que le *Télémaque* ne soit pas autre chose qu'une fantaisie de poète, une fiction destinée à moraliser un jeune Prince. D'ailleurs la société de Salente n'est socialiste qu'au sens où l'entendaient les anciens. » M. Lanson déclare que dans le *Télémaque* « les souvenirs lointains de la féodalité rurale se mêlent aux rêves littéraires d'un retour à la simplicité primitive de l'âge d'or ». Et il pense qu'il constitue « un mélange bien incohérent de fictions païennes et d'esprit chrétien ». *Histoire de la Littérature française*. Page 608.

s'adressant à Platon : « Tu n'étais qu'un philosophe chimérique. La République n'est qu'un beau songe », à quoi Platon rétorque : « Ta tyrannie n'a pas été plus forte que ma République, elle est tombée par terre » (1). Ce qui montre assez que notre auteur ne s'abuse pas sur la valeur pratique d'une œuvre à caractère utopique. Ces deux épithètes semblent jurer ensemble. Moins qu'on ne le pense : une utopie est très souvent une vérité prématurée. Cependant Fénelon, — quoiqu'il fut, si l'on en croit Louis XIV, le p'us bel mais le plus chimérique esprit de son royaume (2), — ne se leurrait pas complètement, et pour lui, Salente était aussi un songe : il semble qu'elle exprime plutôt la mélancolie d'un regret que l'enthousiasme d'un espoir. Est-elle un beau songe ? Nous nous permettons d'en douter. Et si nous aimons la Vertu et tentons de la pratiquer, nous ne craignons pas de dire que les prescriptions tatillones et inquisitoriales de Mentor nous en éloigneraient. Nous ne saurions nous accorder d'un Etat qui écrase l'individu, fouille sa vie privée, prétend diriger ses actes et s'emparer de son esprit, s'efforce d'étouffer le plus possible la personnalité et l'originalité, rêve de citoyens construits en série et s'effare de toute véritable aspiration vers la liberté intellectuelle. Monsieur Flamand, après une étude du *Téléma-*

(1) *Dialogues des Morts* : Denys et Platon, Tome II, page 577, dialogue XXIII.

(2) Voltaire : *Siècle de Louis XIV*, t. II, chap. XXXVIII, p. 451, éd. Beuchot.

que², arrive à cette conclusion pour le moins curieuse que l'Etat Idéal pour Fénelon, serait celui où tous les citoyens jouiraient d'une liberté égale (1). Il nous semble au contraire que les Salentins en sont également privés. Il n'est rien que Mentor n'ait réglementé soigneusement, si bien qu'on a pu dire qu'à Salente la liberté même du malheur était supprimée (2). D'ailleurs la liberté humaine a toujours résisté aux législateurs trop minutieux. Elle s'évade des compartiments trop étroits où ils aimeraient l'enfermer. Elle rompt les barrières que lui opposent les textes et les décisions qui mésestiment sa force. Comme un torrent aveugle et irrésistible, elle bouscule dans un même tourbillon toutes les classes sociales, sans se soucier de l'uniforme qui les distingue. Une vertu ainsi imposée confine au surplus à la tartufferie et à l'hypocrisie. Qu'importe le geste, si l'intention n'existe pas. A nos yeux d'ailleurs, la plus grande justice, c'est l'égalité politique aussi bien qu'économique. Si nous approuvons le critérium choisi par Mentor pour classer les individus, nous réprouvons le système de classes avec la même énergie que nous mettons à féliciter le précepteur du bouillant Télémaque d'avoir réparti également la terre entre tous

(1) Voir G. Flamand: *Les Idées Politiques et Sociales de Fénelon*, page 76.

(2) G. Péliissier: *Les Ecrivains politiques au XVIII^e Siècle*, page 110. M. Péliissier écrit ironiquement: « Chez les habitants de Salente, il faudrait de la mauvaise volonté pour ne pas se sentir heureux: L'auteur du *Télémaque* y supprime toute liberté, même la liberté du malheur. »

les Salentins. Sans doute, nous ne croyons pas à une égalité parfaite entre les hommes, mais il nous déplaît que politiquement, il y ait des nababs et des parias.

Par ailleurs, on peut dire du citoyen de Salente qu'il marche sans cesse mais qu'il n'avance jamais. Fénelon, s'il souhaite la vie, prescrit l'immobilité, et quelles contradictions dans le fait de permettre le commerce et de prohiber le luxe, de favoriser les arts et de commander l'inspiration et d'étouffer ainsi le génie !

Au demeurant, la constitution de Salente ne saurait être appliquée dans son intégrité à un grand Empire. A la rigueur, elle pourrait convenir à un petit Etat tel que la République d'Andorre ou la République de Saint-Marin bâties à l'image des Cités antiques qui comprenaient, outre la ville, un territoire assez restreint.* Il ne faut point oublier en outre que le *Télémaque* s'adressait à un enfant. Si Fénelon a grossi et systématisé à l'excès ses idées, c'est qu'il voulait frapper une imagination puérile. Il n'est pas niable cependant que les *Plans de Gouvernement* aient subi l'influence des théories sociales de Mentor : dans une certaine mesure, Fénelon tente d'organiser Paris à la manière de Salente. S'il néglige le costume par exemple, du moins il s'attache aux privilèges de la naissance et aux différences qui doivent marquer les conditions. Il veut, en effet, redonner à l'aristocratie son prestige et lui restituer une place active dans les affaires du pays. A Paris comme à Salente, il prêche le

retour à la terre et il prévoit l'établissement de lois somptuaires et l'institution d'un censeur commercial. Il ne renonce pas à faire régner la morale ; et s'il ne souhaité pas faire de la France et du monde un couvent, il voudrait les sauver du luxe et de la luxure qui, selon lui, en dérive, désiller les yeux des hommes et leur faire comprendre enfin que les « richesses superflues » sont de fausses richesses néfastes et dangereuses. Enfin, la portée des idées de Mentor relatives à l'établissement d'une République des Républiques débordent le cadre de la petite Salente. Fénelon aspire à les voir réalisées immédiatement dans l'Europe de la fin du XVII^e siècle, en attendant qu'elles soient acclamées plus tard par l'humanité toute entière, et c'est ainsi que dans le *Supplément à l'Examen de Conscience*, il écrit cette phrase dont Mentor pourrait revendiquer la paternité : « Les Etats voisins les uns des autres ne sont pas obligés de se traiter mutuellement selon la justice ; ils doivent encore pour leur sûreté particulière autant que pour l'intérêt commun, faire une espèce de société et de République générale » (1).

(1) *Examen de Conscience*, Supplément, Tome III, par. 1^{er}, page 347.

CONCLUSION

Fénelon n'est pas un économiste pur. Bien des problèmes relatifs à la Richesse lui demeurent insoupçonnés. Cependant il mérite d'être cité dans une Histoire des Doctrines économiques, et arrivé au terme de notre étude, il nous faut nettement répondre à la question que suppose et pose le titre de notre ouvrage.

La plupart des auteurs qui traitent de Fénelon ne veulent voir en lui que le père de Salente, cette « terre promise » par Mentor à l'humanité. Et il est bien vrai qu'il faille rattacher M. de Cambrai à l'innombrable lignée des Socialistes utopiques, si l'on se borne à l'analyse des derniers livres du *Télémaque*. A cette condition Fénelon apparaît, à un moindre titre cependant que Campanella ou Morus, comme un lointain disciple du disciple de Socrate. Plus exactement, il suit la pensée de Platon avec plus et moins de fidélité à la fois que l'auteur de la Cité du Soleil ou l'inventeur de l'Ile d'Utopie : s'il copie en effet la République sur de nombreux points de détail, le grand prélat se trouve en complet désaccord avec le philosophe hellène sur l'essentielle question de l'appropriation des biens. A la différence de Platon, Fénelon ne croit pas aux vertus du régime communautaire,

et l'idéal communiste lui paraît dangereusement illusoire. Aussi n'admet-il pas la suppression de la propriété privée, non plus que les conséquences qui en découlent normalement. Au contraire, pourrait-on dire, il renforce la possession individuelle en la fragmentant et en répartissant également la terre entre tous les citoyens. Et tandis que dans la République, la famille fait place à la communauté des femmes, à Salente elle constitue la cellule sociale. Fénelon ne la transporte pas sur la place publique : il estime inutile d'organiser la consommation en commun puisque le travail ne s'effectue pas non plus en commun.

Mais Salente n'est, somme toute, qu'une rêverie ad usum Delphini et donne très souvent dans l'églogue. Il faut cependant retenir d'elle que Fénelon y soutient la nécessité et les avantages du retour à la terre et, qu'il s'efforce d'y instituer, — en contradiction d'ailleurs avec l'esprit autoritaire de la constitution économique et politique de la Cité, — la liberté du commerce. Agrarianisme et Libéralisme, voilà les deux grandes idées de Fénelon et il est plus profitable pour l'historien des doctrines de le dégager nettement plutôt que d'analyser par le menu l'organisation de la Ville du Roi Idoménée. Elles constituent en effet la trame sur laquelle est bâtie toute l'œuvre de Fénelon qui ne se lasse pas d'y revenir sans cesse. Or, l'agrarianisme et le libéralisme sont les deux points principaux de la doctrine physiocratique et nous croyons

qu'on peut situer Fénelon parmi les précurseurs les plus directs des Economistes.

D'Alembert assure que notre auteur a fait comprendre au XVIII^e siècle le rôle de la terre et l'importance de la culture du sol pour un pays (1). Jusqu'à Fénelon, on considérait les métaux précieux comme l'expression supérieure, sinon unique de la richesse. Toute la politique colbertiste était fondée sur cette conception dont il n'hésite pas à indiquer la fragilité, à démontrer la vanité, à souligner les dangers. Il soutient avec une belle énergie qu'elle est erronée et qu'elle risque, si on continue à lui faire créance, d'accentuer la paralysie économique de l'Etat et de déterminer sa ruine définitive. Elle a, en effet, pour conséquence inéluctable et fâcheuse l'anéantissement de l'Agriculture, source de tous les vrais biens. Or, loin de négliger l'agriculture, il faut, au contraire, la protéger et favoriser son développement : la manufacture ne permet jamais à une nation d'assurer directement la subsistance des individus, mais seulement d'acquérir de la monnaie, qui se muera à son tour en blé, en vin, en huile, etc... Pourquoi cet inutile détour ? interroge Fénelon. Cultivons la terre. Cultivons-là d'autant plus que, sans une agriculture florissante, le commerce languit, l'industrie s'anémie et tout le corps social dépérit. En incorporant d'autre part son travail au sol,

(1) Voir d'Alembert : *Eloge de Fénelon*. F. Vézinet : *Le XVII^e Siècle jugé par le XVIII^e*, page 186.

l'homme fait un bon placement : la terre lui rend plus qu'il ne lui donne, car la Nature et la Puissance divine concourent avec lui à la production agricole. Aussi, le Roi doit se garder d'écraser les laboureurs sous des impôts exorbitants et de détruire en eux, de cette façon, tout ressort économique et toute faculté de travail. De cette même idée de l'intervention de la Nature dans la production agricole, Quesnay devait tirer plus tard la notion de « produit net », et résumer en cette formule saisissante « pauvres paysans, pauvre royaume, pauvre royaume, pauvre roi », l'importance pour le pays tout entier d'une bonne politique financière et gouvernementale à l'égard des travailleurs de la terre.

En outre, Fénelon veut substituer au régime politique et économique en vigueur un régime plus libéral. C'est le seul moyen, pense-t-il, de remédier à la crise sociale et économique que traverse la France à la fin du XVII^e siècle. Toutes les réformes qu'il préconise et propose sont inspirées par un grand amour de la liberté. Mais tandis que le libéralisme de Fénelon envisagé à la lumière de l'histoire, est, d'après Augustin Thierry, une manière de régression illogique et prolonge et perpétue au couchant du Grand Siècle certaines théories féodales déjà plus ou moins désuètes (1), son libéralisme économique, au contraire, annonce l'avenir et contribue avec ses idées sur l'importance primordiale de la culture du sol à préparer

(1) Voir A. Thierry : *Essai sur le Tiers-Etat*. Tome II, p. 7 et 8.

et à faciliter l'avènement des Economistes. Il estime, en effet, comme plus tard les Physiocrates, que la liberté et la concurrence sont l'âme du commerce : elles substituent aux entreprises inconsidérées les spéculations raisonnables et préviennent les monopoles qui conduisent aux abus et à la stagnation. Qu'il ne faille pas réglementer le commerce est pour notre auteur une règle essentielle commandée par une juste vue des intérêts économiques de la Nation. Le négociant, d'autre part, ne doit, pas plus que le paysan, être rançonné par un Fisc en mal de ressources. En outre, la même liberté qui doit exister dans les limites du territoire national doit également régner dans les rapports avec l'étranger. Si on abandonne, — et pour tout esprit éclairé son abandon s'impose, — le vieux mythe du métal précieux = richesse, une politique douanière féroce ne se comprend plus. Il faut largement ouvrir les frontières aux marchandises étrangères, et jeter au loin ces verrous de sûreté et ces cadenas compliqués et hostiles que sont les prohibitions et les droits d'entrée et de sortie. En effet l'univers tout entier est une république des républiques, un grand corps dont chaque nation constitue une cellule distincte qui possède sans doute une vie propre, mais qui ne saurait vivre une vie isolée et qui a besoin, pour subsister, du concours de ses voisines.

Fénelon, avant les Physiocrates, avant même les libéraux de l'Ecole Classique, ces tenants passionnés du libre

échange, a eu véritablement la préscience de l'interdépendance économique qui lie les peuples, les oblige à s'entr'aider les uns les autres et fait qu'un changement de mode à Paris ruine les humbles ouvrières d'une petite ville perdue dans l'immense continent jaune (1). Notre auteur ne l'ébauche qu'assez vaguement, mais c'est en somme par un ordre naturel des sociétés analogue à celui de Mercier de la Rivière qu'il justifie la nécessité de la liberté du commerce.

Si nous rangeons Fénelon parmi les précurseurs des Physiocrates, nous ne saurions cependant soutenir qu'il ait eu sur eux une influence directe : aucun ne le cite ou ne fait allusion à ses ouvrages. Il n'est pas niable toutefois qu'il ait facilité le mouvement physiocratique grâce aux idées nouvelles dont il a parsemé ses livres et ses mémoires, et qui créèrent dans l'esprit de ses lecteurs, très nombreux au XVIII^e siècle, des « préjugés favorables » à l'agriculture et à la liberté. Tandis, en effet, que Quesnay et ses disciples n'évoquent nulle part l'œuvre fénelonienne, les philosophes du Siècle suivant ne s'en font pas faute et les jugements qu'ils portent sur M. de Cambrai sont en général pleins d'une indulgente sympathie. C'est qu'ils sentent en lui un frère spirituel. Rousseau, dit-on, fondait en larmes chaque fois

(1) Nous empruntons cet exemple à M. Fr. Delaisi : *Les Contradictions du Monde Moderne*, Paris, Payot, 1925. Voir la note pages 184 et 185.

qu'il entendait prononcer le nom de Fénelon (1). Notre auteur assure en effet, comme lui, que « hors la nature, il n'y a point de salut » pour une humanité gangrenée par une prétendue civilisation qui tue en réalité les instincts généreux et les beaux sentiments dans le cœur des humaines créatures. Et l'un et l'autre partagent la même horreur quasi-mystique du luxe, du faste et de l'esprit somptuaire qui corrompent les âmes et les mœurs.

Encore un coup, et mise à part cette partie de son œuvre inspirée de Platon, on est amené, si l'on procède à l'inventaire des idées économiques de Fénelon, à conclure logiquement qu'il annonce le XVIII^e siècle et qu'il ouvre la voie aux conceptions nouvelles de Quesnay et de ses compagnons.

(1) Voir *Grande Encyclopédie Française*, Tome XVII : Brunetière, article sur Fénelon, page 181.

BIBLIOGRAPHIE

Il serait aisé de dresser une vaste bibliographie à propos de Fénelon : son œuvre est abondante et on a beaucoup écrit sur lui. Nous croyons indispensable de nous limiter et de faire un choix parmi les ouvrages les plus intéressants qui étudient la pensée de notre auteur sous ses aspects les plus variés (1).

ŒUVRES DE FÉNELON

- FÉNELON. — *Œuvres complètes*, 3 volumes précédés d'une étude de M. Aimé Martin. Firmin Didot et Cie, éditeurs, Paris, 1870.
- *Les Aventures de Télémaque*. Quillet, éditeur, Paris, 1928.
- Nota-bene*. — Les citations du *Télémaque* sont toutes extraites de cette édition, tandis que nous nous référons pour les autres ouvrages de Fénelon à l'édition Firmin Didot.

ŒUVRES ORIGINALES

- PLATON. — *La République*. Société d'édition « Les Belles Lettres », Paris, 1932.
- J. BODIN. — *La République*. Les six livres de la *République*, Paris, 1577.
- A. DE MONTCHRÉTIEN. — *Traité d'Economie Politique*, 1615, publié par Th. Funck Brentano, Paris, 1889.

(1) On a suivi le plus possible l'ordre chronologique dans chaque catégorie.

- THOMAS MORUS. — *L'Utopie*. Collection Scripta Manent, Paris. A l'Enseigne du Pot-Cassé, rue de Beaune.
- SULLY. — *Oeconomies Royales*, avec une Introduction de M. P. Chailley. Guillaumin et Cie, Paris.
- MONTAIGNE. — *Essais*. Edition Pierre Villey. F. Alcan, éditeur, Tome I, Paris, 1922.
- LOUIS XIV. — *Mémoires Historiques et Politiques*. Paris, 1806. Ed. Treuttel et Würtz, 6 volumes in-8°.
- *Mémoires*. Ed. Dreysst. Paris, 1860. Didier et Cie, éditeurs, 2 volumes, in-8°.
- BOSSUET. — *Œuvres Complètes*. 4 volumes, 1879. Firmin Didot, éd.
- P CLÉMENT. — *Lettres Instructions et Mémoires de Colbert*. Paris, 1868, 7 volumes.
- SAINT-SIMON. — *Œuvres Complètes*. 20 volumes avec une table alphabétique, publiées par MM. Ad. Cheruel et Ad. Regnier fils, avec une notice de Sainte-Beuve. Hachette, éditeur, Paris, 1873.
- M DE BOISLILE. — *Mémoires des Intendants sur l'Etat des Généralités dressés pour l'Instruction du Duc de Bourgogne*. T. I. Mémoires de la Généralité de Paris. Paris, 1881. Imprimerie Nationale, in-4°.
- *Correspondance des Contrôleurs Généraux des Finances avec les Intendants des Provinces (1683 à 1699)*. Tome I.
- E. DAIRE. — *Les Economistes Financiers du XVIII^e Siècle. Œuvres de Vauban, Boisguillebert, Law, Melon, etc...* Paris, 1 volume, 1843.
- *Les Physiocrates*, 2 volumes. Paris, 1846.
- MONTESQUIEU. — *De l'Esprit des Lois*. Paris. Garnier frères, édit.
- *Les Lettres Persannes*. Nelson, éditeur. Paris.
- ROUSSEAU. — *Du Contrat Social*. Paris, 1896. F. Alcan, éditeur.
- MALTHUS. — *Essai sur le Principe de Population*. 2^e édition. Guillaumin et Cie, Paris, 1852.

TRAITES GENERAUX

A) D'Economie Politique.

- J.-B. SAY. — *Cours Complet d'Economie Politique*. Paris. Guillaumin, 1852.
- *Traité d'Economie Politique*. Paris. Guillaumin, 1876.
- ROSSI. — *Cours d'Economie Politique*. Paris. Guillaumin, 1865.

Ch. GIDE. — *Principes d'Economie Politique*. 7^e édition. Paris. Larose, 1901.

B) D'Histoire des Doctrines Economiques.

J RAMBAUD. — *Histoire des Doctrines Economiques*. 1 volume. Paris, Larose, 1899.

A DUBOIS. — *Précis de l'Histoire des Doctrines Economiques*. Tome I. L'Epoque antérieure aux Physiocrates, 1 volume. Paris, 1903.

Ch. GIDE et Ch. RIST. — *Histoire des Doctrines Economiques*, depuis les Physiocrates à nos jours. Sirey, éditeur. Paris, 1926.

R. GONNARD. — *Histoire des Doctrines Economiques*. Paris. Librairie Valois, 1930.

C) D'Histoire de la Littérature Française.

D. NISARD. — *Histoire de la Littérature Française*. 4 volumes. Firmin Didot, éditeur. 18^e édition.

G LANSON. — *Histoire de la Littérature Française*. Paris. Hachette, 1906.

J. BIEDER et H. HAZARD. — *Histoire de la Littérature Française*. 2 volumes. Larousse, éditeur.

TRAITES SPECIAUX

P. LEVASSEUR. — *Histoire des Classes Ouvrières en France depuis Jules César jusqu'à la Révolution Française de 1789*. 2 volumes. Paris. Guillaumin, éditeur, 1854.

— *La Population Française. Histoire de la Population Française avant 1789*. 3 volumes. Paris, 1889-892.

— *Histoire du Commerce*. 2 volumes. Paris. Rousseau, éditeur, 1911.

DARESTE DE LA CHAVANNE. — *Histoire des Classes Agricoles en France*, 2^e éd., 1 volume. Paris 1858.

H. BAUDRILLART. — *Histoire du Luxe Public et Privé*. 4 volumes. Paris, 1881.

R. STOURM. — *Les Finances Françaises de l'Ancien Régime et de la Révolution*. 2 volumes. Paris, 1885.

- G. STANGELAND. — *Premalthusian Doctrines of Population*. New-York, 1902. (Voir le chapitre V: Mercantilist and other writers particularly in England and in France, 1660-1748. Fénelon, Melon and Cantillon).
- R. GONNARD. — *Histoire des Doctrines de la Population*. In-8°, 1923. N. L. Nationale.

OUVRAGES SUR FÉNELON, OUVRAGES CRITIQUES,
OUVRAGES ET ESSAIS HISTORIQUES

- Chevalier de RAMSAY. — *Histoire de la vie et des Ouvrages de Fénelon*, 1723. La Haye, in-12.
- Cardinal de BAUSSET. — *Histoire de Fénelon*. Paris. Gauthier. 4^e édition, in-8°. 4 volumes, 1830.
- Louis GENAY. — *Etude Morale et Littéraire sur le Télémaque*. (La question sociale dans le Télémaque. Voir p. 75 et suivantes). Paris. Hachette, 1877, in-8°.
- E DE BROGLIE. — *Fénelon à Cambrai*. Paris. Plon, 1883, in-8°.
- CROUSLE. — *Fénelon et Bossuet*, 1891. Champion. 2 volumes, in-8°
- Paul JANET. — *Fénelon*. Paris, Hachette, 1892, in-16. (Collection Les Grands Ecrivains de France).
- BOUTIE (Le Père). — *Fénelon*. Paris. Retoux, 1900, in-8°.
- H. BRÉMOND. — *Apologie pour Fénelon*. Paris. Perrin, 1910, in-12.
- Abbé CAGNAC. — *Fénelon, Directeur de Conscience*. Paris. Pous-siègue, 1901, in-8°.
- *Etudes Critiques*. Paris. Société Française d'Imprimerie et de Librairie, 1909, in-12.
- *Fénelon. Politique tirée de l'Evangile*. Paris. Tralin, 1912, in-12.
- F. FUNCK-BRENTANO. — *Fénelon, Etude Critique*. Paris. Librairie des Saints-Pères, 1902, in-8°.
- E. FAGUET. — *Etudes sur le XVII^e Siècle*. Paris, 1903, 28 éd. (Pages 435-483). Société Française d'Imprimerie et de Librairie.
- G. GIDEL. — *La Politique de Fénelon*. Paris. Larose, 1906, in-12.
- Maurice MASSON. — *Fénelon et Madame Guyon. Documents nouveaux et inédits*. Paris, 1907, in-12.
- G. COMPAYRE. — *Fénelon et l'Education attrayante*. Paris. Delaplane, 1910, in-12.
- A. DEPLANQUE. — *Fénelon et ses Amis*. Paris. Gabalda, 1910, in-12.
- J. LEMAÎTRE. — *Fénelon*. Paris, Fayard, 1910, in-12.

- E. GRISELLE. — *Fénelon. Etudes Historiques*. Paris. Hachette, 1911, in-12.
- Abbé H. HUVELIN. — *Bossuet, Fénelon, le Quiétisme*. Paris. Gabalda, 1912. 2 volumes, in-12.
- Albert CHEREL. — *Fénelon au XVIII^e Siècle en France (1715-1820). Son Prestige, Son Influence*. Paris. Hachette, 1917, in-8°.
- A. THIERRY. — *Essai sur l'Histoire du Tiers-Etat*. 2 volume. Paris. Furne, éditeur, 1856.
- A. SUDRE. — *Histoire du Communisme ou Réfutation Historique des Utopies Socialistes*. 5^e édition. Paris, 1856, in-12.
- F. CADET. — *P. de Boisguillebert, Précurseur des Economistes, 1646-1714. Sa Vie, Son Œuvre, Son Influence*. Paris. Guillaumin, 1871.
- L. REYBAUD. — *Etudes sur les Réformateurs ou Socialistes Modernes*. Paris. Guillaumin, 1848. 2 volumes, in-12.
- P. CLÉMENT. — *Histoire de Colbert et de son Administration*. 2 volumes. Paris, 1874.
- A. NEYMARCK. — *Colbert et son Temps*. 2 volumes. Paris. Dentu, 1879.
- FRANCK. — *Réformateurs et Publicistes au XVII^e Siècle*. Paris, 1881.
- H. BAUDRILLART. — *Philosophie de l'Economie Politique*. Paris, 1883.
- B. MALON. — *Le Socialisme Intégral*. Paris. Alcan, 1890.
- K. JOLY. — *Le Socialisme Chrétien*. Paris. Hachette, 1892, in-12.
- G. PÉLISSIER. — *Les Ecrivains Politiques au XVIII^e Siècle en France avant la Révolution*. Paris. Weille et Maurice, éd.
- E. LAVISSE. — *Histoire de France*. Tome VIII. Première Partie. Louis XIV. La Fin du Règne.
- H. SÉE. — *La France Economique et Sociale au XVIII^e Siècle*, 1925 Librairie Armand Colin.

THÈSES

- J.-P. GUIRAN. — *Le Luxe Privé et ses Fonctions*. Thèse Droit, Aix, 1895.
- A. LICHTENBERGER. — *Le Socialisme au XVIII^e Siècle*. Thèse Lettres. Paris, 1895. F. Alcan, éditeur.
- J. DE MAZAN. — *Les Doctrines Economiques de Colbert*. Thèse Droit. Aix, 1900, in-8°.
- Ferdinand BOUCHEZ. — *Le Mouvement Libéral en France au XVII^e Siècle (1610-1700)*. Lille, 1908. Robbe, in-8°. Thèse Droit.

- G. TRECA. — *Les Doctrines et les Réformes de Droit Public en Réaction contre l'Absolutisme de Louis XIV dans l'entourage du Duc de Bourgogne*. Thèse Droit, 1909, in-8°. Lille. Larose et Tenin.
- A. PUVILLAND. — *La Question de la Population au XVIII^e Siècle*. Thèse Droit. Lyon, 1912, in-8°.
- G. FLAMAND. — *Les Idées Politiques et Sociales de Fénelon*. Grenoble, 1932. Imprimerie Française de l'Édition. Thèse Droit.

ARTICLES DE REVUES ET DIVERS

- F. BRUNETIÈRE. — *Fénelon*. Grande Encyclopédie Française. Tome XVII, pages 171 à 184.
- H. BAUDRILLART. — *La Question de la Population en France au XVIII^e Siècle*, au point de vue de l'Histoire et de l'Économie Politique. (Journal des Économistes, 1885, T. I, pages 161 et 334).
- Henri SÉE. — *Les Idées Politiques de Fénelon*. Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine. Tome I (1899-1900), p. 545-565.
- ISAMBERT. — *Recueil Général des Anciennes Lois Françaises*. Tomes XVIII et XIX. Paris, 1822-1833.
- S REINACH. — *Orpheus. Histoire Générale de toutes les Religions*. Paris, 1930. Librairie d'Éducation Nationale.
- J. TELLIER. — *Œuvres Complètes*, 2 volumes (Tome I^{er}). Paris. Emile-Paul, éditeur.

Vu : LE DOYEN,
Louis MILLIOT.

Vu : LE PRÉSIDENT DE THÈSE
M. GAFFIOT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER,
Alger, le 23 février 1934.
LE RECTEUR : G. HARDY.

TABLE DES MATIERES

	Pages
INTRODUCTION	1

PREMIERE PARTIE

Fénelon adversaire du mercantilisme

CHAPITRE PREMIER. — Les Sources de richesse.....	18
CHAPITRE II. — Les Idées de Fénelon sur la Population....	37
CHAPITRE III. — Les Idées de Fénelon sur l'Agriculture..	69
CHAPITRE IV. — Les Idées de Fénelon sur le Commerce....	107

DEUXIEME PARTIE

Fénelon moraliste économique

CHAPITRE PREMIER. — I a Théorie du Retranchement des Besoins	139
CHAPITRE II. — Les Idées de Fénelon sur le Luxe.....	147

TROISIEME PARTIE

Fénelon socialiste utopique

CHAPITRE PREMIER. — Les Idées de Fénelon sur la Propriété.	183
CHAPITRE II. — L'Organisation de la Cité Idéale. — Des Théories Sociales de Mentor appliquées à Salente ..	207
CONCLUSION	249
BIBLIOGRAPHIE	257

